



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Quatrième session — 31^e Législature

Le mercredi 28 mars 1979

Vol. 21 — No 11

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Projet de loi no 15 — Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980, et pour d'autres fins du service public	
Crédits provisoires.....	457
Commission plénière.....	457
Rapports de commissions élues	
Audition de mémoires relatifs au projet de loi no 107.....	488
Audition de mémoires relatifs au projet de loi no 126.....	489
Rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés	
Projet de loi no 275 — Loi concernant Ville d'Anjou.....	489
Première lecture.....	489
Renvoi à la commission des affaires municipales.....	489
Questions orales des députés	
Surveillance policière des citoyens.....	489
Investissements dans l'industrie de la construction.....	491
Investissements albertains dans le domaine du gaz naturel.....	493
Avenir de SIDBEC.....	494
Prestations de supplément au revenu de travail.....	495
Réforme fiscale municipale et scolaire.....	497
Refonte de la Loi des caisses d'épargne et de crédit.....	497
Motions non annoncées	
Condoléances à la famille de M. Lionel Bertrand.....	498
M. Gérard-D. Levesque.....	498
M. René.....	498
M. Maurice Bellemare.....	499
Avis à la Chambre.....	499
Motion priant le gouvernement de préciser son option de souveraineté-association	
M. Gérard-D. Levesque.....	501
M. René.....	504
M. Rodrigue Biron.....	507
M. Fernand Lalonde.....	509
M. Pierre de Bellefeuille.....	511
M. Michel Le Moignan.....	513
M. Robert Lamontagne.....	514
M. Gilbert Paquette.....	516
Ajournement.....	517

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mercredi 28 mars 1979

(Dix heures dix minutes)

Le Président: A l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.

Veuillez vous asseoir.

M. le leader parlementaire du gouvernement, vous avez la parole.

Projet de loi no 15

Crédits provisoires

M. Charron: M. le Président, à la suite de la motion faite hier soir, je voudrais, avant de faire motion pour que vous quittiez le fauteuil, rappeler l'ordre de la Chambre dans lequel cette Assemblée doit travailler aujourd'hui, c'est-à-dire que le projet de loi no 15, qui octroie à sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars et pour d'autres fins de services publics, doit être considéré avant 13 heures cet après-midi et que le vote doit se prendre sur cette motion auparavant.

Donc, dans le cadre de cet ordre de la Chambre, M. le Président, je fais motion pour que vous quittiez le fauteuil et que cette Chambre se convertisse en commission plénière pour prendre en considération la motion du ministre des Finances.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

M. Bellemare: Je comprends qu'en vertu du règlement on avait droit à cinq heures.

M. Charron: En vertu du règlement, on avait droit à cinq heures, mais en vertu d'un ordre de la Chambre, ce temps a été limité à trois heures.

M. Bellemare: S'il y a consentement.

M. Charron: Non, c'est un ordre de la Chambre maintenant; alors, cela prend la majorité. Le consentement a été donné jeudi.

Le Président: Est-ce que la motion sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Commission plénière

Mme Cuerrier (présidente de la commission plénière): Cette Assemblée s'est constituée en commission plénière pour étudier les crédits provisoires.

M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: Le projet de loi no 15 prévoit que le quart, exactement, des crédits pourrait être dépensé jusqu'à ce que l'examen des crédits en

commission soit terminé. Contrairement aux années précédentes, il n'y a pas d'exception. C'est le quart juste de chaque crédit.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le ministre pourrait expliciter davantage? Vu qu'on ne demande pas d'ici à la fin de juin, j'imagine — ce serait pour les mois d'avril, mai et juin — alors, on pense que dans aucun ministère on ne dépasserait le quart ou les 25% demandés au cours de ces trois mois. On sait que, dans le passé, le gouvernement et le ministre des Finances en particulier indiquaient qu'il y avait toujours des paiements dans certains ministères qui étaient faits au tout début de l'exercice plutôt que d'une façon égale à travers l'exercice financier. Est-ce que ce n'est pas la même situation cette année?

M. Parizeau: Sauf erreur, on demandait aussi non pas un quart, mais un sixième. Alors, en prenant un quart plutôt qu'un sixième, nous ne pensons pas qu'il y ait des exceptions. Nous n'en avons pas trouvé.

M. Levesque (Bonaventure): Quand on demandait un sixième, c'est exact qu'à ce moment-là on avait un peu moins de marge de manœuvre, mais je pense bien qu'il sera difficile d'imaginer qu'on puisse adopter les crédits avant le 1er juin. Donc, ce serait des crédits qui seraient nécessaires au moins peut-être jusqu'à la mi-juin, je ne sais pas. En tout cas, je veux bien coopérer, mais je m'imaginais qu'il est possible que les circonstances puissent amener le ministre des Finances à revenir nous voir.

M. Parizeau: Cela n'est pas impossible, Mme la Présidente, mais tel que les projections de dépenses sont faites à l'heure actuelle, c'est comme cela que cela se présente.

M. Levesque (Bonaventure): D'accord. Serait-on appelé à faire des remarques préliminaires, Mme la Présidente, ou est-ce qu'on veut se formaliser en les faisant à chacun des ministères? Vu qu'il y a un ordre de la Chambre qui fait que, de toute façon, quelle que soit la méthode employée, on devra adopter ces crédits provisoires avant 13 heures, je m'imaginais que le ministre des Finances, nos collègues et vous, Mme la Présidente, vous ne verrez pas d'objection à quelque méthode que nous voulions employer.
(10 h 15)

La Présidente (Mme Cuerrier): Est-ce que le ministre des Finances y consentirait? Oui?

M. le leader de l'Union Nationale.

M. Bellemare: La question que vient de poser le chef de l'Opposition officielle est fort à point. Je

remarque, dans le titre du budget 1979/80 qui a été déposé, à renseignements supplémentaires des crédits, à la page 51, au ministère des Finances, qu'il y a un crédit de \$130 millions. Si on arrivait à une entente avec les fonctionnaires d'ici juin, il faudrait que le ministre revienne pour faire sanctionner le surplus qui est prévu ce matin en vertu du quart, dans la loi 15.

Ma seule inquiétude, c'est qu'il n'y ait pas lieu d'en arriver à une entente possible. Le ministre n'entrevoit pas d'entente possible avant peut-être septembre ou octobre probablement. Les 44 autres conventions collectives seront échues le 30 juin 1979 et il y aura probablement — 7 plus 44 — 51 conventions collectives qui seront échues au total. Le budget que nous votons ce matin ne sera peut-être pas suffisant, d'ici à la fin de juin, pour couvrir tout cela.

M. Parizeau: A ce sujet, Mme la Présidente, je voudrais simplement souligner que les conventions collectives dont vient de parler le leader de l'Union Nationale viennent à échéance le 30 juin prochain.

M. Bellemare: Les 44...

M. Parizeau: Donc...

M. Bellemare: ... mais les autres, les sept qui sont échues...

M. Parizeau: ... parmi celles qui sont échues, il y en a une qui est susceptible d'entraîner des budgets dans la mesure où une entente interviendrait assez tôt, c'est surtout celle des fonctionnaires.

M. Bellemare: A ce moment-là, faudrait-il que vous demandiez une augmentation du budget du quart que vous faites voter ce matin?

M. Parizeau: Mme la Présidente, il y a déjà des dispositions à cet égard dans les budgets de chaque ministère.

M. Levesque (Bonaventure): Selon les offres déposées...

M. Parizeau: Selon...

M. Levesque (Bonaventure):... ou est-ce qu'il y a un coussin?

M. Parizeau: ... une évaluation que nous avons faite.

M. Levesque (Bonaventure): Réaliste?

M. Parizeau: Nous le croyons.

M. Bellemare: Même si vous avez refusé hier soir \$265 par semaine pour les fonctionnaires? Vous aurez peut-être à faire Salomon dans très peu de temps, aller entre \$265 et \$195.

M. Parizeau: Je rappelle, Mme la Présidente, que les \$265 dont nous parlions hier soir est une demande du front commun.

M. Bellemare: Oui. Vous l'avez refusée dans votre discours, hier soir. Admettez cela ce matin. Je vous ai entendu hier.

M. Parizeau: Oui, mais encore une fois, cela n'a pas de conséquence sur les conventions collectives qui sont échues à l'heure actuelle. C'est une discussion que nous aurons à l'égard de conventions collectives qui viennent à échéance le 30 juin.

M. Bellemare: Oui, mais celles qui sont échues, les sept conventions qui sont échues entrent aussi dans cette négociation.

M. Parizeau: Bien sûr. Comme je le disais tout à l'heure, des prévisions ont été faites dans les budgets de chaque ministère à cet effet...

M. Bellemare: Vous prétendez donc...

M. Parizeau: ... que je crois réalistes.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le leader, pourrais-je vous faire remarquer qu'il avait été question de commentaires généraux? Avez-vous l'intention de procéder de cette façon?

M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: Pour la bonne intelligence des différents crédits, j'aurais une question au ministre des Finances, une double question, mais d'intérêt général quant à l'ensemble des crédits ou, au moins, pour un certain nombre d'entre eux.

La première question vise à déterminer comment ont été traitées les sommes additionnelles qui seront requises pour le paiement de la taxe de vente par les institutions parapubliques, dans le domaine, en particulier, de l'éducation et des affaires sociales, qui devront désormais, en vertu d'une décision annoncée hier soir, payer la taxe de vente. Dans le discours du budget, le ministre des Finances indique que des sommes sont prévues aux crédits qui ont été déposés. Est-ce que cette somme est prévue à l'intérieur des crédits de chaque ministère ou si elle est prévue dans le fonds de suppléance de manière globale pour l'ensemble des ministères?
(10 h 20)

M. Parizeau: Cela a été prévu au fonds de suppléance du ministère des Finances, Mme la Présidente.

M. Forget: C'est donc dans le montant de \$110 millions qui figure là et qui est élevé de seulement \$13 millions de plus que le fonds de suppléance de l'an dernier. Est-ce que ce montant de \$13 millions représente l'estimation du coût additionnel, pour les institutions parapubliques et les sociétés d'Etat, de cette nouvelle disposition?

M. Parizeau: Non, c'est plus que cela. Les montants à payer pour la taxe de vente, par les

deux réseaux, représentent une trentaine de millions de dollars, Mme la Présidente.

M. Forget: Pour les deux ensemble?

M. Parizeau: C'est cela.

M. Forget: Maintenant, une autre question à caractère général également. Dans le discours du budget, le ministre des Finances dit qu'une somme de \$200 millions sera versée à titre d'indexation en vertu des conventions actuellement en vigueur au 30 juin 1979 et que ceci représente la différence entre le taux d'inflation durant la dernière année et 3,5%. Est-ce que ce montant de \$200 millions a été intégré dans la base de calcul des crédits des ministères respectifs, Affaires sociales et Education, encore une fois, ou est-ce que cela est traité comme un versement forfaitaire non répétitif?

M. Parizeau: Mme la Présidente, comme cela est signé depuis trois ans, cela a été incorporé dans les budgets de base de chaque ministère.

M. Forget: Même le montant de \$200 millions...

M. Parizeau: Oui, évidemment.

M. Forget: ... qu'on ne connaissait pas il y a un an même, quand on ne connaissait pas le taux d'inflation.

M. Parizeau: Non, je comprends. Dans ces conditions, il faut toujours faire une évaluation de ce qu'on croit devoir être le taux d'inflation. N'est-ce pas? Mais il reste néanmoins que l'incorporation a été faite dans les budgets de base.

M. Forget: Il apparaît donc...

M. Parizeau: Maintenant, on peut se tromper. Dépendant du taux d'inflation, on verra bien rendu au 30 juin. On peut se tromper...

M. Forget: Mais ceci apparaît donc...

M. Parizeau: ... d'un point.

M. Forget: ... comme une composante de l'accroissement des crédits 1979/80 par rapport aux crédits 1978/79.

M. Parizeau: Exactement.

M. Forget: Bon.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Merci, Mme la Présidente. Nous avons ce matin l'étude des crédits pour une partie de l'année. Naturellement, le ministre a fait état hier de certaines nouvelles mesures, mais quant

aux crédits de certains ministères, je me demande si les priorités ont toutes été placées à la bonne place.

Ici, au domaine de l'agriculture, si vous voulez que nous les prenions par ordre alphabétique, j'aimerais que le ministre nous donne des explications concernant, par exemple, la baisse au programme Financement agricole. Est-ce à cause des nouvelles mesures alors que ce sont les caisses populaires et les banques qui prêteront? Il y a baisse surtout à la commercialisation des produits agro-alimentaires. Je trouve cela tout à fait curieux. Également, il y a une baisse plus que sensible de \$6 millions dans le développement des entreprises de transformation. On sait que le secteur secondaire au Québec est très faible. Est-ce que ce montant a été transféré à un autre poste? Il y a des baisses au niveau de l'agriculture. Tout le monde pensait qu'à ce niveau les budgets augmenteraient et cela diminue.

M. Parizeau: Pour ce qui a trait au crédit agricole, Mme la Présidente, effectivement, les montants qui autrefois étaient assurés, les avances ou les prêts qui étaient assurés par les comptes non budgétaires de l'Etat le sont maintenant par les banques et les caisses populaires. C'est une innovation qui a été préparée l'an dernier, dont nous voyons cette année les effets sur nos comptes. Évidemment, cela n'implique pas que les cultivateurs reçoivent moins de prêts; en fait, ils vont en recevoir plus, mais ce sont les banques et les caisses populaires qui les font avec la garantie du gouvernement et avec les mêmes avantages qu'avant.

M. Goulet: Mais la baisse au crédit agricole de \$2 millions, ce n'est pas la baisse pour le fonds qui était disponible, le fonds que vous prêtiez vous-même. C'est surtout pour l'intérêt, la différence d'intérêt entre ce que nous payons à la caisse populaire, par exemple, et ce que le gouvernement remboursera. Il y a une baisse de \$2 millions. Pourquoi cette baisse?

M. Parizeau: Un instant, s'il vous plaît. A quel endroit le député a-t-il trouvé cela?

M. Goulet: Vous avez une baisse, par exemple, au crédit à la production; vous avez, au niveau du crédit agricole, une baisse de \$3 millions, c'est-à-dire de tout près de \$3 millions.

M. Parizeau: Un instant, madame. Je m'excuse, Mme la Présidente, mais, si on veut comparer les mêmes choses, il faut comparer, dans le programme 2, 1978/79, l'élément 2 avec, en 1979/80, les éléments 2 et 3. Là, on constate qu'il n'y a pas de baisse; il y a une hausse. Il y avait 0 à l'élément 3 en 1978/79. Il y a \$3 600 000 en 1979/80.

M. Goulet: Au poste 4, par exemple, il y a une baisse, amélioration des fermes. Crédit à la production également, vous avez une baisse au poste 5.

M. Parizeau: Oui, cela passe de \$150 000 à \$100 000.

M. Goulet: Bon, en tout cas.

M. Parizeau: Ce sont des crédits spéciaux, cela.

M. Goulet: D'accord. Là, on transfère avec les caisses populaires et les banques.

M. Parizeau: C'est un réaménagement qui découle de cela.

M. Goulet: C'est ce que je voulais savoir, madame.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Goulet: Je ne sais pas s'il y en a d'autres, madame. Je ne sais pas comment vous voulez conduire le débat ce matin. C'est tout à fait informel.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député, c'est à votre gré. Je vous ai proposé tantôt les commentaires généraux. Maintenant, vous intervenez. Je n'ai pas d'autres...

M. Goulet: J'ai une série de questions. Je voudrais savoir si à chaque tour il faut vous demander la parole ou si mes collègues libéraux ou d'autres...

La Présidente (Mme Cuerrier): A moins que vous n'en décidiez autrement dans les moments qui viennent, je prendrai les interventions telles qu'elles me seront demandées. Il y avait M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Cordeau: Dans le domaine de l'agriculture, à la page 25 de votre message, hier, vous parlez de l'agrandissement de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire. Quel montant accorderez-vous à cette raffinerie pour l'agrandissement, cette année dans les budgets?

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre des Finances et du Revenu.

M. Parizeau: Je ne pense pas que cette année ce soit nécessaire, Mme la Présidente, parce qu'il y a des surplus accumulés à la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire qui leur ont permis d'acquérir l'équipement nécessaire. Cet équipement va être démonté, transporté à Saint-Hyacinthe, remonté. Mais on calcule que, pour l'année qui vient, la raffinerie a tous les fonds nécessaires pour les dépenses envisagées. Pour l'année suivante, cela pourra être différent.

M. Cordeau: Oui, à même les surplus accumulés.

M. Parizeau: C'est cela.

M. Cordeau: Merci, monsieur.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Mme la Présidente, en vertu de l'article 132 de notre règlement, il est bien entendu que la commission plénière n'étudie que la proposition principale, c'est-à-dire le quart du budget.

Si on doit procéder paragraphe par paragraphe, ministère par ministère, j'aimerais beaucoup mieux cela que des questions "at large". Qu'on commence par l'Agriculture, les Affaires culturelles et ainsi de suite et ce sera fini. On ne reviendra pas sur ces questions.

M. Charron: Mme la Présidente, avec la...

La Présidente (Mme Cuerrier): Vous avez 132.3 quand même.

M. Bellemare: Oui, je comprends. Mais pour établir une justification de nos interventions par ordre de parti, on pourrait peut-être procéder de la sorte, autrement on va s'entremêler.

La Présidente (Mme Cuerrier): A votre service, M. le leader. Nous pouvons parler ou bien de l'un des articles ou bien de l'ensemble, mais si vous voulez parler de l'ensemble, il n'y aura pas de restriction. Tantôt, il semblait que tout le monde était d'accord.

M. Charron: Mme la Présidente, il faudrait éviter le double emploi entre les travaux que les commissions parlementaires auxquelles l'ensemble des crédits ont été déferés hier, qui va débiter mardi prochain par deux ou trois ministères à la fois, et la séance de ce matin.

Je prends la question que le député de Saint-Hyacinthe — je comprends pourquoi il la posait, il était intéressé, c'est normal — vient de poser au ministre des Finances, c'est exactement le genre de questions qu'on devrait poser lors de l'étude du budget du ministère de l'Agriculture en commission parlementaire élue.

M. Lavoie: Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Ce n'est d'aucune façon limitatif. Si, durant une session, il y a un budget principal, on peut faire l'étude qu'on désire. S'il y a trois crédits provisoires et quatre crédits supplémentaires dans l'année, cela n'enlève pas le droit aux membres de l'Assemblée de traiter de quelques crédits ou de quelques budgets qui les intéressent ou qui les concernent. Que ce soit répétitif, il n'y a rien dans le règlement qui nous en empêche. Chaque député a le droit de traiter durant la pré-

sente séance de quelque crédit que ce soit. Même si c'est sûr que ce sera plus limité que lorsqu'on étudiera un crédit en particulier, pendant dix ou douze heures en commission, rien n'empêche qu'on peut l'aborder pendant 15 ou 20 minutes, même une demi-heure ou même trois heures ce matin, en respectant l'ordre de l'Assemblée qui dit qu'à 13 heures les crédits doivent être votés. (10 h 30)

Moi, j'aurais un dernier mot sur l'agriculture. Il est quand même assez cocasse de remarquer qu'après la politique annoncée par le ministère de l'Agriculture d'une relance, d'une philosophie nouvelle de l'agriculture, centrée sur l'autosuffisance, sur l'agro-alimentaire, le ministre nous a annoncé, suite à la Loi de la protection des terres agricoles, ce qu'on appelle communément le zonage agricole, qu'il y aurait une multitude de lois, soit pour la formation de banques de terres, terres arables, d'autres politiques pour prévenir ou encourager ou éliminer les terres qui sont en friche.

Où sont ces politiques? Le budget de l'agriculture, montre une augmentation de \$7 millions dans le budget global; le budget est passé de \$258 millions l'année dernière à \$265 millions cette année, ce qui, à sa face, représente une augmentation de \$7 millions. Uniquement pour la gestion de la commission du zonage agricole, cela va coûter \$12 500 000; en somme, le bilan est qu'il y a une réduction de \$5 millions au budget de l'agriculture.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre.

M. Parizeau: Le poste auquel fait allusion le député de Laval, c'est-à-dire la gestion du territoire agricole, ce n'est pas le coût du zonage agricole, cela. Dans le montant qu'il a mentionné, il y a \$9 200 000 pour la contribution aux taxes foncières, municipales et scolaires sur les fermes.

M. Lavoie: Cela existait.

M. Parizeau: Cela existait, il n'y a rien de nouveau là-dedans.

M. Lavoie: Il y a quand même une baisse.

M. Parizeau: Le zonage agricole ne va pas impliquer \$12 millions de dépenses de salaires, grand Dieu! En fait, le zonage agricole n'implique pas des dépenses particulièrement considérables autres que celles de gérer la commission.

M. Lavoie: Il y a actuellement près d'une centaine de personnes qui oeuvrent dans ou autour de la Commission du zonage agricole.

M. Parizeau: Sur l'emploi total, le ministère de l'Agriculture embauche 4100 personnes, avec probablement un certain nombre de postes vacants. Embaucher une centaine de personnes à la Commission du zonage agricole, cela se perd, si je peux m'exprimer ainsi, dans les 4000 hommes. Si vous cherchez une augmentation de dépenses

spectaculaire quelque part, vous ne la trouverez pas. 100 hommes sur 4100, avec un certain nombre de postes vacants.

M. Lavoie: Je sais pertinemment qu'actuellement, à la Commission du zonage agricole, il y a beaucoup de contractuels qui n'ont pas été pris à même la banque du personnel du ministère de l'Agriculture.

M. Parizeau: C'est possible — et cela se fait fréquemment — que pour le démarrage d'une nouvelle commission on embauche des contractuels sur une base temporaire jusqu'à ce que la machine soit rodée. Il n'y a rien là ni de nouveau ni de particulièrement original. En un certain sens, il vaut mieux procéder comme ça jusqu'à ce qu'on connaisse le niveau auquel l'emploi doit se stabiliser. J'aime mieux cela que le contraire, c'est-à-dire qu'on embauche des effectifs permanents et qu'au bout d'un an on se rend compte qu'on en a trop.

La Présidente (Mme Cuerrier): Il y aura Mme le député de L'Acadie et M. le leader de l'Union Nationale.

Mme Lavoie-Roux: J'aimerais demander quelque chose au ministre des Finances touchant l'Education. Je ne retrouve pas exactement — j'aurais aimé le citer au texte — ses paroles, mais il a laissé entendre hier que l'indexation des dépenses courantes, dans le monde de l'éducation, serait négligeable. Ce n'est pas le terme que vous avez utilisé, mais je pense que cela revient à ceci. Pourriez-vous me dire, même s'il est minime, quel est ce taux d'indexation que vous avez calculé tant pour les institutions des réseaux d'éducation que des affaires sociales?

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre.

M. Parizeau: Je m'excuse. Le taux d'indexation pour les réseaux?

Mme Lavoie-Roux: Pour l'ensemble du système d'éducation? Parlons de l'élémentaire et du secondaire, pour le moment.

M. Parizeau: L'idée est la suivante: — j'en avais d'ailleurs averti les commissions scolaires à l'occasion du sommet gouvernement-commissions scolaires — les dépenses autres que les salaires, je ne parle pas seulement du salaire des enseignants, je parle de tous les salaires, sont indexées à zéro.

Mme Lavoie-Roux: Alors quand vous dites à peu près nul, il faudrait interpréter que c'est nul.

M. Parizeau: Pour les dépenses autres que les salaires.

Mme Lavoie-Roux: Cela clarifie une chose. Maintenant, Mme la Présidente, le ministre fait allusion justement à ce sommet commissions

scolaires-gouvernement et je pense qu'il se rappellera — d'ailleurs, il vient de le dire lui-même, j'aimerais le citer ici — qu'il disait à ce moment-là: Je suis parfaitement conscient que le prix de l'huile à chauffage et de l'électricité augmente, mais je fais comme s'il n'augmentait pas. Je n'ai pas la fin de la citation, mais c'était à peu près ceci: Ceci empêche les commissions scolaires d'augmenter leur personnel. Je dois dire que ce n'est pas brillant de faire semblant que l'électricité et le chauffage n'augmentent pas, mais cela fonctionne. Vous aviez quand même laissé entendre, du moins on pouvait en déduire que vous réviseriez cette position qui, se répétant d'année après année, il est vrai, empêche les commissions scolaires d'employer du personnel professionnel parapédagogique, si vous voulez, mais cela fait quand même partie de la qualité du système d'éducation.

Là où il ne faudrait pas que le ministre des Finances se trompe, peut-être qu'on pourrait dire là où la population diminue, le ministre pourrait faire un long débat pour justifier qu'il n'indexe pas, mais même dans les commissions scolaires où la population ne diminue pas, elles se voient obligées par suite de cette non-indexation répétée d'année après année, de couper du personnel: orienteurs, personnel de bibliothèques, animateurs pédagogiques.

Cela n'est pas du bois et du béton! Ce sont des personnes, des professionnels qui font partie de l'équipe éducative dans une école. Le ministre pourra, j'en suis sûre, me donner le chiffre d'une façon exacte, si on considère l'indexation des quatre dernières années, ou l'inflation des quatre dernières années, pardon, avec une seule indexation, sur le budget 1977/78, de 6%. Cela veut dire que toutes les institutions scolaires auront connu une inflation dans leurs dépenses courantes, chauffage et électricité, pour citer les deux exemples du ministre, qui va maintenant toucher tout près de 30%, au-delà de 30% dont seulement 6% auront été indexés. Je pense qu'il est difficile pour le gouvernement de dire qu'il veut maintenir la qualité de l'éducation quand on voit ce refus constant d'indexer pour tenir compte de l'inflation.

C'est toujours l'exemple que je donne: l'an dernier la Commission des écoles catholiques de Montréal, uniquement pour le chauffage, connaissait une augmentation de coût de \$1 million en dépit d'un programme de conservation de l'énergie qui lui faisait économiser \$250 000. Évidemment, c'est peut-être un exemple plus frappant, je suis prête à l'admettre, mais je pense que les gens comprennent cela. Mais où vont-ils chercher l'argent? Ils vont le chercher dans les bibliothèques. On pourra faire des campagnes d'encouragement à la lecture, des politiques de lecture, d'édition du livre et tout cela, mais vous oubliez, pour prendre un exemple, que c'est bien dans les écoles qu'on devrait augmenter les ressources dans le domaine des bibliothèques, et vous obligez les gens à faire leurs coupures là. Le ministre le réalise fort bien lui-même, c'est lui qui le disait, il faut qu'ils conti-

nent de chauffer et d'éclairer les écoles. Je m'explique mal que le ministre, cette année, n'ait pas prévu une indexation des dépenses courantes.

M. Parizeau: Mme la Présidente, les effectifs d'enseignants dans les commissions scolaires sont établis en fonction du nombre d'élèves, par des rapports maîtres-élèves, depuis des années. Au fur et à mesure que le nombre des élèves baisse au secondaire et au primaire, sujet aux renégociations tous les trois ans des conventions collectives, il y a néanmoins une proportionnalité qui s'établit entre le nombre d'élèves et le nombre d'enseignants.

Quand on pense au personnel non enseignant, il ne faut pas s'imaginer que ce sont seulement des professionnels parapédagogiques. Il y a des concierges là-dedans, des secrétaires, des sténodactylos et tout ce qu'on voudra. Cela n'a jamais été "normé". En fait, les commissions scolaires ont fait dans ce domaine ce qu'elles voulaient à l'intérieur des budgets qui étaient disponibles. Lorsque le nombre des élèves tombe, cette partie du personnel ne tombe pas nécessairement. En fait, on voit des commissions scolaires où le personnel continue d'augmenter, même si le nombre d'élèves baisse. Tant qu'on n'aura pas trouvé une formule, un profil de ce personnel autre que le personnel d'enseignement par rapport au nombre d'élèves qu'il y a dans une commission scolaire, il faudra procéder par des techniques grossières, je l'admets, j'ai été le premier à l'admettre. Le député de L'Acadie citait justement un discours que j'ai fait où j'ai dit: Je trouve cela largement aberrant comme formule, mais cela a au moins un avantage, cela marche.

A la suite de ce sommet avec les commissions scolaires, nous nous sommes entendus pour faire démarrer un comité conjoint, un peu analogue à celui que nous avons connu depuis un an avec les municipalités, pour justement faire en sorte que dans la distribution des subventions aux commissions scolaires, dans la gestion de leurs fonds, soient introduits des principes à la fois plus souples et peut-être un peu plus raffinés que ceux que nous avons connus jusqu'à maintenant. J'espère profondément que ce comité va donner d'excellents résultats, mais ce sera à voir. En attendant que le comité ait suffisamment avancé son travail et ait examiné les choses qui relèvent de son mandat, je continue de procéder avec les instruments qui sont à ma disposition, qui sont encore une fois tout à fait grossiers, mais qui ont l'avantage de freiner l'expansion du personnel non enseignant dans les commissions scolaires.

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, pour répondre à mon objection, le ministre dit: Là où cela diminue, il faudrait que cela diminue; il y a même des endroits où cela diminue et ce personnel non enseignant continue d'augmenter. Mais je lui ai donné l'exemple de commissions scolaires où justement la population ne diminuait pas et, forcément, les ressources diminuent, compte tenu de l'inflation. Cela m'est très difficile d'accepter

l'argument du ministre des Finances. Même dans l'hypothèse où il aurait raison, là où la population diminue, il ne faut pas oublier qu'il faut penser à un taux d'inflation de près de 30% maintenant; à plus forte raison quand il s'agit de commissions scolaires où la population ne diminue pas. Entre-temps, on fait porter aux commissions scolaires le fardeau de la fermeture des écoles avec tout ce que cela comporte de contestations et de conflits entre les administrateurs scolaires locaux et les parents, parce que les commissions scolaires ont de moins en moins de marge de manoeuvre même pour tenter de tenir compte des particularités des milieux et du désir des parents de conserver des écoles dans leur milieu. Je pense qu'au moins c'est important que la population sache que, de moins en moins, on laisse de marge de manoeuvre. Quand on parle de fermeture des écoles, ce n'est peut-être pas à cause d'une mauvaise administration des commissions scolaires, mais c'est peut-être à cause d'une administration pour le moins radine ou mesquine du ministre des Finances à leur endroit qui, coûte que coûte, dit: Il faut que cela tombe. Les partisans aux congrès du Parti québécois pourront passer des résolutions pour conserver les écoles ouvertes dans les quartiers, comme ils l'ont fait en fin de semaine à certains endroits et comme, d'ailleurs, le Parti libéral l'a fait lui-même il y a à peu près un mois, mais je pense que c'est fortement s'illusionner si le ministre des Finances persiste dans son raisonnement que 30% d'inflation n'a aucune importance sur les dépenses courantes d'une institution, qu'elle soit dans le domaine des affaires sociales ou dans le domaine de l'éducation.

Dans le domaine des affaires sociales, j'ignore si cela a été la même situation pendant les trois ou quatre dernières années, mais dans le domaine de l'éducation, c'est la situation et je me dois de protester au nom de la population que je représente ici et qui me fait constamment des représentations à cet égard. Le ministre des Finances ne changera pas son budget, j'imagine, mais je voudrais au moins, que la population sache exactement ce dont on parle quand des difficultés sont soulevées dans le fonctionnement des écoles et des commissions scolaires. C'est la responsabilité du gouvernement qui ne veut pas prendre ses véritables responsabilités.

M. Forget: Mme la Présidente...

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député...

M. Parizeau: J'aurais à rajouter, si je peux...

La Présidente (Mme Cuerrier):... j'ai déjà des demandes d'intervention.

M. Forget: M. le ministre a quelque chose à ajouter.

La Présidente (Mme Cuerrier): Sur le même sujet, monsieur?

M. Forget: Oui, ce serait sur le même sujet général de l'indexation des budgets de fonctionnement des réseaux parapublics.

M. Bellemare: Mais là...

M. Forget: Mais peut-être le ministre veut-il répondre?

M. Parizeau: Est-ce que je pourrais quand même répondre?

M. Forget: Oui.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre des Finances et du Revenu.

M. Parizeau: Là, je ne comprends pas très bien le député de L'Acadie. Elle me dit que, dans le cas où le nombre des élèves baisse, évidemment cela peut devoir entraîner des réductions par attrition, par exemple, du personnel non enseignant. Mais, dans le cas où le nombre des élèves ne baisse pas, cela s'inscrit dans un contexte différent et j'en conviens. Elle revient aux fermetures d'écoles. Les fermetures d'écoles, ce n'est pas dans les commissions scolaires où le nombre des élèves augmente ou reste le même. Les fermetures d'écoles, c'est dans les endroits où le nombre d'élèves baisse. Encore une fois, je reviens à ce que je disais tout à l'heure: il est inconcevable que, dans les commissions scolaires où le nombre d'élèves baisse de 4% ou 5% par an — cela ne prend pas beaucoup d'années pour enlever le quart des élèves — nous n'ayons aucune formule qui permette d'adapter le personnel non enseignant à la chute globale du nombre des élèves. Une de ces techniques, c'est celle que j'ai expliquée. J'espère qu'on pourra arriver à quelque chose d'un peu plus raffiné. Mais, dans l'intervalle, je ne suis pas disposé à laisser le personnel non enseignant de commissions scolaires où le nombre des élèves baisse de 4% ou 5% par an sans aucune espèce de freinage. Ce n'est pas bon sur le plan de l'administration des fonds publics, ce n'est pas responsable et ce n'est d'ailleurs pas justifiable non plus.

M. Forget: Mme la Présidente...

M. Goulet: Mme la Présidente...

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Bellechasse avait demandé la parole sur le même sujet.

M. Goulet: Est-ce que c'est sur les...

La Présidente (Mme Cuerrier): J'allais vous demander si vous aimeriez...

M. Goulet: Juste une seconde, Mme la Présidente. Moi, ce n'est pas sur les commissions scolaires. Si c'est une question sur les commissions scolaires, je permettrai au député de...

La Présidente (Mme Cuerrier): D'accord.

M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: Ce n'est pas sur les commissions scolaires, mais sur le même sujet de l'indexation des masses budgétaires des réseaux parapublics. On vient de discuter du cas de l'Éducation. Essentiellement, si j'ai bien compris, le ministre des Finances fait reposer sa stratégie budgétaire vis-à-vis des commissions scolaires sur le fait observé d'une diminution de la clientèle en milieu scolaire. Même s'il y a énormément de nuances qu'on doit apporter à cela et si on doit déplorer le fait que, depuis trois ans, il n'y a pas d'indexation, d'augmentation des sommes pour faire face à l'augmentation du prix des fournitures, de l'approvisionnement en chauffage, etc. des commissions scolaires, ce qui, dans certains cas, crée des situations impossibles, il reste que, dans le domaine des Affaires sociales, il n'est pas question d'une diminution de la clientèle; au contraire, il est question d'une augmentation au moins dans la mesure où il y a un vieillissement de la population. Or, là non plus, depuis trois ans, il n'y a pas d'indexation relativement à la partie des fournitures, à la partie non salariale de ces budgets. Si bien que cette année, par exemple, dans le cas des hôpitaux, à l'exclusion des hôpitaux chroniques — mais la plus grosse masse budgétaire est dans les hôpitaux non chroniques, les hôpitaux de soins de courte durée — on a une masse budgétaire de \$1 700 000 000 en 1978/79 qui ne subit, durant l'année prochaine, qu'un accroissement de 4,9%, moins de 5% d'accroissement. Le manque à gagner, si on peut s'exprimer ainsi, du réseau hospitalier est de l'ordre de \$86 millions par rapport à un pourcentage qui aurait l'air, au moins a priori, plus raisonnable de 9% ou 10% puisqu'il faut bien compter qu'il y a une majoration des salaires. On a parlé tout à l'heure de l'indexation des salaires, qui représente une forte partie de cette augmentation, peut-être même plus que le montant de \$86 millions, qui est absorbée par l'augmentation des salaires en vertu des conventions collectives existantes et qui vont expirer le 30 juin prochain.

C'est donc dire que, pour faire face à l'augmentation de l'huile à chauffage, du prix des fournitures médicales et chirurgicales, l'ensemble du réseau hospitalier devra puiser dans les réserves existantes, à supposer qu'il y en ait, et dans les budgets existants. Or, la somme de cette récupération qu'on exige du réseau hospitalier est, dans le fond, également de l'ordre de quelque 4% ou 5%, de l'ordre de \$80 millions ou \$90 millions. Or, toutes les études de coût — je suis sûr que le ministre se prépare à nous dire: Tout le monde et vous-même, le gouvernement libéral de l'époque, avez jugé que les dépenses étaient excessives dans le secteur hospitalier — qui ont servi de base à ces affirmations n'ont jamais démontré qu'il y avait plus qu'un écart de coût de l'ordre justement de \$60 millions à \$70 millions.

(10 h 50)

Or, le ministre des Finances, cette année même, en a une seule année, prétend qu'il peut récupérer une somme équivalente par la non-indexation de ces sommes. Je pense que ce n'est pas une augmentation de l'efficacité à laquelle on va assister, c'est effectivement à une diminution de l'accessibilité ou de la qualité. Parce que, encore une fois, c'est comme une cure d'amaigrissement, des restrictions budgétaires. Quand le patient est devenu squelettique, il faut se poser des questions à savoir si on doit encore suivre la diète. A mon avis, la diète a été très sévère depuis trois ans; elle n'était pas nécessairement inappropriée à l'origine, mais par sa continuation, son maintien, indépendamment des circonstances, indépendamment du coût d'augmentation par exemple du chauffage qui est astronomique et qui va continuer d'être astronomique, on va en arriver — on y est déjà rendus dans un certain nombre d'institutions — au point où on est véritablement devant un cul-de-sac. C'est un manque à gagner considérable, \$90 millions dans une année, pour le réseau hospitalier. Je ne sais vraiment pas comment on peut concilier cela avec la prétention que les services seront maintenus avec le même standard de qualité. Je pense que la preuve est décidément du côté du gouvernement, du ministre des Finances et peut-être surtout de son collègue des Affaires sociales, d'avoir toléré une pareille coupure en termes réels dans les crédits disponibles pour faire fonctionner le réseau hospitalier.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre des Finances et du Revenu.

M. Parizeau: Mme la Présidente, je ne sais pas exactement qui a toléré quoi. Mais là je me sens forcé quand même à une réponse passablement circonstanciée, très précise, que le député de Saint-Laurent n'aimera peut-être pas beaucoup mais qui, néanmoins, doit être faite. Nous avons constaté, dans les mois qui ont suivi notre arrivée au pouvoir, qu'un certain nombre d'hôpitaux avaient accumulé des déficits importants; pas tous, certains étaient très bien gérés et rentraient parfaitement dans leur budget. D'autres, au contraire, avaient accumulé — et je pense ici surtout à certains gros hôpitaux que le député de Saint-Laurent connaît bien — des déficits qui n'auraient jamais dû être tolérés, pour une bonne part parce que dans certains de ces hôpitaux il y avait beaucoup trop de personnel. Le contraste est grand entre les hôpitaux qui sont toujours restés à l'intérieur de leur budget et les hôpitaux qui ont accumulé des déficits absolument insupportables.

Ce que nous avons fait — c'est exactement l'inverse de ce que je disais du personnel non enseignant des commissions scolaires — dans ce domaine avec le ministre des Affaires sociales, ça été d'examiner un cheminement de redressement budgétaire pour chaque hôpital au Québec, et l'opération est maintenant terminée. Dans le cas d'une foule d'hôpitaux, d'un très grand nombre

d'entre eux, il n'est pas nécessaire, encore une fois, de faire un redressement budgétaire parce qu'ils sont restés dans leur budget. Mais il y en a d'autres où, pendant trois ans, ou deux ans, ou un an, suivant l'ampleur des déficits et l'ampleur des corrections à entreprendre, il va falloir systématiquement, essentiellement par attrition, réduire le personnel qu'il y a dans certains de ces hôpitaux. Cela se fera de façon humaine, dans le sens qu'il n'est pas question de commencer à avoir des vagues générales de mises à pied ou de choses comme cela, mais on veut, en y mettant le temps, réduire le personnel de ces hôpitaux et réduire les déficits.

Dans ces conditions et parce qu'on est arrivé, avec l'aide du ministre des Affaires sociales, à l'examen du cheminement de chaque hôpital, là on n'a pas besoin d'utiliser des espèces de compression générale s'appliquant à tout le monde. Déjà l'an dernier, dès que nous avons eu une idée de la façon dont la situation se présentait hôpital par hôpital, on a débloqué certaines sommes pour la croissance des fournitures, c'est-à-dire des dépenses autres que les salaires. Cette année, le pourcentage d'indexation utilisé pour ces dépenses autres que les salaires est de 4%. On va être en mesure de faire en sorte que pour les fournitures on puisse maintenant adapter les budgets en fonction de la performance de chaque hôpital. Mais il est évident que l'opération de contraction des dépenses des hôpitaux qui sont tout à fait hors budget va nous permettre de rattraper ou de réduire le rythme de progression générale du budget des hôpitaux. Cette opération qui s'adresse à un certain nombre d'entre eux, nous avons, grâce au ciel, la collaboration d'un bon nombre de conseils d'administration qui sont en train de la faire et qui sont, je pense, très efficaces dans le travail qu'ils font.

Je pense à certains grands hôpitaux, encore une fois, où les conseils d'administration se sont attelés à la tâche de réduire des coûts qui n'étaient pas justifiés et que d'ailleurs, le député de Saint-Laurent, en tant qu'ancien ministre, avait déjà dénoncés quelque temps avant le gouvernement qui est au pouvoir. Je comprends maintenant très bien le genre de dénonciation qu'il avait apportée à ce moment. Je lui reproche juste une chose, c'est que le travail d'examen de la performance budgétaire de chaque hôpital n'avait pas été fait. Nous l'avons maintenant.

M. Forget: Mme la Présidente...

La Présidente (Mme Cuerrier): Rapidement, M. le député, j'ai plusieurs demandes.

M. Forget: ... le ministre vient d'apporter des arguments. Je pense qu'il est raisonnable que certaines précisions soient fournies. Le ministre ne m'apprend rien en faisant cet exposé, puisque l'ensemble du scénario de contrôle et d'examen détaillé des budgets a été préparé bien avant l'arrivée au pouvoir de son gouvernement. Tout ceci faisait partie, bien sûr, d'une stratégie de

contrôle budgétaire que j'ai annoncée bien avant qu'il s'en préoccupe lui-même. Cependant, et c'est là qu'est l'essentiel de l'argumentation, dans cette question de contrôle des dépenses dans le secteur hospitalier, tout est fonction du degré et du rythme auquel on veut procéder. Or, le ministre n'a absolument pas répondu à l'objection que je lui faisais, à savoir que le rythme auquel il entend procéder actuellement est beaucoup trop rapide. Il trompe la population lorsqu'il dit que l'opération de révision des budgets est actuellement terminée parce qu'il sait très bien, tout comme moi, que les déficits des hôpitaux s'accroissent encore de nos jours plutôt que de se résorber.

Il devra nécessairement s'écouler un certain nombre d'années avant que le point d'accroissement, le point d'inflexion soit atteint et qu'on assiste véritablement à une diminution du déficit global accumulé par les institutions hospitalières. Mais ce qui est irréaliste, c'est de prétendre que l'on peut aller chercher dans le réseau hospitalier, comme économie en une année, une somme de quelque \$90 millions alors que même les estimations les plus optimistes des économies possibles qu'on pourrait réaliser par une meilleure efficacité n'ont jamais placé ces économies globales à plus de quelque \$70 millions ou \$80 millions. C'est donc vouloir réaliser en une année une économie dont tout le monde qui connaît le milieu sait très bien, qu'elle prendra des années à se réaliser, étant donné tous les obstacles institutionnels, humains, conventions collectives et autres qu'il faut surmonter dans le processus. C'est donc un geste qui est trop vigoureux. C'est un remède de cheval pour guérir une maladie qui est sans aucun doute réelle, mais qui est bien moins aiguë qu'elle pouvait l'être il y a quelques années.

M. Bellemare: Vous voyez, Mme la Présidente, comment se poursuit notre affaire. On a demandé à M. le député de Saint-Laurent, s'il demeurerait sur la même question de l'éducation. Il nous a dit: Oui, et là il a bifurqué et s'est en allé sur l'hospitalisation quand dans notre groupe, on avait encore des questions à poser sur l'éducation. C'est là le système qu'emploient les libéraux. Toujours de travers.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le leader de l'Union Nationale, j'en suis très consciente et nous allons ramener le sujet dans quelques instants, immédiatement après la réponse de M. le ministre.

M. Parizeau: Mme la Présidente, je n'aime pas beaucoup qu'on vienne me dire que je trompe la population. J'ai été le premier, bien avant l'intervention du député de Saint-Laurent, à dire que justement le cheminement des corrections de budget dans un certain nombre d'hôpitaux allait prendre trois ans dans certains cas, deux ans dans d'autres, un an dans d'autres encore. Je n'ai donc pas dit qu'à l'heure actuelle la correction était terminée. J'ai dit justement que le programme de correction s'étalait sur quelques années. C'est la seule correction que je voulais apporter à ce qu'a

dit le député de Saint-Laurent. Je suis bien d'accord avec lui qu'on ne peut pas tout faire en un an.

Quant à savoir si c'est un remède de cheval, Mme la Présidente, c'est une question de savoir avec quelle détermination, quelle persistance on a l'intention de corriger des situations qui ont duré trop longtemps. Je sais très bien que le gradualisme est plus facile. Mais si vous y allez très graduellement et très lentement, à toutes fins pratiques, cela finit par se perdre dans les sables.

Il y a des virages qu'il faut prendre au nom d'une administration à peu près serrée des deniers publics. Il y a des virages qu'il faut prendre. Il est évident que des fois c'est très dur, mais il vaut mieux les prendre vite. C'est comme quand on arrache une dent. Il vaut mieux l'arracher d'un coup plutôt que de tirer dessus à petits coups pendant des jours.

La Présidente (Mme Guerrier): M. le député de Saint-Hyacinthe, je sais que vous allez revenir au sujet de l'éducation parce que c'est ce dont nous parlons au moment où vous avez demandé la parole.

(11 heures)

M. Cordeau: Je voudrais revenir sur le sujet que traitait tantôt le député de L'Acadie, soit l'indexation des dépenses non subventionnées. Actuellement, les commissions scolaires doivent taxer pour les dépenses non subventionnées et il y a certains frais fixes comme le chauffage ou d'autres dépenses qui augmentent sensiblement et continuellement et qui seront hors de leur contrôle, et ces dépenses, je crois, ne sont pas subventionnées. Dans le cadre de la réforme de la fiscalité municipale, à compter de 1980, les municipalités auront tout le champ de la taxe foncière à leur disposition. Par contre, si les dépenses non subventionnées des commissions scolaires ne sont pas indexées, je crois qu'elles seront obligées d'aller chercher d'année en année chez le contribuable une forme de taxation. Une autre taxe qu'elles devront aller chercher concerne la taxe de vente, parce que je crois que les commissions scolaires, qui sont exemptées, actuellement, de la taxe de vente, devront payer ces taxes dorénavant.

Je pose la question au ministre: Est-ce qu'il a l'intention à l'avenir d'indexer certaines dépenses qui sont hors du contrôle des commissions scolaires? Également, les dépenses concernent les déboursés qu'elles auront à faire concernant la taxe de vente seront-elles incluses dans les dépenses non subventionnées? Parce que si les commissions scolaires paient une taxe de vente, elles iront chercher cela chez les contribuables et ce sera encore le contribuable qui paiera indirectement.

La Présidente (Mme Guerrier): M. le ministre.

M. Parizeau: Mme la Présidente, les commissions scolaires paient la taxe de vente. Je ne sais pas exactement depuis combien d'années. Enfin, elles ne sont pas touchées par les mesures que j'ai

annoncées hier soir. Les commissions scolaires la paient, la taxe de vente. C'est un peu une anomalie que les commissions scolaires payaient la taxe de vente, alors que les sociétés d'Etat ne la payaient pas, mais enfin, c'est comme cela. Donc, il n'y a rien de changé sur le plan budgétaire pour elles à cet égard.

M. Bellemare: Même sur les contrats qu'elles donnent?

M. Parizeau: Oui. Les commissions scolaires sont depuis je ne sais pas combien d'années assujetties au paiement de la taxe de vente comme n'importe quelle corporation ou individu, comme les municipalités d'ailleurs. Les municipalités aussi paient la taxe de vente. Donc, ce que j'ai annoncé hier ne les touche pas. Cela ne change rien au régime qu'elles connaissaient déjà.

M. Bellemare: Des dépenses admissibles.

M. Parizeau: Oui. Pour ce qui a trait aux dépenses dites inadmissibles — les commissions scolaires n'aiment pas beaucoup qu'on utilise ce terme; disons les dépenses qui ne sont pas admissibles — aux subventions d'équilibre budgétaire, cela représente à l'heure actuelle une masse d'à peu près \$85 millions et c'est utilisé en pratique par les commissions scolaires à des fins justement qui ne sont pas reconnues aux fins de subventions par le ministère. A l'heure actuelle, cela fonctionne vraiment dans ce sens. Il n'y a pas d'entourloupette ici. Ces \$85 millions effectivement servent à des dépenses. Si une commission scolaire veut se donner des services d'un peu meilleure qualité ou ajouter quelque chose, elle le fait par ce truchement.

M. Bellemare: Elles avaient la taxation.

M. Parizeau: Un instant.

M. Bellemare: Elles ne l'auront plus.

M. Parizeau: Mais si, mais si. Là, les commissions scolaires nous ont demandé à l'occasion de la création de ce comité une chose et nous, de notre côté, on leur en a demandé une deuxième. Les commissions scolaires nous ont dit: Ecoutez, on aimerait pouvoir utiliser ce droit de taxation foncière que vous nous laissez pour les dépenses inadmissibles de façon peut-être un peu plus souple; il faudrait qu'on puisse l'utiliser avec un peu plus de marge que nous n'en avons à l'heure actuelle. Nous, de notre côté, nous leur avons dit: Ecoutez, vous ne pouvez pas, par le truchement de cette taxe, aller chercher maintenant dans le domaine municipal davantage de ressources que vous n'allez en chercher maintenant. Parce qu'autrement on trompe les municipalités.

Donc, ce que nous allons faire, c'est établir un mécanisme de freinage où, pour un certain nombre de cents, par exemple, par \$100 d'évaluation, la commission scolaire peut aller chercher cet

argent à des fins non subventionnables et, si elle dépasse ce nombre de cents, alors, par exemple, il devrait y avoir référendum comme mécanisme de freinage. Il faut examiner cela avec un peu de détails parce que le référendum peut avoir un sens dans certaines régions et n'avoir aucun sens à Montréal. Il faut quand même adapter les mécanismes de freinage aux circonstances et c'est ce que nous allons étudier.

Je suis tout à fait disposé à faire en sorte que l'affectation des \$85 millions, actuellement, puisse être un peu plus souple qu'aux seules fins dites inadmissibles jusqu'à maintenant. D'un autre côté, je pense que les commissions scolaires reconnaissent aussi qu'il faut un mécanisme de freinage pour éviter qu'à partir de ce droit de taxation foncière qu'on leur laisse, elles puissent entrer dans le domaine municipal et aller faire indirectement ce qu'on ne veut pas qu'elles fassent directement.

Je ne veux pas préjuger des rapports de ce comité, je sais qu'il y a eu une espèce de première version préliminaire de certaines recommandations qu'on m'a remises juste avant le discours du budget, il y a quelques jours, je vais regarder cela dans les jours qui viennent. Normalement, d'ici peu de temps, on devrait être en mesure de voir dans quelle mesure on s'accorde.

M. Cordeau: Dès que vous recevrez ce rapport, avez-vous l'intention de le rendre public?

M. Parizeau: Il n'y a pas encore de décision de prise là-dessus et je ne voudrais pas en prendre avant d'avoir consulté mon collègue de l'Éducation, parce que c'est tout de même lui qui, en dernier ressort, est responsable de ce comité conjoint. Dans le cas du rapport du comité conjoint Québec-municipalités, cela a été effectivement rendu public, mais cela avait une ampleur beaucoup plus grande, cela touchait un très grand nombre de choses, alors qu'avec les commissions scolaires ce sont sur des points spécifiques. Mais je ne prendrai pas dans cette Chambre d'engagement particulier à cet égard tant que je n'aurai pas consulté mon collègue de l'Éducation.

Il faut dire, d'autre part, que c'est un comité conjoint un peu différent de celui des municipalités. Dans le cas des municipalités, c'était un comité conjoint de l'Union des conseils de comté et de l'Union des municipalités présidé par le sous-ministre des Affaires municipales. Le gouvernement, en somme, offrait ses bons offices pour amener deux corps municipaux à s'entendre sur une proposition, alors que le comité conjoint, avec les commissions scolaires, est d'un ordre très différent. Il est composé de fonctionnaires et de directeurs généraux des fédérations des commissions scolaires, les présidents des commissions scolaires et les ministres se faisant fournir le rapport et l'examinant.

Donc, le rapport de ce comité conjoint va essentiellement être un rapport de fonctionnaires. Sur le plan de sa présentation en public, il est bien

possible que la décision soit: Non, ce rapport-là ne sera pas rendu public. Ce qui sera rendu public, c'est la décision des présidents des commissions scolaires, des fédérations des commissions scolaires et des ministres sur ce qu'on va faire.

M. Bellemare: Le ministre a dit tout à l'heure: Nous allons pourvoir à certains assouplissements pour que les non-admissibles soient reconnus un peu plus largement par le gouvernement. Est-ce que les \$85 millions...

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le leader, je regrette, mais c'est M. le député de Saint-Hyacinthe qui m'avait demandé la parole.

M. Bellemare: Oui, mais c'est sur la même question.

La Présidente (Mme Cuerrier): J'ai déjà trois autres demandes.

M. Bellemare: On est dans la même compagnie.

La Présidente (Mme Cuerrier): Tantôt, il n'y a pas eu de protestation parce que M. le député de Saint-Laurent a demandé la parole pendant que Mme le député de L'Acadie l'avait. Je vous demandais de vous concerter tous les deux, s'il vous plaît, pour que nous puissions fonctionner.

M. Cordeau: Est-ce que je peux faire mienne la question de M. Bellemare?

La Présidente (Mme Cuerrier): Voilà. Je veux simplement vous dire que j'ai déjà des demandes d'intervention de la part de M. le député de Bellechasse, de la part de M. le député de Notre-Dame-de-Grâce et de la part de Mme le député de L'Acadie. Si vous intervenez au moment où votre collègue intervient, je vais avoir des protestations. Je vous accorderai la parole après.

M. Goulet: Si vous me le permettez, madame...

M. Bellemare: Oui, mais il y a une limite à nous bâillonner! On s'est fait bâillonner pendant dix minutes tout à l'heure par le député de Saint-Laurent et là, vous nous bâillonner encore alors qu'on est sur le même sujet. C'est ce qu'on ne veut pas! On veut intervenir quand c'est le temps d'intervenir; autrement, cela devient de la risée.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le leader de l'Union Nationale, puis-je vous faire remarquer, s'il vous plaît, que la réponse de M. le ministre des Finances et du Revenu s'adressait à la question de M....

M. Bellemare: C'est sur la même question.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre répondait à la question de M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Bellemare: Pourquoi faire du chialage quand ma question était quasiment posée au total; C'était simplement pour savoir, de \$85 millions non admissibles, à combien va descendre maintenant ce qui va être reconnu parce que le gouvernement va en reconnaître une plus grande partie.

La Présidente (Mme Cuerrier): Dorénavant, je vais vous demander de passer la question à celui qui l'avait déjà faite, si vous voulez bien.

M. Bellemare: Oui, c'est cela. Je vais m'en aller...

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre des Finances et du Revenu.
(11 h 10)

M. Bellemare: Je vais m'en aller à mon bureau où je vais vous écouter à mon bureau!

M. Parizeau: On s'est entendu avec les commissions scolaires sur une chose au moins...

La Présidente (Mme Cuerrier): S'il vous plaît! Cette Assemblée ne s'est pas donné énormément de temps pour étudier ce quart de budget et je pense qu'il faudrait quand même fonctionner normalement.

M. le ministre des Finances et du Revenu.

M. Parizeau: On s'est entendu avec les commissions scolaires, dis-je, en tout cas sur un principe général, c'est que l'espace fiscal qui leur serait consenti devrait normalement rapporter à peu près autant que ce qu'elles ramassent déjà, c'est-à-dire environ \$85 millions, par le truchement de la taxe dite des inadmissibles. Donc, on ne va pas les contracter, on va laisser un espace fiscal à peu près de même taille, mais on va mettre un freinage pour éviter que cela soit poussé vers le haut et que cela entre dans le corps des municipalités. Là-dessus on s'entend, au moins sur ce principe général, quitte à des modalités.

La Présidente (Mme Cuerrier): Dernière question, M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Cordeau: Concernant le freinage, cela va très bien pour \$85 millions, mais prenons le cas où, par des conditions que l'on ne peut prévoir aujourd'hui, soit la hausse du coût du chauffage ou d'autres dépenses semblables, les commissions scolaires devraient aller chercher un supplément de taxes. Avez-vous l'intention de suppléer à cette augmentation qui dépasserait les \$85 millions?

M. Parizeau: J'irais plus loin que cela. Advenant vraiment qu'on se rende compte à un moment donné qu'à cause de hausses vraiment tout à fait anormales de certains frais autres que les salaires les commissions scolaires ne pouvaient pas, à même les subventions gouvernementales, pour payer des dépenses évidentes et

normales, rencontrer les deux bouts, on ne va pas faire en sorte qu'elles aillent piger dans la taxation à des fins autres que celles qui sont subventionnées. On ajustera les subventions du gouvernement. Je n'ai absolument pas le goût qu'on aille financer le chauffage avec les \$85 millions. Ils ne sont pas destinés à cela, mais à des améliorations, à des ajouts qu'une commission scolaire veut se fournir par rapport aux services que le gouvernement reconnaît comme une sorte de standard. S'il se produisait effectivement, je ne sais pas, à cause de la crise iranienne ou d'un truc comme cela, une flambée absolument sensationnelle de certains frais, là, c'est la base de subventions dans le budget qu'il faudrait corriger. Je reviendrais avec un budget supplémentaire, en disant: Ecoutez, cela n'a pas de bon sens. Il faut leur en donner un peu plus. Mais mon impression à l'heure actuelle est que dans les commissions scolaires, sur le plan de l'équilibre à garder entre leurs dépenses autres que salaires et les salaires autres que ceux des enseignants, il reste encore de la marge là-dedans.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Mme la Présidente, très brièvement, je veux revenir au niveau des priorités du gouvernement. On a coupé au ministère de l'Industrie et du Commerce — j'aimerais savoir quel argument peut nous servir le ministre des Finances là-dessus — de \$10 millions, au moment où tout le monde s'entend, même le ministre l'a dit hier, pour dire que le chômage est à la hausse et qu'on devrait atteindre possiblement 11% à 12% au cours de l'année 1979; nous sommes à un peu plus de 10%. Au moment où on coupe les services dans certains hôpitaux et dans le domaine de l'éducation — je ne dis pas au ministre que ces coupures ne sont pas justifiées mais on coupe au niveau de l'éducation et de la santé — on va donner par exemple \$13 millions de plus aux Communications. Est-ce vraiment une priorité? Comment des priorités comme cela se défendent-elles plutôt que dans d'autres domaines? Le ministère de l'Industrie et du Commerce est, je pense, le ministère no 1 pour créer de l'emploi au Québec; on coupe son budget et on augmente celui des Communications. Est-ce une priorité immédiate d'étendre Radio-Québec et ainsi de suite?

M. Parizeau: On ne coupe pas de priorités au ministère de l'Industrie et du Commerce. Cela s'adonne que les travaux à l'usine de pâtes et papiers de Donohue-Saint-Félicien sont terminés et que la subvention de \$25 millions du ministère de l'Industrie et du Commerce est payée.

Si cela pouvait faire plaisir au député de Bellechasse, je peux bien faire traîner les travaux à Donohue-Saint-Félicien pendant encore deux ans, histoire de reporter le paiement de la subvention de \$25 millions encore un peu plus loin, mais je trouverais cela un peu idiot. C'est fini. Elle a été

payée. Cela fait \$25 millions de moins dans le budget. Quand on dit: Le budget de l'Industrie et du Commerce tombe de \$10 millions, comme les \$25 millions ne sont plus payables — ils ont été payés à Donohue-Saint-Félicien — cela veut dire \$15 millions d'augmentation sur le montant net.

M. Goulet: Ce que je veux dire, M. le ministre...

M. Parizeau: Lorsqu'une dépense d'un seul coup de \$25 millions pour une usine est passée, forcément, elle ne revient pas l'année suivante.

M. Goulet: Ce que je veux dire, M. le ministre — vous aviez très bien compris, vous êtes assez habile pour détourner la question — c'est que si vous aviez \$13 millions...

M. Parizeau: Je ne détourne pas la question. La raison pour laquelle cela tombe de \$10 millions...

M. Goulet: Si vous aviez \$13 millions...

M. Parizeau: ... c'est qu'il y a une subvention de \$25 millions qui n'est plus payable. Elle a été payée l'an dernier.

M. Goulet: ... à mettre au ministère des Communications, pourquoi ne les avez-vous pas mis en surplus au ministère de l'Industrie et du Commerce? S'il y a \$15 millions, comme vous le dites, cela aurait fait \$28 millions et cela aurait été profitable à l'ensemble des Québécois pour baisser le taux de chômage qu'on connaît actuellement au Québec. C'est là l'essentiel de ma question.

M. Parizeau: Donc, on ne parle plus du ministère de l'Industrie et du Commerce. On parle du ministère des Communications. Pour le ministère des Communications...

M. Goulet: Ces \$13 millions qu'on avait pour une...

M. Parizeau: Non. Mme la Présidente, les \$13 millions en surplus ne sont nulle part. En fait, ces \$13 millions, c'est la totalité, pour 1979/80, de tous les budgets de publicité dans tous les ministères à toutes les fins. Ce ne sont pas \$13 millions de plus, ce sont \$13 200 000, quelque chose comme cela. Par opposition à l'année précédente, environ \$12 millions, cela fait — je parle de mémoire ici — je pense, 8,7% ou 8,9% d'augmentation. Compte tenu des hausses de taux dans ce domaine, cela veut dire à peu près le même volume que l'an dernier... Comment?

Une Voix: Vous avez dit: \$13 millions de plus.

M. Parizeau: Non. Il n'y a pas \$13 millions de plus. Ah! au ministère! Ah oui! mais...

M. Goulet: Au ministère des Communications...

M. Lavoie: Par contre, les ministères à vocation économique baissent.

M. Parizeau: D'abord, là-dessus, il y a \$4 millions pour le téléphone. A moins que vous ne vouliez couper les téléphones, je suis bien forcé de suivre les taux de la compagnie Bell Canada.

M. Bellemare: On s'attache et on s'appelle.

M. Parizeau: Non. Si vous me parlez de la publicité, il y a \$13 millions pour la publicité cette année. Il y a 8,7% pour la publicité de plus que l'année précédente. Si vous me parlez maintenant du ministère des Communications, effectivement, il y a \$13 millions de plus. Il y a \$4 millions pour Radio-Québec.

Une Voix: Bon! C'est partisan.

M. Parizeau: Oui, en effet. Il y a \$4 millions pour Radio-Québec... Radio-Québec est partisan?

M. Bellemare: Oui, c'est bien sûr. Voyons donc!

M. Parizeau: Ah bon!

M. Bellemare: Ce que vous passez à Radio-Québec... La manière dont...

M. Parizeau: Il me paraît inconcevable que d'un mot comme cela: C'est partisan, on règle la question de savoir si on fait entrer Radio-Québec dans les régions périphériques qui ne sont pas très bien traitées en termes de mode d'accès aux media électroniques. On a un problème d'extension du réseau que l'on connaît fort bien. Deuxièmement, il est évident qu'il faut renforcer la programmation à Radio-Québec, donner davantage d'heures de production.

M. Bellemare: ...

M. Parizeau: Est-ce que je peux rappeler, Mme la Présidente, que Radio-Québec a été établie sous le gouvernement de l'Union Nationale alors que le député de Johnson en était membre, que Radio-Québec était considérée...

M. Bellemare: ...

M. Parizeau: Radio-Québec a été créée en 1967 sous M. Johnson.

M. Bellemare: Cela avait été prévu par la loi en 1946.

M. Parizeau: Non. Cela a été créé en 1967 par M. Johnson.

M. Bellemare: Oui...

M. Parizeau: Deuxièmement, le gouvernement suivant l'a élargie et l'a étoffée et le gouvernement actuel suit exactement le même genre de cheminement. Dans ce sens-là, la création et le développement de Radio-Québec, c'est l'oeuvre des trois gouvernements qui se sont succédé. C'est un peu trop facile de dire: C'est partisan, et que \$4 millions dans ce domaine, ce n'est pas justifié. Tout de même!

Une Voix: ...

M. Parizeau: \$4 millions pour le téléphone, \$4 millions pour Radio-Québec...

M. Goulet: C'est... comme réponse.

M. Parizeau: ... \$2 millions pour l'Editeur officiel. Est-ce partisan aussi, l'Editeur officiel? C'est cela, vos \$13 millions, quatre plus quatre plus deux.
(11 h 20)

La Présidente (Mme Guerrier): M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Ce n'est pas ma question. Je reviens avec une très courte question. Lorsque Radio-Québec a été créée, le taux de chômage au Québec était d'environ 5% à 7%. Il a doublé aujourd'hui; il est rendu à 12%. Je veux savoir si le montant de \$13 millions qu'on a pour mettre là n'aurait pas mieux servi les Québécois si on l'avait mis ailleurs pour enrayer le taux de chômage. Ne comparez pas avec l'année 1966; il n'y avait à peu près pas de chômage. Le taux de chômage était la moitié de celui d'aujourd'hui. Mais là, il est rendu à 12%. Les priorités de 1966 ne sont peut-être plus des propriétés de 1979. Cela fait treize ans de cela.

M. Parizeau: Parfait.

M. Goulet: C'est cela que je vous demande: si ce montant de \$13 millions n'aurait pas mieux servi les Québécois s'il avait été placé ailleurs...

M. Parizeau: Mais...

M. Goulet:... à l'Industrie et Commerce. C'est cela que je veux vous demander.

M. Parizeau: Mme la Présidente...

M. Goulet: Oui ou non? Si vous êtes convaincu qu'il sert mieux aux Communications, dites oui. Nous, on prétend que non.

La Présidente (Mme Guerrier): M. le ministre.

M. Parizeau: Mme la Présidente, on est rendu vraiment dans de l'illusion.

M. Goulet: C'est de l'illusion, 12% de chômage au Québec?

M. Parizeau: Les taux de téléphone...

M. Goulet: C'est vous-même qui l'avez avoué hier.

M. Parizeau: Voyons donc!

La Présidente (Mme Guerrier): M. le député, s'il vous plaît!

M. Parizeau: Alors, on en est rendu à suggérer que, pour lutter contre le chômage, on coupe le téléphone au gouvernement. C'est quand même le bout du monde! Il y a \$4 millions sur les \$13 millions qui correspondent aux augmentations de tarifs de la Bell.

M. Goulet: Les neuf autres?

M. Parizeau: Les neuf autres, il y a \$4 millions à Radio-Québec et il y a \$2 millions à l'Editeur officiel.

M. Goulet: Les \$4 millions à Radio-Québec, il n'y aurait pas moyen de couper cela pour cette année et d'attendre?

M. Parizeau: Non.

M. Goulet: C'est ce que je vous demande. Point final.

M. Parizeau: Mais vous croyez vraiment que...

M. Goulet: Vous êtes convaincu que c'est essentiel. D'accord.

M. Parizeau:... la radio ne crée pas d'emplois. Cela n'en crée pas.

M. Goulet: Les communications sont essentielles pour vous autres plutôt que l'industrie et le commerce. C'est ce que je veux savoir. Oui ou non? C'est clair; ce n'est pas charrier. Dites oui ou non.

M. Parizeau: Mais c'est complètement ridicule...

M. Goulet: Bon! Vous ne voulez pas répondre. D'accord.

M. Parizeau:... Mme la Présidente, de comparer des choses pareilles! L'industrie et le commerce, c'est important. Radio-Québec, c'est important. Payer ses comptes de téléphone, c'est important. Tout cela est important; cela va de soi.

M. Bellemare: On peut écouter Radio-Québec le soir, après les questions.

La Présidente (Mme Guerrier): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Bellemare: Ils ont renvoyé cela à 10 h 30 le soir.

M. Scowen: Mme la Présidente, hier soir, le ministre a parlé d'une hausse spectaculaire de la construction de logements publics par la Société d'habitation du Québec en 1978 par rapport à 1977. M. le ministre, voulez-vous, s'il vous plaît, chiffrer cette hausse spectaculaire pour moi? Combien de logements ont été complétés en 1977 et combien l'ont été en 1978?

M. Parizeau: Il faudrait faire venir les chiffres du Conseil du trésor. Nous avons des chiffres à ce sujet. Si on veut me donner quelques minutes, je les ferai venir. Je ne pense pas que cela soit, d'ailleurs, les logements terminés que je peux donner, mais les mises en chantier.

M. Scowen: M. le ministre...

M. Parizeau: De toute façon, cela devrait correspondre. Si on veut me donner quelques minutes...

M. Scowen: Oui, s'il vous plaît!

M. Parizeau: ... je vais les faire venir.

M. Scowen: Je l'apprécierais. Entre-temps, je peux continuer sur le même sujet, si vous me le permettez. Depuis maintenant quatre mois ou cinq mois, j'essaie de toutes mes forces de comprendre du ministre des Affaires municipales la réalité de la construction des HLM au Québec et je vous avoue que c'est bien difficile. Avec beaucoup de difficultés, j'ai sorti les chiffres suivants. Vous avez promis, au moment de votre élection, de construire 7000 logements pour les personnes âgées et pour les personnes à faible revenu; 7000 logements par année, c'est l'engagement. C'est sûr qu'on en a besoin parce qu'aujourd'hui on a une liste d'attente de plus de 20 000 personnes. Pour la première année de votre mandat, d'après le ministre, vous en avez complété 3000, moins que la moitié. En 1978, l'année dont vous avez parlé hier soir, jusqu'à la fin d'octobre, vous en avez complété 1085; donc, un septième de votre promesse électorale. Alors, je parle maintenant des HLM complétés. Je ne parle pas de mises en chantier; je vais y revenir après. Si vous avez promis, en deux ans, 14 000 logements et que vous en avez complété 4200 dans un an et douze mois, vous êtes très loin d'avoir réalisé la promesse. Le ministre rend le calcul des mises en chantier très difficile pour nous autres et pour toute la population, M. le ministre, parce que vous avez un système de publicité dans ce ministère où vous annoncez au moins quatre fois chaque HLM que vous construisez. Il y a l'annonce quand vous donnez l'autorisation. Il y a une autre annonce pour la mise en chantier. Il y en a une autre pour la complétion. Chaque fois, vous sortez un message par Telbec et personne ne sait ce qui arrive.

J'ai demandé au ministre, à deux ou trois reprises, de nous sortir les chiffres mensuels, ce qu'il n'a pas fait. Personne ne sait; tout ce qu'on sait, c'est qu'on a 20 000 personnes au moins au Québec sur la liste d'attente pour ces choses.

Si vous comblez votre promesse électorale, vous êtes obligé de compléter, en 1979, non moins que 15 000 ou 17 000 — compléter — simplement pour faire le rattrapage de ce que vous avez promis il y a deux ans. Le premier ministre, il y a un mois, avait contredit le ministre des Affaires municipales; il a dit qu'on en avait complété 10 000. Vous avez parlé d'une hausse spectaculaire. Ce n'est pas drôle parce que c'est quelque chose qui touche vraiment la population qui en a le plus besoin. Tout le monde a l'impression que c'est de la très très mauvaise administration ou que c'est un effort délibéré pour cacher la réalité d'un achèvement total dans ce domaine.

Ce matin, dans le Devoir, on lit une manchette qui dit: Logements préréférendaires pour le troisième âge. L'indication, c'est que maintenant la Société d'habitation du Québec sera tellement pressée de construire cette année des centaines de logements pour les personnes âgées, à la veille du référendum, qu'elle n'aura même plus le temps de consulter les citoyens à qui elle les destine. Semble-t-il que maintenant, à cause du référendum, on commence toute une affaire. Mais moi, M. le ministre, avec toute l'efficacité que vous démontrez dans les autres domaines, je pense que vous devez mettre de l'ordre dans cette affaire et demander, insister pour que le ministre des Affaires municipales sorte, sur une base mensuelle, la réalité des réalisations dans ce domaine. C'est quelque chose de très important pour les personnes les plus défavorisées au Québec.

M. Parizeau: M. le Président, je comprends le type de problème que soulève le député de Notre-Dame-de-Grâce et je voudrais lui suggérer, en attendant qu'on puisse recevoir les chiffres tout à l'heure et peut-être d'ailleurs que cela suffirait, de regarder le programme 11 aux Affaires municipales, élément 1, c'est à la page 3-25, le financement des déficits d'exploitation des logements municipaux. Quand on parle de HLM, il est entendu que la différence entre ce que les personnes âgées peuvent payer, selon des barèmes prévus, et le coût réel de la construction est financée, est subventionnée par le gouvernement. Vous noterez qu'en 1978/79 ce financement des déficits d'exploitation était de \$52 millions. Pour 1979/80, donc pour des logements qu'on vient de terminer, c'est \$68 millions. Le déficit augmente donc de \$16 millions, de 30% en un an. Pour qu'il puisse augmenter de 30% en un an, il faut qu'on en ait fini pas mal. N'oubliez pas que ces frais, sauf pour les frais d'entretien de ces logements, ce sont des charges fixes. Ce qu'on a, au fond, comme loyer, c'est de l'amortissement des intérêts, enfin du coût en capital, donc fixe, sur une certaine période de temps.

Cela veut dire que les 30% que vous avez d'augmentation dans les déficits d'exploitation, il faut bien qu'ils correspondent à l'ouverture de passablement de maisons. 30%, ce n'est pas si mal. Enfin, remarquez que...

M. Scowen: Quels sont les...

M. Lavoie: Est-ce que le ministre affirme, de son siège, que l'augmentation de 30% dans le financement des déficits d'exploitation de \$52 millions à \$68 millions n'est due uniquement qu'à des logements nouveaux?

M. Parizeau: Ah non!

M. Lavoie: Bon.

M. Parizeau: J'ai...

M. Lavoie: Donnez-nous les autres facteurs.

M. Parizeau: Je ne peux pas affirmer, je donne cela à titre d'illustration puisqu'on me demandait des chiffres sur les ouvertures et les trucs complétés. Je donnais cela à titre d'indication...

M. Scowen: M. le ministre...

M. Parizeau: ... que ce financement des déficits d'exploitation des logements municipaux augmentant de 30% doit refléter surtout — il est bien possible, je ne peux pas dire que cela reflète exclusivement, qu'il y ait eu des changements dans les barèmes dans tel ou tel office municipal d'habitation, cela va de soi, c'est bien sûr — que 30% est une augmentation qui est considérable. (11 h 30)

M. Scowen: M. le ministre, avec tout le respect au monde, je trouve un peu incroyable que vous soyez obligé de nous donner la réalisation dans le domaine des HLM par une espèce d'induction par rapport à un déficit de financement des logements municipaux. Il me semble que ce serait la plus simple chose du monde d'avoir pour tout le monde une liste qui donne le nombre de logements qui ont été complétés et je pense que cela s'impose venant de vous, M. le ministre. Hier soir, vous avez dit devant tout le Québec: Cette année, on a eu une hausse spectaculaire de construction dans les logements publics. Moi, mes chiffres que j'ai reçus du ministre de l'habitation indiquent qu'il y a eu une baisse spectaculaire, une baisse de 3000 à moins de 1500 par rapport à une promesse de 7000. Pour moi, il s'impose que le ministre des Finances ne réponde pas à ma question en sortant des chiffres et en essayant de déduire qu'à cause de cela il serait possible qu'il en ait construit.

Pour moi, il va de soi que vous devez avoir, si vous parlez d'une hausse spectaculaire, les chiffres qui nous disent: Voici les compilations. Les mises en chantier, vous savez autant que moi que les personnes âgées ne peuvent pas habiter un chantier de construction. C'est très difficile.

M. Parizeau: Non, je pensais que nous discussions sérieusement.

M. Scowen: La chose qui est sérieuse, c'est combien sont complétés?

M. Parizeau: C'est cela. Les ouvertures d'un

chantier, ce n'est pas significatif. Là si on veut utiliser ce type d'argumentation, je dirais: Très bien. L'ouverture de chantiers, cela n'a pas de signification. Une fois que c'est terminé, cela reste vide. Voyons.

M. Scowen: M. le ministre, combien ont été construits l'année passée à comparer? C'est quoi la hausse spectaculaire.

M. Parizeau: Mme la Présidente, j'avais cru indiquer clairement un peu plus tôt, il y a une dizaine de minutes, au député de Notre-Dame-de-Grâce que j'avais demandé tout à l'heure au téléphone qu'on fasse venir des chiffres. Maintenant, s'il veut pendant une demi-heure dire: Les chiffres ne sont pas arrivés, les chiffres ne sont pas arrivés; non, effectivement, les chiffres ne sont pas arrivés. On est allé les demander au téléphone. On va les avoir.

M. Scowen: Très bien. Entre-temps, Mme la Présidente, est-ce que vous me permettrez une brève question dans le domaine de l'industrie et du commerce?

La Présidente (Mme Cuerrier): Je pense, M. le député, que je vais ajouter votre nom parce que vous me demandiez déjà un nouveau droit de parole sur une autre question.

M. Scowen: C'est le même droit de parole, je veux continuer sur un sujet qui est légèrement différent et pas très long.

La Présidente (Mme Cuerrier): Nous avons déjà...

M. Goulet: Madame, je ne sais pas si le député de Notre-Dame-de-Grâce me permettrait une très courte question sur les HLM précisément, étant donné que nous en discutons.

M. Scowen: Ce serait un grand plaisir.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Le Conseil des ministres va nous fournir des chiffres tout à l'heure, mais je prends un exemple; dans le comté de Bellechasse, l'an dernier, il y a eu de promis, dans des lettres d'intention du ministre des Affaires municipales, 98 logements répartis en six HLM. Il y en a un de 22 de construit. Il y en a 13 en construction. Les autres ne sont pas commencés. Est-ce que les crédits qui avaient été votés, on les retrouve cette année ou si cela demeure sur le budget de l'an passé? Dans ce qui est prévu cette année pour l'amélioration de l'habitation, les \$9 millions, dans le cas présent pour les quatre HLM dont la construction n'est pas commencée en 1978, est-ce que les crédits sont reportés à cette année, sont comptabilisés dans le présent budget ou si c'était voté l'an passé et cela demeure là?

M. Parizeau: Il faut qu'à chaque année on fasse une estimation de ce que cela va coûter dans l'année en construction. L'année dernière, par exemple, il a fallu ajouter, aux comptes non budgétaires, davantage d'argent parce que la Société d'habitation du Québec a été encore plus active qu'on pensait qu'elle le serait. Cette année on a fait une estimation en fonction de ce qu'on pense qui effectivement va être réalisé. Si c'est insuffisant, il va falloir en ajouter.

M. Goulet: Je pense qu'ils n'ont pas été faits l'an passé, même s'ils étaient prévus...

M. Parizeau: Les dépenses budgétaires qui ne sont pas faites à la fin de l'année, au 31 mars, deviennent des crédits périmés, ce qui ne nous empêche pas de savoir que, si un HLM est ouvert l'année suivante, il faut incorporer cela dans la base de l'année suivante.

M. Goulet: Voici ce que je veux dire à la suite de la question du député de Notre-Dame-de-Grâce. Si l'an passé il y a eu, je ne sais pas, 6000 HLM de promis, de prévus pour 1978, s'il y en a eu 2000 de construits, cela veut-il dire que dans le budget de cette année on retrouve 4000 HLM qui ont été promis l'an passé? C'est cela que cela veut dire?

M. Parizeau: Oui. Ce que les crédits révèlent simplement c'est ce qu'on croit qu'il va être nécessaire en termes de dépenses pour l'année en cours comme toujours.

M. Scowen: Une autre question dans le domaine des HLM. Vous avez parlé des crédits pour la SHQ pour l'année 1979/80. Combien de HLM sont prévus pour la prochaine année, mis en chantier et complétés? Dans vos prévisions budgétaires, vous prévoyez en commencer et en compléter combien pour 1979/80?

M. Parizeau: Je n'ai pas, Mme la Présidente, de nombre de logements. Tout ce que je peux dire ici, c'est que pour les avances faites à la Société d'habitation du Québec pour de la construction — qui se combine évidemment avec Société centrale d'hypothèques et de logement — nous prévoyons, pour 1979/80, \$40 millions contre \$25 millions l'an dernier. Il faut bien comprendre une chose, c'est qu'il est hors de question de mettre une limitation quelconque — en tout cas dans mon esprit — sur les montants disponibles. C'est-à-dire qu'il a toujours été très clair, depuis deux ans ou deux ans et demi, que sur le plan aussi bien des avances de capital que des dépenses à faire, il n'y a aucune espèce de limitation budgétaire. Si la SHQ pouvait en faire 40% de plus que prévu, tant mieux, les fonds seraient disponibles. Enfin, il n'y a pas de restriction budgétaire sur ce point.

M. Scowen: M. le ministre — je m'excuse, Mme la Présidente — je me demande si vous pouvez

me donner votre opinion au moins sur la raison pour laquelle je me trouve dans l'impossibilité de savoir de vous, du premier ministre ou du ministre des Affaires municipales les chiffres sur le nombre de HLM complétés, en chantier, prévus pour les années prochaines et l'année passée? Est-ce qu'il y a quelque chose à l'intérieur de votre gouvernement qui ne permet pas que ces chiffres soient sortis? Est-ce que c'est la mauvaise administration? Est-ce que c'est un effort pour le cacher? Pourquoi ne peut-on pas avoir ces chiffres qui semblent des chiffres très simples à sortir? C'est quoi le problème? Je vous le demande, vous me dites: Non, je ne sais pas. Tardif, il ne le sait pas, excusez-moi, le ministre des Affaires municipales ne le sait pas. Le premier ministre ne le sait pas. Vous voyez comme j'apprends les règles, Mme la Présidente.

Pourquoi ces chiffres ne sont-ils pas disponibles? Pour moi c'est quelque chose qui n'est pas difficile. Combien de HLM avez-vous décidé de commencer et compléter l'année prochaine? Pourquoi cela cause-t-il tant de problèmes dans votre gouvernement de donner un chiffre qui pour moi est assez simple à savoir?

M. Parizeau: Ce que je ne saisis pas exactement c'est pourquoi on trouve justement que c'est difficile à trouver. Regardez à la page 16, Renseignements supplémentaires, crédits. Les crédits s'accroissent de plus de \$12 millions par rapport à 1978/79, en raison de l'augmentation des dépenses de transfert au chapitre des déficits d'exploitation des logements à loyer subventionné dont le nombre passe de 25 000 à plus de 30 000. Vous ne l'avez pas lue cette phrase-là?

M. Scowen: Oui.

M. Parizeau: Donc, il y en a 5000 de plus.

M. Scowen: Est-ce qu'on peut déduire de cette déclaration, M. le ministre, que vous êtes prêt à dire que pour l'année 1979/80, vous prévoyez le parachèvement de 5000 logements publics, ou HLM? Est-ce cela? C'est le chiffre.

M. Parizeau: Je devrais cependant consulter la programmation de la SHQ. Ce n'est quand même pas moi qui suis ministre des Affaires municipales.

M. Scowen: Mais le ministre des Affaires municipales ne le sait pas non plus.

M. Parizeau: La seule chose, c'est que quand on me pose des questions comme celle-là, il faut quand même que j'aille les chercher, les réponses.

M. Lavoie: C'est vous qui êtes responsable de cette déclaration.

Dans les renseignements supplémentaires sur le budget, quand vous dites que cela passe de 25 000 à 30 000, c'est sous votre responsabilité, cela.

M. Parizeau: Non, Mme la Présidente. Écoutez, c'est quand même extraordinaire, je parle ici du passé, n'est-ce pas?

M. Ciaccia: Une hausse spectaculaire.

M. Parizeau: Le nombre passe de 25 000 à 30 000, et c'est pour cela qu'on les subventionne cette année; c'est parce qu'ils ont été construits l'année dernière. Quant à la programmation de la SHQ pour 1979/80, des mises en chantier pour 1979/80, les logements ne vont pas être subventionnés en 1979/80, ils ne sont pas finis.

M. Scowen: Pour les dix premiers mois, vous en avez complété 1000; ce sont les chiffres qui m'ont été donnés par le ministre des Affaires municipales. C'est impossible qu'en deux mois vous en ayez complété 4000, après que vous en ayez complété 1000 en dix mois. C'est incroyable, cette affaire.
(11 h 40)

M. Parizeau: Vous me citez des chiffres...

M. Scowen: Du journal des Débats.

M. Parizeau: Je ne sais pas dans quel contexte ces chiffres sont sortis. Vous me dites qu'il n'y a pas moyen d'obtenir de moi des chiffres relativement précis au sujet de ce qui s'est passé. Je vous réfère à la page 16 des renseignements supplémentaires où on indique que le nombre de logements subventionnés est passé de 25 000 à plus de 30 000.

M. Goulet: Qui a écrit ce livre? Qui est responsable de ce livre-ci?

M. Parizeau: C'est moi.

M. Goulet: Oui, mais c'est inscrit dedans 5000. Cela a dû être vérifié par quelqu'un de votre ministère. C'est 1000 ou 5000?

M. Parizeau: Je m'arrête aux chiffres qui sont là-dedans. On me dit: Dans une intervention que j'ai faite ailleurs, qu'on a faite ailleurs tel chiffre serait sorti. Je ne sais pas du tout dans quel contexte il est sorti. Je ne vais pas sortir de ce qu'il y a dans les documents dont je suis responsable. Pour le reste, on fait allusion à quel discours et dans quel contexte? Je n'en sais rien.

M. Bellemare: Le ministre admet qu'il y en a eu 5000.

M. Lavoie: Si le ministre des Finances veut bien... Ce n'est pas compliqué, je ne lui demande pas l'impossible. Il dit sous son autorité, à la page 16 des renseignements supplémentaires, que le nombre des loyers subventionnés est passé, de 1978/79 à 1979/80, de 25 000 à plus de 30 000. Cela ne doit pas être sorcier de nous donner la liste des 5000. Où sont-ils? Est-ce que le ministre qui a écrit cela peut s'engager à nous produire,

d'ici une semaine ou quinze jours, la liste des 5000 que vous subventionnez de plus entre 1978 et 1979?

M. Parizeau: Si on me donne le temps. D'ici une heure, je n'ai pas le temps, mais si on me donne le temps, bien sûr.

M. Lavoie: Non, on va vous donner quinze jours. Quinze jours, c'est raisonnable...

M. Parizeau: Bien sûr.

M. Lavoie: ... pour nous donner les 5000.

M. Scowen: Pour vous aider à vous retrouver dans les comparaisons que j'ai citées, c'est au journal des Débats de la commission parlementaire du 10 novembre 1978, vers 11 h 15.

M. Lavoie: Combien avait-il dit, à ce moment-là?

M. Scowen: 1080. Mme la Présidente, une dernière question. Est-ce que les chiffres qui sont à la base de cette hausse spectaculaire sont en votre possession maintenant?

M. Parizeau: pas encore.

M. Scowen: Pas encore?

M. Parizeau: En effet.

La Présidente (Mme Guerrier): Bon, c'est Mme...

M. Scowen: Peut-être pourrais-je revenir à cette question quand vous les aurez.

La Présidente (Mme Guerrier): Pendant l'étude des crédits, sans doute, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

Mme le député de L'Acadie, c'est vous qui avez la parole.

Mme Lavoie-Roux: Tout à l'heure, le ministre des Finances, quand on a discuté de la non-indexation des dépenses courantes dans les réseaux de l'éducation et des affaires sociales — je vais m'en tenir au réseau de l'éducation — a développé une argumentation selon laquelle la diminution du nombre des étudiants devait s'accompagner d'une diminution du personnel non enseignant. En passant, je veux simplement lui faire remarquer que, quand il a parlé des concierges et des secrétaires d'école, eux aussi sont régis par des normes du ministère.

Deux choses. Premièrement, je voudrais rappeler au ministre que les institutions scolaires vont subir des hausses du coût du téléphone, elles aussi. Tout à l'heure, il était bien content d'expliquer sa dépense de \$4 millions par les hausses du coût du téléphone. C'est une parenthèse. Ma question précise est celle-ci: Comment le ministre

peut-il développer une argumentation touchant la diminution des effectifs du personnel non enseignant dans les institutions scolaires — quoique je sois d'accord avec lui dans une certaine mesure, je conteste la façon dont il procède — alors qu'au ministère de l'Éducation lui-même, quand on regarde les effectifs prévus pour 1979/80, on voit une augmentation? On passe de 2887 à 2957. Si je me trompe, le ministre me corrigera et je l'accepterai de bonne part.

Quand on regarde les employés permanents et les employés à temps partiel — je prends le chiffre global des deux — on voit une augmentation. Je suis d'accord avec le ministre pour dire que la clientèle scolaire a diminué à l'élémentaire et au secondaire dans une proportion de 25% dans les huit ou les dix dernières années — il faudrait peut-être être un peu plus précis — alors qu'au ministère de l'Éducation c'est une hausse constante des effectifs. Comment se fait-il que ce soit les écoles, les commissions scolaires, ceux qui sont les plus près — justement, hier, vous faisiez allusion à des gens qui n'étaient pas suffisamment à proximité des personnes âgées, et disiez que les fonds n'étaient peut-être pas utilisés de la meilleure façon possible.

Comment se fait-il qu'au ministère de l'Éducation on ait encore cette bureaucratie qui, elle, selon ces chiffres-là, ne diminue pas, alors qu'on oblige les autres niveaux d'enseignement, là où se donne l'éducation, à diminuer leurs effectifs d'une façon substantielle?

M. Parizeau: Les chiffres qui apparaissent dans les crédits sont tous antérieurs, forcément, à la directive qui a été envoyée dans tous les ministères de réduire les effectifs de 2,5% d'ici le 1er avril 1980. On leur donne donc un an pour réduire les chiffres, que le député de L'Acadie vient de donner, de 2,5%. Dans ce sens, je comprends très bien sa préoccupation. Il n'y a aucune espèce de raison qu'on n'applique pas au gouvernement le même genre de pression qu'on exerce ailleurs, de façon à faire en sorte que les effectifs, dans le secteur public, cessent le rythme de croissance un peu échevelé qu'on a connu pendant quelques années. Donc, elle tient pour acquis que, sur le nombre de 2957, il y en a 2,5% qui doivent être enlevés de là d'ici un an.

Mme Lavoie-Roux: Je voudrais faire remarquer au ministre qu'il va falloir qu'il trouve aussi des moyens, comme il disait tout à l'heure, même s'ils ne sont pas brillants. Comme ceux qu'il reconnaît utiliser à l'égard des commissions scolaires, il va devoir les utiliser à l'égard du ministère puisque, l'an dernier, à l'occasion de l'étude des crédits du ministère de l'Éducation, j'ai soulevé cette question et les prévisions de personnel pour 1978/79 étaient de 2868. Le sous-ministre et le ministre de l'Éducation m'avaient alors dit: On prévoit une diminution de 1% du personnel. Et vous vous retrouvez finalement avec non pas 2868 et une diminution de 10%, mais vous vous retrouvez, pour 1978/79, avec 2887 et une augmentation

à 2957. Je pense que le ministre est d'accord avec cela, il y a eu une diminution de 25% de la clientèle scolaire à l'élémentaire et au secondaire, depuis six ou sept ans. Je trouve qu'on fait porter — le gouvernement a une responsabilité à cet égard — le fardeau des restrictions budgétaires là où se fait l'éducation. C'est ce que je voulais dire, Mme la Présidente.

M. Parizeau: Mme la Présidente, je pense que là ce n'est pas tout à fait exact. Le rôle du ministère de l'Éducation n'est pas seulement d'administrer l'enseignement primaire et secondaire par le truchement des commissions scolaires ou avec l'aide des commissions scolaires. Il a quantité d'autres fonctions. Comme je l'ai indiqué à l'occasion du discours du budget, hier, ce ne sont pas des intentions, ce sont des instructions qui ont été données dans les ministères. Ce sont les directives du Conseil du trésor où les effectifs de base doivent être baissés de 2,5% en un an. Ce qui ne veut pas dire, remarquez bien, que dans tel ou tel ministère, le nombre, à la fin de l'année, aura nécessairement baissé, parce que, dans la mesure où il y a de nouveaux programmes qui seraient ouverts, de nouvelles lois à administrer il est évident qu'une banque centrale de postes va répartir ces postes entre les ministères de façon que les nouveaux besoins ou les nouveaux programmes puissent être satisfaits. L'objectif que nous avons à l'égard de l'ensemble de la fonction publique est qu'elle ait un taux de croissance zéro, c'est-à-dire que les nouveaux postes affectés pour les nouveaux programmes n'aillent pas au-delà de la fonction de 2,5% que l'on pratique dans chaque ministère.

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, je voudrais faire remarquer au ministre que c'est vrai que les gens du ministère de l'Éducation ne font pas uniquement de l'administration, mais je pense qu'il faut qu'il soit d'accord que ceux qui travaillent auprès des enfants, ils ne sont pas au ministère de l'Éducation. Je vois également dans cette hausse des effectifs du ministère de l'Éducation une indication très claire et très nette de l'esprit de centralisation du ministère de l'Éducation qui ajoute des postes au ministère au lieu d'envoyer les ressources vers le milieu local, là où on devrait s'en servir.

Si vous me permettez une autre question dans un autre domaine, c'est une question d'information que je voudrais poser au ministre de l'Éducation. Je ne vois pas — peut-être que ceci viendra hors budget — les \$10 millions qui avaient été prévus pour le capital-actions de la Société des industries culturelles.

(11 h 50)

M. Parizeau: D'abord, c'est non budgétaire. C'est une dépense qui n'est pas dans le budget. D'autre part, comme la loi n'est pas encore votée, cela fait partie...

Mme Lavoie-Roux:... culturel.

M. Parizeau: Excusez-moi. La loi a été votée, mais cela va dans le non-budgétaire.

Mme Lavoie-Roux: Prévoyez-vous toujours de mettre ces \$10 millions à la disposition...

M. Parizeau: C'est le capital autorisé, si je me souviens bien, non?

Mme Lavoie-Roux: Oui, oui.

M. Parizeau: C'est le capital autorisé, c'est-à-dire qu'on ne paie pas les \$10 millions la première année.

Mme Lavoie-Roux: Non, non, mais...

M. Parizeau: C'est le capital-actions autorisé dans la charte.

Mme Lavoie-Roux: ... il y aura une mise de fonds en 1979/80.

M. Parizeau: Bien sûr.

Mme la Présidente, j'ai des réponses aux questions qui m'ont été posées par le député de Notre-Dame-de-Grâce. 1977, janvier à décembre, 39 projets, 2143 logements mis en chantier...

M. Bellemare: Un instant!

M. Parizeau: 2143 logements mis en chantier. Cela va?

M. Goulet: De prévus?

M. Parizeau: 1978, janvier à décembre, 90 projets, 4403 logements mis en chantier. D'accord? Est-ce que le député de Notre-Dame-de-Grâce me permet...

Une Voix: De grâce.

M. Parizeau: Oui, de grâce... de constater qu'effectivement il y a une hausse spectaculaire? C'est presque le double.

M. Scowen: Vous m'avez posé une question et je réponds non pour deux raisons. Quand vous recommencez presque à zéro, ce n'est pas une hausse spectaculaire d'aller de 20% de votre promesse électorale à 50% de votre promesse électorale. Ce n'est pas du tout spectaculaire.

M. Parizeau: La promesse électorale était de combien?

M. Scowen: 7000 par année.

M. Parizeau: 50% de 7000, cela fait combien?

M. Scowen: 3500.

M. Parizeau: Bon! Et 4403, c'est 3500?

M. Scowen: Excusez-moi, peut-être 65%. Vous êtes allé d'à peu près 25% de votre promesse à environ 60% de votre promesse...

M. Parizeau: Aux deux tiers de l'objectif.

M. Scowen: ... mais, M. le ministre, vous n'avez pas parlé hier soir des mises en chantier. Vous avez parlé des logements subventionnés, et tout le monde pourrait tenir pour acquis que ce seront des maisons achevées, des maisons disponibles au public. Ces choses ici ne sont pas prêtes. Les 4400 logements dont vous parlez qui ont été mis en chantier ne sont pas habitables aujourd'hui.

M. Parizeau: Ils le seront dès qu'ils seront terminés.

M. Scowen: D'après les années précédentes, plusieurs ne seront pas habitables, même en 1979. Il y en a beaucoup qui ne seront pas habitables, prêts, complétés, même en 1979 parce que le ministre nous avait dit que, du moment de la mise en chantier, cela prend parfois plus d'un an pour l'achèvement. Je pense que si vous nous dites là que la hausse spectaculaire dont on parle, c'est d'aller de 2000 mises en chantier en 1977 à 4400 en 1978, par rapport à une promesse de 7000, c'est une explication que tout le monde peut comprendre.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Bellechasse. C'est vous qui m'avez demandé la parole.

M. Goulet: Oui, j'irais au poste du ministère des Finances, le programme 2, au service de la dette publique. L'intérêt que cela coûte pour l'argent qu'on a emprunté pour un an et l'administration représentent-ils environ un quinzième du budget du Québec, soit tout près de \$1 milliard pour 1979? Est-ce exact de dire cela de cette façon?

M. Parizeau: Un quinzième?

M. Goulet: Un quinzième.

M. Parizeau: Oui, un quinzième.

M. Goulet: A chaque fois que la province dépensera \$15 en 1979, il y aura environ \$1 qui ira pour l'intérêt, en des termes bien simples. Est-ce exact de dire cela de cette façon?

M. Parizeau: J'hésite tout simplement entre un quinzième et un seizième. C'est tout.

M. Goulet: Environ \$914 874 000, environ 5% à 6%.

M. Parizeau: C'est 6,1% du total.

M. Goulet: 6,1%.

M. Parizeau: Cela fait plutôt un seizième qu'un quinzième.

M. Goulet: D'accord.

M. Parizeau: Un seizième et demi.

M. Goulet: Ce n'était pas mon but, Mme la Présidente, d'induire cette Chambre en erreur. Lorsque j'ai dit environ un quinzième, le ministre avait très bien compris. Mais quand on dit aux Québécois que seulement l'intérêt que la province paie chaque jour se chiffre à un total d'environ \$2 500 000 par jour, est-ce que c'est vivre selon ses moyens, d'après vous?

M. Bellemare: Est-ce que c'est vrai, d'abord, au point de vue de...

M. Parizeau: Habituellement, on ne fausse pas les crédits, Mme la Présidente.

M. Goulet: ... par jour environ.

M. Parizeau: Ah! Cela me paraît être une règle de trois, en incluant les samedis et les dimanches, bien sûr.

M. Goulet: Oui, bon!

M. Bellemare: Alors, c'est bon. C'est bon de l'admettre.

M. Parizeau: Cela me paraît être une application juste de la règle de trois. On pourrait essayer de faire la preuve par neuf maintenant.

M. Goulet: Je veux seulement savoir du ministre s'il trouve cela raisonnable ou si, à un moment donné, cela devra arrêter.

M. Bellemare: Rien qu'en intérêts.

M. Goulet: Seulement en intérêts, c'est \$2 500 000 par jour que les Québécois paient.

M. Parizeau: Constatons d'abord une chose, Mme la Présidente. C'est qu'une partie de cet intérêt est payée à la Caisse de dépôt qui administre la Régie des rentes; donc, c'est l'argent de nos retraites. Cela n'est pas désagréable. Si cela n'était pas payé...

Une Voix: On le doit quand même.

M. Parizeau: Oui, mais on le doit à nous-mêmes.

Une Voix: On le doit...

M. Parizeau: Oui. Effectivement, les intérêts payables...

M. Bellemare:... compter cela de cette façon.

M. Parizeau: Non, mais la Régie des rentes et la Caisse de dépôt sont des organismes publics...

M. Goulet: On le doit quand même, M. le ministre.

M. Parizeau: ... qui doivent accumuler... Evidemment, on le doit quand même.

M. Goulet: Ecoutez!

M. Bellemare: Ah, ah, ah!

M. Parizeau: C'est évident. Deuxième chose: il est clair qu'on emprunte 10% ou 11% de nos revenus. J'ai la faiblesse de croire, Mme la Présidente, que c'est un petit peu mieux que le gouvernement fédéral qui, lui, en est rendu, à certains moments, comme l'an dernier, à emprunter le quart de ses revenus ou plus que le quart de ses revenus.

M. Goulet: Ils vont se faire battre aussi dans quinze jours ou trois semaines.

M. Parizeau: Alors, pour reprendre...

M. Goulet: Cela peut changer dans un mois, M. le ministre.

M. Parizeau: Pour reprendre...

La Présidente (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Goulet: Cela n'est pas bon comme argumentation.

M. Parizeau: ... justement une phrase d'un ancien premier ministre qui appartenait à l'Union Nationale: "Quand je me regarde, je me désole, mais quand je me compare, je me console"...

M. Bellemare: C'est cela. Je m'en souviens.

M. Parizeau: Oui.

M. Bellemare: Il vous avait dit cela à vous. J'étais au conseil cette fois-là.

La Présidente (Mme Cuerrier): A l'ordre! Est-ce que cela va, M. le député de Bellechasse?

M. Goulet: Cela va, mais...

La Présidente (Mme Cuerrier): Alors, M. le député...

M. Goulet: ... quand le ministre me dit qu'il se compare au gouvernement fédéral, dans un mois et demi, cela sera changé. Il ne faudrait pas qu'il se compare.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député...

M. Goulet: Ecoutez! C'est très faible comme argumentation.

La Présidente (Mme Cuerrier): ... est-ce que je peux vous faire remarquer que nous...

M. Parizeau: Cela paraît d'autant moins faible, Mme la Présidente...

La Présidente (Mme Cuerrier): ... en sommes à l'étude du budget.

M. Parizeau: ... que l'adversaire — enfin, celui qui voudrait prendre le pouvoir à la place de celui qui l'a à Ottawa — n'annonce pas un déficit plus petit. Il annonce un déficit plus gros. Alors, cela promet.

La Présidente (Mme Cuerrier): Monsieur...

M. Goulet: L'autre était meilleur.

Une Voix: C'est mieux de ne pas changer.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Mont-Royal.

M. Goulet: D'après moi, on ne changera pas cet été.

M. Ciaccia: C'est mieux de ne pas changer.

M. Goulet: Je n'ai pas dit que l'autre était meilleur.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: Mme la Présidente...

La Présidente (Mme Cuerrier): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! C'est M. le député de Mont-Royal qui a la parole.

M. Ciaccia: Mme la Présidente, le 1er janvier de cette année, il y a eu une augmentation additionnelle des tarifs d'électricité. L'augmentation des tarifs domestiques est d'environ 13,8% dans l'ensemble. C'est l'augmentation qui a été autorisée par le gouvernement. Ces 13,8% s'appliquent à une autre augmentation de 18,7% qui avait déjà été accordée par votre gouvernement, par le gouvernement actuel, en 1978. Alors, quand le Parti québécois est arrivé au pouvoir, il a accordé immédiatement à l'Hydro-Québec une augmentation de 18,7% pour l'année 1978. A titre de comparaison, entre parenthèses, les hausses moyennes des années précédentes étaient de 8,4% à 10%. Pour les tarifs domestiques, c'était un taux de 9% et 8,5%. C'est simplement pour donner une idée de la différence de l'augmentation dans ces tarifs d'électricité.
(12 heures)

Cette année, on ajoute 13,8% à une augmentation déjà autorisée de 18,7%. Il faut comprendre

que ces augmentations n'incluent pas déjà les répercussions de l'augmentation au niveau commercial et industriel. En effet, quand les commerçants et les industriels seront augmentés de 15% à partir du 1er janvier, naturellement, il va y avoir des répercussions. Il va y avoir des augmentations de prix. Ils n'absorberont pas ces augmentations; ils vont les passer aux consommateurs.

En plus de l'augmentation de cette année, le gouvernement a aussi accordé des augmentations assez substantielles pour les années à venir, pour les années 1980 et 1981, qui se chiffrent approximativement par 13% pour les tarifs domestiques et à 14% ou 15% pour le tarif industriel et commercial. Si on prend tous ces chiffres, toutes ces augmentations, à la fin de 1981 — les quatre années du mandat de ce gouvernement — les augmentations des tarifs d'électricité vont se chiffrer par plus de 70% en quatre ans, ce qui est une augmentation assez considérable.

Quand le ministre nous dit: On réduit les taxes, on réduit les impôts, on réduit le fardeau fiscal des contribuables du Québec, de la population; peut-être qu'il y a différentes façons de taxer la population. On peut la taxer directement ou bien on peut augmenter les tarifs des sociétés d'Etat. Ce sont aussi des sommes, qu'on les appelle taxes ou d'un autre nom, que la population doit payer. C'est l'ensemble de la population à tous les niveaux et pas seulement les millionnaires qui vont payer cela. Vous avez fait des allusions aux millionnaires qui sont moins taxés. Ce sont tous les contribuables, les plus pauvres et les plus riches.

Maintenant, dans ces montants d'augmentation, vous devez ajouter la taxe de vente sur l'électricité qui est de 8%. Vous avez parlé de l'abolition de taxe dans votre budget et vous avez annoncé dans certains secteurs qu'elle était abolie, mais pas dans l'électricité. Même si dans votre programme électoral de 1976, dans le programme électoral que vous — je présume — révisiez tous les ans ou presque, il est encore inclus que vous allez abolir cette taxe de vente, le fait est qu'elle demeure. Est-ce que le ministre pourrait nous dire le montant additionnel de cette taxe de vente qu'il a perçue suite, premièrement, à l'augmentation des tarifs d'électricité pour 1978? Quel est le montant additionnel que le contribuable — qui est censé voir réduire son fardeau fiscal — a versé au gouvernement en termes de taxe de vente en 1978? Est-ce que vous pouvez nous dire aussi, pour 1979, dans vos prévisions du budget, dans vos crédits, quel est le montant additionnel que le gouvernement du Québec va percevoir de cette taxe de vente suite à l'augmentation des tarifs d'électricité?

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre.

M. Parizeau: Il y a plusieurs choses dans l'intervention du député de Mont-Royal. D'abord, j'aurais bien aimé, parlant des augmentations de tarifs, qu'il indique que les augmentations du tarif domestique, pour une consommation dite normale

d'électricité, que le rythme d'augmentation est passablement plus bas que les chiffres qu'il a donnés.

M. Ciaccia: Je vous ai donné le tarif dans l'ensemble. Il y a ceux qui sont plus hauts.

M. Parizeau: Bien sûr, dans l'ensemble, oui. Mais les gens ne paient pas dans l'ensemble. Ils paient sur leur consommation.

M. Ciaccia: Un instant. 1 à 900 kilowatts, l'augmentation est — attendez — 11,1%.

M. Parizeau: Ah bon!

M. Ciaccia: Oui, mais ce n'est pas tellement différent, 11% et 13%, si ces mêmes personnes se chauffent à l'électricité. Le ministre délégué à l'énergie parle toujours de la conversion de 80% des nouveaux logements qui sont à l'électricité, du 1% de conversion. Je pourrais aussi vous dire que l'augmentation pour ceux qui utilisent plus de 900 kilowatts, c'est 15%. J'aurais pu vous dire cela aussi, je ne l'ai pas dit. Je dis que l'ensemble domestique est de 13%. De 11% à 15%. Alors la moitié va payer 11%, la moitié va payer 15%. Généralement, cela va faire 13%.

M. Parizeau: Non. Les consommations de 1 à 900 kilowatts n'ont pas augmenté de 70% en quatre ans. Deuxièmement, il y a une règle de financement des services d'utilité publique en vertu de laquelle il faut qu'en gros, si vous voulez — je caricature un peu, c'est plus compliqué que cela — les recettes nettes couvrent les intérêts, la charge d'intérêts une fois et quart. Le fameux coefficient de 1,25 doit être respecté si l'on veut que l'utilité publique soit en mesure de continuer à emprunter sans problème. Or, le précédent gouvernement a décidé de construire la baie James. Cela implique \$6 milliards d'emprunt en trois ans, et les grosses années d'emprunt sont 1978, 1979 et 1980. Pour être en mesure d'emprunter ces sommes et de les emprunter sans problème, il faut que la couverture de 1,25 des intérêts à payer sur la dette soit assurée par les recettes de l'Hydro. Dans ces conditions, nous n'avons pas d'autre choix, si on veut être en mesure de financer cette dette correctement et d'avoir accès au marché financier dans des conditions convenables, que d'augmenter les tarifs.

Là aussi c'est de l'arithmétique. On essaie de le faire de façon à pénaliser le moins possible ceux dont la consommation d'électricité n'est pas considérable. Mais c'est inévitable. Néanmoins, cela maintient les taux au Québec à un niveau qui est un des plus bas, sinon le plus bas en Amérique du Nord.

M. Ciaccia: Est-ce que je pourrais interrompre un peu le ministre?

M. Parizeau: Oui.

M. Ciaccia: Je ne veux pas entrer dans un débat sur l'augmentation des tarifs parce que je pourrais démontrer que la couverture n'est pas de 1,24%, qu'elle va monter à 1,3% que même des compagnies, des "brokers" comme Kidder, Peabody ont mis en doute. Je ne sais pas si c'est Kidder, Peabody ou un autre qui a demandé pourquoi l'Hydro-Québec, avec la performance qu'elle a, doit maintenir une cote si haute. La question n'est pas sur les montants d'augmentation. J'aurais pu aussi mettre en doute votre déclaration selon laquelle vous empruntez plus maintenant que le gouvernement libéral. Je crois qu'en 1976 les emprunts pour la baie James étaient assez élevés, par le gouvernement libéral, et l'augmentation n'a pas excédé 10%. Je ne veux pas entrer dans un débat sur les tarifs d'augmentation. Je ne pense pas qu'on ait le temps, on pourrait en discuter longuement et on va avoir d'autres occasions. On va avoir les crédits du ministère de l'énergie. La question que je vous ai posée précisément, c'est le montant de 8%. La taxe de vente sur l'électricité, cela dépend strictement du gouvernement. Vous pouvez la faire 8%, 4%, 6%, 12% ou rien. Dans votre programme électoral vous avez dit que vous alliez l'abolir. Je vous ai demandé une information assez spécifique.

(12 h 10)

En 1978, à la suite de l'augmentation que vous avez autorisée pour l'Hydro-Québec, de combien est le montant de la taxe de vente additionnelle que vous avez perçue? Quel est le montant additionnel en 1979 et, si c'est possible, une estimation des montants additionnels de la taxe de vente que vous allez percevoir en 1980/81?

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le ministre.

M. Parizeau: Mme la Présidente je vous avouerai que je trouve cela inconcevable que le député de Mont-Royal puisse parler longtemps, sans que je l'interrompe, puisse dire sur les tarifs tout ce qui lui a plu de dire et qu'au moment où j'aborde cette question il m'interrompt, me coupe la parole et me dit: Ce n'est pas cela dont je veux que vous me parliez, et vous allez aller tout de suite à la fin de mon intervention.

Je m'excuse, Mme la Présidente, mais sur le plan des manières je trouve cela assez inconcevable. Si le député de Mont-Royal veut me permettre de parler la moitié aussi longtemps qu'il a parlé, on va y arriver à chacune de ces choses, n'est-ce pas?

Je disais donc qu'il faut couvrir les intérêts. Quand le député de Mont-Royal me dit, après m'avoir interrompu, qu'on va passer un an à 1,31, c'est exact à la condition de ne pas tenir compte du taux de change. Avec le taux de change, on est obligé de faire des ajustements. Il me faut donc une marge au-delà du 1,25.

Ceci étant dit, je le répète, les tarifs restent parmi les plus bas de l'Amérique du Nord, sinon les plus bas. Quant à ce que doit rapporter la taxe

de vente, je vais essayer de faire venir les chiffres tout de suite là-dessus; je voudrais simplement qu'on me précise une chose. En 1978, il y a deux raisons pour lesquelles le rendement de la taxe de vente sur l'électricité augmenterait, d'une part, à cause de l'augmentation de consommation et, d'autre part, à cause de l'augmentation de prix. Donc ce que veut le député de Mont-Royal, c'est la valeur des 8% sur l'augmentation de prix en 1978, et même chose en 1979, à l'exclusion des augmentations dues à un accroissement du volume ou de la demande. C'est bien cela?

M. Ciaccia: Non.

M. Parizeau: Alors, je vais faire démêler cela, on va faire venir les chiffres.

M. Ciaccia: Pas seulement à l'exclusion de la croissance du volume. Parce que l'augmentation de 18,5% en 1978 s'est appliquée au volume aussi. Je veux le chiffre total. L'augmentation de 13,5% s'applique au volume total vendu par l'Hydro-Québec.

M. Parizeau: Cela va être plus simple à faire venir. Donc tout ce que vous voulez, c'est l'augmentation du rendement de la taxe de 8% sur l'électricité d'une année sur l'autre?

M. Ciaccia: Oui.

M. Parizeau: Dès qu'on aura les chiffres, je vais vous les communiquer.

M. Ciaccia: Mme la Présidente, excusez-moi. Avant d'aller chercher ces chiffres, peut-être que vous pouvez attendre un autre instant, parce que j'ai une autre question qui va nécessiter l'obtention d'autres chiffres.

A la baie James, le barrage à LG 2 va fonctionner plus vite que prévu. C'est prévu pour février 1980 et il sera prêt à livrer l'électricité cet automne. Je crois qu'il va y avoir seize groupes qui vont pouvoir donner une puissance approximativement de 5000 mégawatts. Pourriez-vous nous donner les chiffres du revenu qui sera produit par cette phase de la baie James? Autrement dit, si cela commence au mois d'octobre ou novembre, l'électricité va être vendue à quels endroits? Où va-t-elle être vendue? Où va-t-elle être distribuée et quelle sera aussi la taxe de vente qui sera produite par le produit de l'électricité de LG 2?

Je présume que LG 2, une fois qu'on sera prêt à livrer l'électricité, ne s'arrêtera pas là. L'électricité va être vendue à quelque endroit; que ce soit exporté durant les mois de l'été, ou non, il va avoir un revenu de ce projet. Quelle sera la taxe de vente qui va être payée au gouvernement lors de la production d'électricité à LG 2?

M. Parizeau: Mme la Présidente, je dois dire que cette question, je ne la comprends pas. On impose une taxe de vente sur ce qui est demandé, pas sur ce qui est offert.

M. Ciaccia: Un instant! Si vous l'offrez à LG2, quelqu'un la prend, quelqu'un la demande.

M. Parizeau: Pas nécessairement.

M. Ciaccia: Si vous l'offrez tellement et que vous ne la vendez pas, d'accord, vous me donnez le chiffre 0, mais si LG2 produit et vend, il doit y avoir un revenu à LG2. Quel est le revenu de LG2 et quelle est la taxe de vente pour LG2?

M. Parizeau: Non. Il n'y a aucune espèce de répartition de la taxe de vente par barrage, c'est infaisable et, comme question, j'allais dire que c'est absurde.

M. Ciaccia: Un instant!

M. Parizeau: On taxe la consommation d'électricité, on ne met pas la taxe de vente à la sortie du barrage, voyons! Tout de même!

M. Ciaccia: Vous m'avez interprété, je ne vous ai pas demandé...

M. Parizeau: On n'a pas des compteurs de taxe de vente à la sortie des turbines!

M. Ciaccia: Un instant! C'est bien beau d'essayer de me ridiculiser. Franchement, je n'ai pas essayé de vous ridiculiser. Si j'ai pris du temps dans mon intervention, c'était pour préciser tous les montants des augmentations année par année. Je n'ai pas fait d'éditorial là-dessus, je ne suis pas entré dans les mérites ou les démérites de l'augmentation, j'ai constaté des chiffres. La question que je pose au sujet de LG2, cela n'a rien à voir avec le fait de taxer le barrage, évidemment, mais il va y avoir une production d'électricité. Si cette électricité est vendue, il va y avoir un montant de taxe de vente; naturellement, cela ne sera pas taxé à la baie James.

Autrement dit, je pourrais peut-être poser ma question d'une autre façon. Si vous avez 5000 mégawatts produits à LG2, allez-vous vendre tous les 5000 mégawatts ou si vous n'avez pas besoin de ces 5000? Si vous les vendez tous, les 5000, naturellement, c'est une question d'arithmétique. Prenez votre calculatrice et vous allez voir ce que 8% vont représenter.

M. Parizeau: Le fait que cela commence en novembre, ce n'est pas une nouvelle, cela fait longtemps qu'on le sait. Dans la programmation de production de l'Hydro-Québec, au cours des premiers temps de la mise en place, au cours des premières années, il va y avoir des surplus d'électricité. Chaque fois qu'on ouvre de gros barrages, il y a toujours des surplus d'électricité. Une partie de cette électricité s'exporte sur une base interruptible, c'est-à-dire qu'on ne vend pas de la base, on vend simplement l'excédent pendant le temps qu'il dure si on le peut et quand on le peut. Là-dessus, il n'y a pas de taxe de vente au détail. Ce qu'on impose comme taxe de vente au détail, c'est

sur ce qui est acheté ici et uniquement ce qui est acheté ici. Je ne vois pas comment, à partir des surplus d'électricité projetés à la baie James, à LG2, à partir de novembre jusque dans le courant de l'année 1980, on peut savoir quelle part va être en surplus, quelle part sera vendue en interruptible et sur quelle part il y aura une taxe de vente. Ce n'est pas faisable. Encore une fois, la taxe de vente s'applique à la consommation. On ne peut pas l'avoir par le truchement de la production, ce n'est pas faisable, ce qu'on me demande là.

M. Ciaccia: Ce serait faisable de savoir le surplus que vous allez avoir au mois de novembre, quand LG2 sera en activité. Si c'est tout en surplus... Si vous ne pouvez pas nous donner le chiffre de la taxe de vente, donnez-nous le surplus et on va calculer le reste.

M. Parizeau: Je ne vends pas cette électricité. C'est l'Hydro-Québec dont il s'agit, cela n'a aucun rapport. Il faut bien se rendre compte d'une chose. Cela n'a aucun rapport avec les crédits dont on parle aujourd'hui, absolument aucun. On admet, d'après notre règlement, qu'un député, à l'occasion d'un débat comme celui-là, puisse parler de n'importe quoi, mais c'est vraiment de cela dont il s'agit. Si on veut maintenant que je sorte de la salle pour aller téléphoner à l'Hydro-Québec pour lui demander le surplus projeté, je peux bien le faire, mais il faut que la Chambre soit consciente qu'on est complètement en dehors des crédits.

Je n'aurais pas d'objection particulière à avoir la projection du surplus d'énergie prévu par l'Hydro-Québec. Pour combien de temps veut-on cela? Mois par mois pendant trois ans? On va aller téléphoner à l'Hydro-Québec et on va lui faire sortir la projection des surplus.

M. Ciaccia: Non, ce n'est pas cela. Moi aussi, je peux téléphoner à l'Hydro-Québec. Je pensais que vous auriez des chiffres dans vos estimations. Vous préparez vos chiffres d'une certaine façon et dans le calcul des 8% de la taxe de vente vous auriez pu calculer que, puisqu'il va y avoir un produit additionnel généré par l'Hydro-Québec au mois de novembre, peut-être cela allait-il augmenter la consommation, peut-être y aurait-il plus d'électricité vendue. Cela pourra entrer dans vos chiffres globaux quand vous aurez estimé vos 8% de taxe de vente pour l'année.
(12 h 20)

M. Parizeau: Il est impossible de conclure que, parce qu'on a plus de courant disponible, la demande monte. Les seuls cas où, à la rigueur, cela serait pensable, c'est pendant ces quelques jours, entre 17 heures et 19 heures, à la fin de décembre, pendant les pointes saisonnières. C'est peut-être le seul moment où le fait qu'il y ait plus d'approvisionnement peut encourager plus de demande, parce que c'est là, vraiment, qu'on est un peu serré dans les approvisionnements, soit quelques jours par année, entre 17 heures et 19 heures. Ce n'est que par le truchement d'un accroissement possible de la demande de pointe

pendant quelques jours, trois heures par jour. On me demande de faire un estimé de taxe de vente là-dessus; c'est infaisable, et c'est, d'ailleurs, tout à fait négligeable.

M. Ciaccia: Pour terminer, Mme la Présidente, je vous demanderais seulement les chiffres que je vous ai demandés au début, l'excédent des 8% pour l'année 1978/79 et si vous pouviez l'avoir pour les deux autres années parce vous connaissez les montants qui sont impliqués.

M. Parizeau: Il faudra demander le renseignement. Dès qu'on l'aura, on en fera état en cette Chambre.

La Présidente (Mme Guerrier): En attendant que ce renseignement arrive, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce et, ensuite, M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Scowen: J'ai trois questions, M. le ministre, sur votre régime d'épargne-actions. Premièrement, j'aimerais savoir quelle perte d'impôt vous prévoyez, sur une base annuelle, à cause de ce programme.

M. Parizeau: Je pense, comme je l'ai dit hier, qu'il est impossible de répondre à cette question parce qu'on ne sait pas quelles émissions d'actions nouvelles une telle mesure est susceptible de provoquer. Dans l'hypothèse — c'est une hypothèse tout à fait irréaliste — où il y aurait assez d'actions pour satisfaire tous ceux qui voudraient profiter au maximum de toutes les dispositions de cette mesure — on comprendra à quel point cela est hypothétique: cela veut dire que chaque personne au Québec qui peut profiter de cette mesure en profite, et au maximum, et que toutes les actions sont disponibles — cela pourrait coûter \$65 millions. Mais il est clair que toutes les personnes ne vont pas en profiter autant qu'elles le pourraient et que toutes les actions ne seront pas disponibles. Donc, c'est une fraction assez faible, la première année, de ce montant dont on parle.

M. Scowen: Mais vous n'avez même pas une hypothèse sur le maximum et minimum de ce que cela peut impliquer?

M. Parizeau: Non, sauf le chiffre que je viens de mentionner qui est tout à fait hypothétique. Au contraire, cela va jouer un rôle d'incitation, justement, pour faire apparaître des émissions d'actions sur le marché et, au fond, cela va être intéressant parce qu'au fur et à mesure que, justement, le temps va passer, de nouvelles émissions vont se faire et davantage de capital de risque va apparaître.

M. Scowen: Pour l'année passée, combien des actions admissibles, d'après vos règles proposées à la page 33, ont été émises au Québec? Combien de cas différents?

M. Parizeau: Cela n'a pas été calculé parce que cela aurait représenté un travail un peu académique.

M. Scowen: Je pense que ce qui concerne les actions à la Bourse ce ne sera pas difficile.

M. Parizeau: Ce n'est pas cela. Au fond, j' imagine que cela peut être intéressant sur un certain plan académique de remonter comme cela en arrière pour voir ce que cela aurait donné, mais là où c'est davantage compliqué, c'est que ce sont des prospectus de la Commission des valeurs mobilières pour des émissions qui ne sont pas sur la Bourse.

M. Scowen: Je n'ai pas du tout l'impression que c'est quelque chose d'académique. Mon impression de votre projet est que, premièrement, cette émission d'actions nouvelles ordinaires est quelque chose qui arrive très très peu souvent aujourd'hui en ce qui concerne les compagnies dites publiques dont les actions sont vendues et achetées à la Bourse. Pour les petites compagnies, les compagnies dites québécoises, ce sera très difficile de persuader les cadres supérieurs de s'aventurer dans les petites compagnies, non pas parce que ce sont des compagnies québécoises, mais parce qu'ils sont obligés de dépenser une partie de leurs revenus dans une aventure où il y a non seulement des risques appréciables, mais aussi un manque de possibilités de vendre ces actions qui est très fort.

J'ai la forte impression qu'avec la situation actuelle au Québec — et je pense que ce n'est pas quelque chose ici qui est particulier au Québec — ce n'est pas quelque chose de très attirant. En effet, si vous calculez, si vous faites une estimation — et cela m'étonne un peu que vous ne l'ayez pas faite — pour savoir vous-même combien d'actions l'année passée auraient été admissibles à ce système — vous n'avez fait aucune étude parce que vous avez pensé que c'était trop compliqué, cela m'étonne, mais je vous suggère de la faire — vous verrez qu'il n'y en a pas beaucoup.

M. Parizeau: Mme la Présidente, est-ce que la Banque d'épargne est une aventure? Elle a sur le marché, depuis le début de mars, une émission d'actions qui va lui servir à acheter le Crédit foncier. Aventure? Ce n'est pas une petite émission, dites donc! Ce sont \$120 millions.

M. Scowen: Je vous avais demandé combien il y en a? Y en a-t-il deux, trois? Combien de possibilités existe-t-il? Je pense que la question est bonne.

M. Parizeau: Non. La raison pour laquelle je dis que c'est un exercice...

M. Scowen: Je vous donne un exemple. J'aimerais avoir une réponse à ma question.

M. Parizeau: ... académique, c'est parce que les conditions fiscales qui vont prévaloir à partir de maintenant sont tellement différentes de celles qui prévalaient l'année dernière qu'il n'y a pas de comparaison entre les deux situations. Le problème soulevé par le député de Notre-Dame-de-Grâce est autre chose. Il dit: Les gens n'achèteront pas d'actions de petites compagnies québécoises — parce que dans son esprit, une compagnie québécoise, il faut que ce soit petit, n'est-ce pas — ce sont des aventures...

M. Scowen: Excusez-moi, M. le ministre. Quand j'ai dit: De petites compagnies, je faisais une comparaison avec les compagnies qui sont vendues et achetées à la Bourse, les grandes et les petites. Il y a de grandes compagnies québécoises qui se trouvent vendues et achetées tous les jours à la Bourse de Montréal et à la Bourse de Toronto. Il y a de petites compagnies qui ne le sont pas. C'est la distinction que je veux faire et je pense que vous n'avez pas le droit de prétendre...

M. Parizeau: Mme la Présidente...

M. Scowen: ... qu'il y avait une autre implication. Est-ce clair?

M. Parizeau: ... j'avais mal compris et je m'en excuse. A l'heure actuelle, on en a un exemple, qui ne sera pas admissible parce que cela s'est fait avant la nouvelle loi, on en a un exemple frappant avec l'émission d'actions à l'heure actuelle de la Banque d'épargne.

Une Voix: Cela ne s'applique pas.

M. Parizeau: Non, cela ne s'applique pas, mais quand on dit: Il n'y aura pas d'émission, il y en aura peu, ou ce ne sera pas intéressant, supposez que la Banque d'épargne ait fait son émission dans un mois d'ici, tout le monde se précipiterait dessus. Sur le plan fiscal, c'est très intéressant.

M. Scowen: Je vous ai simplement demandé, s'il y en avait beaucoup. Vous avez dit que vous n'avez pas fait le calcul parce que c'est académique. Je vous dis que si vous le faites — et je pense que ce n'est pas académique — vous verrez qu'il n'y en a pas beaucoup. Je veux vous demander aussi si c'est une affaire qui entrera en conflit avec le programme des SODEQ.

M. Parizeau: Non. C'est complémentaire. Evidemment, dans le cas des SODEQ...

M. Scowen: Si tu fais partie d'une SODEQ, une SODEQ est-elle une nouvelle action ordinaire admissible?

M. Parizeau: Oui.

M. Scowen: Je suggère très respectueusement que cela pourrait être intéressant pour tout

le monde de regarder un peu en arrière pour vous permettre de répondre à la première question que je vous avais posée: Quelle sera la popularité et, ensuite, le coût? Vous avez dit que vous n'avez pas fait des estimations pour l'avenir. Vous n'avez pas jeté de regards en arrière pour connaître l'expérience basée sur l'année antérieure. Je pense que c'est un exercice qui en vaut la peine.

M. Parizeau: Mme la Présidente, je m'excuse, mais je suis obligé d'invoquer le... Je pense qu'en commission plénière, comme cela, on ne peut pas invoquer une question de privilège...

La Présidente (Mme Cuerrier): Non.

M. Parizeau: Si le député me le permet, j'aimerais quand même préciser une chose. Je n'ai pas dit que je n'avais fait aucune estimation. L'estimation de \$65 millions dans les conditions que j'ai déterminées tout à l'heure, je l'ai sortie. Il parlait à son voisin à ce moment-là. Mais enfin! Je disais que compte tenu de l'ensemble des circonstances que j'ai expliquées, cela pouvait aller jusqu'à \$65 millions. Evidemment, j'ai voulu savoir jusqu'où cela pourrait aller. Je dois lui dire raisonnablement qu'au cours des premières années, cela n'ira jamais jusque-là. Cela, c'est clair.

M. Scowen: Une dernière question sur le régime d'épargne-actions. Vous avez dit que la troisième condition, c'est qu'elles doivent être émises par les compagnies dont le siège social, dans la réalité et non pas dans sa coquille légale, ou la principale place d'affaires est située au Québec. Très bien. Je veux demander: Qui va décider si le siège social est ici dans sa réalité ou dans sa coquille légale?
(12 h 30)

Je veux prendre, à titre d'exemple, la Banque de Montréal, qui est en train de déménager légèrement vers Toronto. On a sorti des chiffres; il y a déjà cinq départements. Ils partent un par un. C'est rendu à 1000 personnes, je pense, au mois de novembre. Alors, cela continue. Qui va décider à quel point ceux qui restent ici à Montréal sont un peu comme ceux qui restent à Halifax ou à la Banque de Nouvelle-Ecosse? Je pense que vous accepterez de dire que c'est une coquille légale, la Banque de Nouvelle-Ecosse à Halifax. Qui va décider du moment où ce déplacement est rendu à un niveau où ce n'est plus un siège social à Montréal? Est-ce que c'est une régie? Est-ce que c'est le ministre? Qui va suivre l'évolution des déplacements et décider que le siège social n'est plus ici?

M. Parizeau: La Commission des valeurs mobilières, Mme la Présidente.

M. Scowen: Est-ce que c'est quelque chose qu'elle n'a jamais fait avant, cette espèce de définition de la réalité d'un siège social? C'est quelque chose qui est très important, pour plusieurs raisons. En suivant les sorties de toutes les

compagnies de Québec, c'est intéressant d'avoir quelqu'un qui va regarder ce sujet de près. C'est évident qu'il sera nécessaire de le faire dans ce cas-ci et de nous remettre régulièrement des rapports disant que cette compagnie est déménagée. C'est un service supplémentaire qui sera rendu par cet organisme et qui sera très important.

M. Parizeau: Encore une fois, la Commission des valeurs mobilières examine, à l'occasion de l'émission d'un prospectus, la situation et indique sur le prospectus si cette émission est admissible ou pas. Donc, le public sera tout à fait protégé, en ce sens qu'il saura, dès la sortie du prospectus, que c'est admissible ou que cela n'est pas admissible. En pratique, ce que nous cherchons à éliminer pour le moment, ce n'est pas vraiment ce que le député indiquait tout à l'heure. Ce sont ces sièges sociaux "case postale"; n'est-ce pas? Vous vous souviendrez, Mme la Présidente, qu'il y a quelque temps on nous annonçait, toujours dans le flux de ces nouvelles agréables que l'on veut apporter au sujet du Québec, que 91 sièges sociaux avaient quitté le Québec pendant je ne sais pas exactement quelle période. Un journaliste, avec un peu d'initiative, avait pris le bottin du téléphone pour vérifier et avait constaté que sur 91 sièges sociaux qui avaient quitté le Québec, disait-on, 79 n'avaient même pas le téléphone et étaient, en fait, des boîtes postales. Ce sont des trucs comme cela que l'on veut éliminer par les dispositions auxquelles le député faisait allusion.

M. Scowen: M. le ministre, une dernière question à ce sujet parce que votre dernier commentaire n'était pas du tout cela; ce n'était pas du tout dans mes intentions. Je ne parle pas des coquilles légales. Je veux vous citer deux exemples à titre d'information. Prenons donc l'exemple de la Banque de Montréal et de la Banque de Nouvelle-Ecosse. C'est clair que la Banque de Montréal est légèrement en train de partir, mais, d'après vous, est-ce que la Banque de Montréal est encore ici?

M. Parizeau: Oui.

M. Scowen: Oui.

M. Parizeau: Evidemment.

M. Scowen: D'accord. La Banque de Nouvelle-Ecosse, c'est une compagnie dont le siège social est probablement, à toutes fins utiles, à Toronto aujourd'hui.

M. Parizeau: C'est-à-dire que, légalement, il est à Halifax, mais...

M. Scowen: Oui. Ou l'un ou l'autre.

M. Parizeau: ... la principale place d'affaires est à Toronto.

M. Scowen: Parfait. C'est une banque qui agit un peu, d'après moi, dans le sens contraire de la Banque de Montréal. Elle fait des efforts sérieux pour se développer au Québec. Elle a accru l'emploi au Québec. Elle essaie vraiment de s'intégrer dans le milieu québécois. Le chef du Québec — vous le connaissez aussi bien que moi — est une personne qui a vraiment francisé cet organisme. Faisant face à la réalité au Québec, vous avez une banque qui est en train de fuir le Québec et vous en avez une autre qui, faisant face à la réalité du Québec, fait un grand effort pour s'intégrer, agrandir et créer de l'emploi et des services ici. D'après ces règles, si je comprends bien, c'est la première, celle qui part qui ne bénéficiera pas de cette situation et c'est la deuxième, qui fait des efforts, qui ne sera pas admissible. C'est une petite contradiction de baser l'admissibilité...

M. Parizeau: Mme la Présidente, que des sociétés soient très agressives au Québec sur le plan de leur marketing, sur le plan de leurs affaires, alors qu'elles ont leur principale place d'affaires ailleurs ou leur siège social ailleurs, c'est très bien, c'est très respectable. C'est même parfois très utile. C'est même souvent très utile. Cela relève des règles de la concurrence et la concurrence est une excellente chose.

Mais qu'un gouvernement décide de favoriser, sur le plan fiscal, des entreprises qui ont leur siège social ou leur principale place d'affaires au Québec, cela aussi est parfaitement normal. La concurrence n'a pas à se faire uniquement contre les entreprises de l'extérieur ou entre des entreprises de l'intérieur. Qu'un gouvernement marque, sur le plan fiscal, une distinction entre deux types d'entreprises, celles qui ont leur principale place d'affaires au Québec et les autres, il n'y a rien là-dedans de particulièrement choquant.

M. Scowen: Une dernière question: Est-ce qu'on peut attendre de la Commission des valeurs mobilières une définition dont elle va se servir pour décider si le siège social ou la principale place d'affaires est située... Est-ce qu'on peut attendre une définition dont tout le monde pourra tenir compte? C'est quelque chose qui pourrait être très utile.

M. Parizeau: Elle va s'inspirer, à cet égard, des définitions qui sont utilisées au ministère de l'Industrie et du Commerce pour la politique d'achat. Il y a une espèce — j'allais dire de jurisprudence interne, j'exagère en parlant de jurisprudence, enfin — de critères internes qui ont été utilisés depuis déjà deux ans par le ministère de l'Industrie et du Commerce, qui vont servir d'inspiration à la Commission des valeurs mobilières à ce sujet.

M. Grégoire: Mme la Présidente, j'aurais une question.

La Présidente (Mme Cuerrier): Vous avez déjà posé plusieurs questions, nous sommes pressés par le temps. Il y a deux autres intervenants.

M. Grégoire: J'aurais une question supplémentaire.

M. Scowen: J'ai terminé, je vous remercie.

M. Grégoire: Une question supplémentaire sur le même sujet.

M. Bellemare: La présidente me l'a refusée à moi.

La Présidente (Mme Cuerrier): Alors, si nous avons le temps...

M. Grégoire: Je sais que cela revient au député de Saint-Hyacinthe, mais si on me permet une question supplémentaire...

M. Bellemare: Mettez-le à la queue des autres.

M. Grégoire: Ce sera revenir sur le sujet.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Frontenac...

M. Bellemare: Ce n'est pas vous qui êtes ministre.

M. Grégoire: Non, non, mais je voudrais poser une question.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Frontenac, je me...

M. Grégoire: Une question supplémentaire.

La Présidente (Mme Cuerrier): Nous revenons à votre question supplémentaire si nous en avons le temps.

M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Cordeau: Merci, Mme la Présidente. M. le ministre, j'aimerais parler du programme 4 des Finances: Fonds de suppléance, programme qui vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux, à l'élément 1. Pourriez-vous nous faire connaître les données qui vous ont guidé pour en arriver au montant qui est indiqué, \$80 millions, comparativement à \$15 millions l'an passé, soit une augmentation de \$65 millions?

M. Parizeau: Sur les \$80 millions, il y a \$60 millions pour la taxe de vente qui sera payée maintenant par toutes les institutions publiques; il reste une vingtaine de millions, c'est-à-dire \$5 millions de plus que les \$15 millions qu'on met habituellement au fonds de suppléance. Le vrai fonds de suppléance, qui est le moyen de faire face à des urgences ou à des dépassements jusqu'à ce qu'il y ait un budget supplémentaire qui soit présenté en Chambre, normalement, il était jusqu'à maintenant de \$15 millions. Je le monte à \$20 millions parce qu'avec la masse d'argent qui passe par les crédits, cela me paraît un petit peu plus raisonnable. Donc, si vous voulez, le fonds de suppléance

proprement dit, celui dont on se sert — j'allais dire tous les jours — c'est \$20 millions, et \$60 millions pour le paiement de la taxe de vente par les réseaux.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Brièvement, Mme la Présidente. M. le ministre, hier dans votre discours, à la fin d'un chapitre, vous avez terminé en disant: "Le gouvernement du Québec devra donc emprunter \$600 millions sur les marchés privés, compte non tenu de l'acquisition de la Société Asbestos. — On ne sait pas comment cela va coûter et on ne l'a pas comptabilisé — Un tel niveau d'emprunts auprès du secteur privé ne présente aucune difficulté particulière." C'est ce qui vous a valu des applaudissements de la part de vos collègues, assis en face de nous. Est-ce que c'est possible de savoir où et quand vous allez emprunter cela? Pour que vous fassiez une telle affirmation, j'imagine que c'est tout à fait facile, vous savez déjà où aller chercher cet argent dans le secteur privé et quand.

M. Parizeau: Jamais! Jamais, grands dieux! S'il y a une chose qu'on ne détermine pas à l'avance, c'est où et quand. Parce que non seulement les conditions du marché changent mais il y a une concurrence de tous les diables sur ces marchés entre les institutions financières. Il ne faut surtout jamais se couler les pieds dans le béton. Une des raisons pour lesquelles justement on a pu emprunter depuis deux ans et demi, non seulement sans histoire mais en réduisant graduellement les écarts de taux de rendement entre le Québec et l'Ontario, une des raisons pour lesquelles, à toutes fins utiles, le crédit du Québec, à l'heure actuelle, ne pose pas de problème, c'est qu'on a joué la concurrence constamment. Encore récemment, j'ai vu, sur les mêmes dollars US offerts par quatre groupes, des conditions tout à fait différentes quant au taux de rendement aux échéances, etc.
(12 h 40)

S'il y a une chose où il ne faut pas se braquer, c'est justement au départ là-dedans. Il faut rester ouvert, il faut être disposé à regarder n'importe quand, n'importe quelle condition qui vient de n'importe où, et choisir.

M. Bellemare: A court terme...

M. Parizeau: Non. Je parle de propositions qui sont faites parfois pour de l'argent à 15 ans, à 20 ans d'échéance et où les prix ne sont pas du tout les mêmes, surtout maintenant que les marchés se sont internationalisés comme ils l'ont fait. Autrefois, en somme, on avait le choix entre Montréal et New York. Mais maintenant, ce n'est pas cela. Vous avez même du dollar canadien ou du dollar américain qui peut être offert en provenance d'Allemagne, en provenance du Japon, en provenance de Suisse, en provenance de pays arabes.

Je ne parle pas de devises exotiques, comme les yen ou des choses comme cela, mais du dollar US, du dollar canadien qui est offert par des groupes étrangers. Il faut écouter, ouvrir les oreilles et comparer avec ce qu'on peut obtenir ailleurs. Il ne faut jamais se geler d'avance sur un programme d'emprunt.

M. Goulet: Madame, sur la même question. On prévoit un déficit de quelque \$1 400 000 000 pour le prochain exercice financier et on ne tient pas compte de l'acquisition de l'Asbestos Corporation. Cela peut aller jusqu'où, ce déficit, une fois qu'Asbestos Corporation sera achetée, si éventuellement vous avez la permission?

M. Parizeau: Si vous me parlez du déficit, cela n'entre pas dans le déficit.

M. Goulet: Il va être comptabilisé où?

M. Parizeau: Le déficit, c'est la différence entre les revenus et les dépenses. Ce n'est pas une dépense, cela, l'acquisition.

M. Goulet: \$1 500 000 000 de déficit. On ne tient pas compte de l'Asbestos. Si on l'achète au cours de l'année 1979, on va arriver à la fin de l'année avec combien?

M. Parizeau: Entendons-nous, le déficit à \$1 450 000 000 c'est la différence entre revenus et dépenses. L'achat d'Asbestos n'intervient pas là-dedans. Là où l'achat d'Asbestos va intervenir, c'est dans les opérations non budgétaires: placements, prêts et avances. De quel montant? Vous savez qu'il y a pas loin de trois millions d'actions en circulation. Si j'annonce un montant aujourd'hui, j'annonce le prix que je suis prêt à payer. Voyons!

M. Goulet: Ce que je veux savoir, ce que je veux que le ministre nous dise simplement, c'est que dans le \$1 500 000 000 de déficit, quand on va avoir acheté l'Asbestos Corporation, si vous l'achetez, le déficit va être encore plus grand. C'est cela.

M. Parizeau: Non.

M. Goulet: Voyons donc! Vous allez l'acheter avec quel argent? Où est-ce que vous l'avez comptabilisé? Vous n'avez pas donné le montant. Les besoins d'emprunt seront plus grands.

M. Parizeau: Les besoins financiers. Evidemment, puisque je l'ai juste affirmé deux fois dans le discours du budget; je ne l'ai pas exactement caché.

La Présidente (Mme Cuerrier): Il y avait le député de Frontenac.

M. Parizeau: Un instant, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Cuerrier): Pardon, M. le ministre.

M. Parizeau: J'ai dit: "Le gouvernement du Québec devra donc emprunter \$600 millions sur les marchés privés compte non tenu de l'acquisition de la société Asbestos." Cela ne peut pas être plus clair.

M. Goulet: C'est parce que le ministre dit: Ce n'est pas un déficit; c'est un besoin d'emprunt. Quand on n'a pas de déficit, on n'a pas besoin d'emprunter, normalement. Vrai ou pas vrai? Ne compliquez pas trop les choses. Oui ou non?

M. Parizeau: Non. Mme la Présidente, le déficit est constitué de dépenses et de revenus. Les opérations d'achat d'actions, de prêt, de placement sont des valeurs d'actif qui sont financées par les opérations non budgétaires. Je comprends que cela présente un certain degré de complication, mais il arrive qu'à tout vouloir simplifier on fausse. Un déficit budgétaire ne comprend pas l'argent que le gouvernement met à l'achat d'actions. Cela n'a jamais été le cas dans notre comptabilité et j'espère que ce ne sera jamais le cas parce que, le jour où on mêlera tout cela, finalement, les budgets deviendront incompréhensibles. C'est une valeur d'actif. Comme n'importe quel commerçant le sait, on ne confond pas l'actif, le passif et les pertes et profits. Il y a un état de l'actif, il y a un état des pertes et profits.

Dans la comptabilité gouvernementale, c'est un peu différent: on a des dépenses budgétaires et des revenus budgétaires. La différence a fait le déficit et à cela on ajoute les opérations non budgétaires et on obtient les besoins financiers nets. On ajoute à cela les besoins d'emprunt et cela donne les besoins financiers bruts. La comptabilité est faite comme cela.

M. Goulet: Avec des résultats et des déficits de \$1,5 milliard pour la prochaine année.

M. Parizeau: Mme la Présidente, puisqu'on revient là-dessus, il n'y a pas de raison que je ne commente pas. En effet, le déficit budgétaire va être de \$1 450 000 000. Là-dessus...

Une Voix: Cela ne répond pas à la question.

M. Parizeau: Cela ne répond pas à la question sur l'observation, c'est dans le discours du budget, page 43. J'imagine qu'on n'a pas besoin de poser de questions en disant: M. le ministre, est-ce que le chiffre de \$1 450 000 000 que vous mentionnez à la page 43 est exact? Oui, il est exact, parce que si je pensais qu'il n'était pas exact, je ne l'aurais pas mis là.

M. Goulet: Les 5000 ne l'étaient pas. Vous avez mis 5000 logements tantôt, puis...

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député.

M. Parizeau: Ce déficit...

M. Goulet: Vous avez mis 5000 logements tantôt, il ne l'était pas.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député.

M. Goulet: Vous n'aviez pas l'air sûr, alors quand on est rendu dans les milliards, cela vaut la peine de poser des questions.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député.

M. Goulet: Sur 5000 logements vous vous êtes trompé de 40%, tout à l'heure.

La Présidente (Mme Cuerrier): M. le député, s'il vous plaît, tantôt quand vous avez posé votre question, on ne vous a pas interrompu, voulez-vous, s'il vous plaît...

M. Parizeau: Le déficit de \$1 450 000 000 auquel le député fait allusion est composé de deux choses tout à fait différentes. D'une part, les contributions d'employeurs, pour la première fois, au vieux fonds de retraite des enseignants et des fonctionnaires, c'est la première fois que cela se fait. Cela va nous permettre de supprimer — de supprimer j'exagère — d'amortir graduellement le déficit actuariel énorme de ces fonds de retraite. C'est de la plus pure prudence. N'importe qui, à mon sens, qui attaque un gouvernement, qui place quelques centaines de millions dans l'amortissement de ces fonds de pension, devrait faire bien attention. Il ne peut tout de même pas se retourner en disant: Non, le gouvernement a tort de faire cela; pour réduire son déficit il serait peut-être mieux de ne pas y toucher. Deuxièmement, je pourrais aussi décider que, dans le secteur public, on ne paiera pas la taxe de vente, les sociétés d'Etat ne paieront pas la taxe de vente. Qui c'est le premier qui m'a demandé que les sociétés d'Etat paient la taxe de vente? Qui? Le chef de l'Union Nationale.

M. Goulet: En juin 1977.

M. Parizeau: On ne va tout de même pas me reprocher maintenant d'avoir placé dans les crédits...

M. Goulet: En juin 1977.

M. Parizeau: ... les dépenses nécessaires pour que la taxe de vente soit payée par tout le secteur public. Mais la taxe de vente payée par le secteur public qui s'ajoute aux dépenses revient dans les revenus. Si on tient compte de cela, le déficit de \$1 450 000 000, pour presque \$400 millions, il est constitué d'opérations de pure prudence. Les besoins financiers nets qui sont finalement ce dont le gouvernement a besoin pour équilibrer ses comptes à l'exclusion des emprunts qu'il a à rembourser, ces besoins financiers nets du gou-

vernement sont de \$985 millions, c'est-à-dire le plus bas niveau depuis trois ans.

Si on pense un instant que je vais m'excuser d'avoir un gros déficit budgétaire parce qu'enfin le gouvernement commence à amortir le déficit actuariel de ses fonds de pension, on se trompe.

M. Lavoie: L'année dernière, vous aviez quand même prévu un certain déficit qui, une fois la comptabilité de l'année financière effectuée, a été majoré de quelques centaines de millions. Cela veut dire qu'il est fort possible que votre \$1 450 000 000 de déficit que vous prévoyez actuellement atteigne \$2 milliards, uniquement avec l'expérience de l'année passée.

M. Parizeau: Pourquoi pas \$5 milliards?

M. Lavoie: Non, non.

M. Parizeau: Pourquoi pas \$5 milliards?

M. Lavoie: La même augmentation qu'on a eue cette année. C'est assez réaliste.

M. Parizeau: Non, il n'y a pas de raison que ce soit la même augmentation que l'année dernière puisque, pour 1978/79, l'essentiel de l'augmentation du déficit, en majeure partie, est venu du fait que le gouvernement fédéral n'a pas remboursé le gouvernement de Québec à l'occasion de la taxe de vente, mais a distribué les \$85. Est-ce qu'on voit, à l'heure actuelle, une autre raison pour laquelle cela se présenterait de la même façon?

M. Lavoie: Est-ce qu'il n'y a pas une autre raison? Ce que vous aviez prévu, au point de vue des rentrées d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les corporations, ne s'est pas réalisé à cause du manque de confiance et du manque d'investissements, à cause de l'exode des Québécois actuellement. Est-ce exact que vous n'avez pas les rentrées fiscales au titre de l'impôt sur le revenu — j'ai les chiffres ici — et de l'impôt sur les corporations? Est-ce exact?

M. Parizeau: Non. Il y a eu une réduction des prévisions d'impôt sur le revenu des particuliers non pas en raison...

M. Lavoie: \$140 millions de moins que prévu.

M. Parizeau: Quand le député de Laval aura terminé son intervention, pourra-t-il me permettre de faire la mienne?

La Présidente (Mme Guerrier): M. le ministre. (12 h 50)

M. Parizeau: Il y a eu une réduction des projections d'impôt sur le revenu des particuliers, surtout parce que la progression des salaires a été inférieure à ce qui était prévu. Pour ce qui a trait aux prévisions d'impôt sur les corporations, nous allons finir l'année à peu près juste sur le montant

qu'on avait prévu; peut-être un peu plus, mais j'en doute. Quant aux projections de taxe de vente au détail, elles sont en hausse par rapport aux prévisions. Le résultat est que, pour nos revenus autonomes, la prévision totale de tous les revenus autonomes du gouvernement de Québec est en baisse de \$74 millions, c'est-à-dire .08 de 1% de tous nos revenus. .08 de 1%.

M. Lavoie: Comment pouvez-vous donner ces chiffres? L'année n'est pas terminée encore, il reste encore deux ou trois jours.

La Présidente (Mme Guerrier): Je devrais vous faire remarquer...

M. Parizeau: En effet.

M. Lavoie: Ce sont encore vos prévisions osées.

M. Parizeau: Chaque année, depuis que je suis les chiffres au Québec, il y a toujours une comptabilité de ces choses qui s'appelle onze mois plus un mois probable — c'est cela? — et qu'on sort à la fin du mois. Effectivement, les trois ou quatre derniers jours peuvent changer marginalement les chiffres. Tout le monde le sait et on l'a toujours su.

M. Cordeau: Sur le même sujet, question additionnelle.

La Présidente (Mme Guerrier): Je dois vous faire remarquer que cette commission a un ordre de l'Assemblée pour que le vote soit pris avant 13 heures aujourd'hui. J'accorde une intervention à M. le député de Frontenac. Si nous avons quelques secondes avant 12 h 55, je le ferai, M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Grégoire: Cela va prendre deux minutes, Mme la Présidente. Sur le nouveau programme de cette année, l'épargne-actions a été mentionnée tout à l'heure par l'Opposition. Je peux dire au ministre des Finances que ce projet, ce programme a soulevé énormément d'intérêt. Il aura beaucoup de succès, il est très bien vu de tous ceux à qui j'ai parlé ce matin, de ceux que j'ai rencontrés.

Maintenant, il va évidemment y avoir des points à éclaircir et je voulais poser une question au ministre des Finances en rapport avec celle qui a été posée tout à l'heure. Une compagnie dont le siège social est installé au Québec, mais dont le détenteur majoritaire d'actions ou le détenteur en presque totalité des actions est une compagnie installée à l'extérieur du Québec, est-ce qu'elle sera considérée, parce qu'elle a sa principale place d'affaires au Québec, comme pouvant émettre des actions dans le cadre du nouveau programme? Si on veut prendre un exemple...

M. Parizeau: Oui. Ma réponse est oui. C'est le caractère de la compagnie et non pas le fait que

l'actionnaire se trouve ailleurs. C'est le fait que la principale place d'affaires, réelle, soit ici. C'est cela qui est important.

La Présidente (Mme Guerrier): M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Cordeau: M. le ministre, dans les prévisions que vous avez mentionnées tantôt, soit des rentrées de revenus des corporations ou de l'impôt sur le revenu, vous avez mentionné que cela arrivait comme vous l'aviez prévu à peu près. Avez-vous incorporé dans ces revenus l'argent que vous êtes allé chercher chez ceux dont les paiements d'impôt étaient en retard?

M. Parizeau: Cela n'entre pas dans les revenus. Cela entre dans les comptes non budgétaires. Je vous reporterai, ici, au tableau du début...

La Présidente (Mme Guerrier): Le budget provisoire...

M. Parizeau: Un instant! Juste une minute. Je vous ramène ici au tableau de la page 9. Dans les revenus, je ne peux pas mettre les paiements en retard parce que ces paiements en retard ont été cotisés. Ils avaient été placés dans les revenus de 73, de 74 ou de 75. C'est là qu'ils apparaissent comme revenu. Mais c'était des comptes à recevoir. On ne les avait jamais perçus. En allant les percevoir, on augmente l'encaisse et cela ne paraît pas dans les revenus, cela a déjà été compté, il y a quelques années, dans les revenus. Cela apparaît dans "autres comptes", aux opérations non budgétaires.

M. Lavoie: Le ministre s'était engagé à donner une réponse sur les 8%!

M. Parizeau: Les tarifs d'électricité? Je n'ai pas encore la réponse, Mme la Présidente. Je la ferai communiquer au député de Mont-Royal dès que je l'aurai.

M. Lavoie: Y a-t-il des chances qu'une instance du Parti québécois, dans la région de Québec, puisse gagner son point pour que la taxe de vente de 8% puisse enfin disparaître sur la vente de l'électricité?

M. Parizeau: Mme la Présidente, nous avons commencé par les vêtements, par les chaussures, par le textile. Dans la mesure où les partis de l'Opposition me donnent un coup de main pour me permettre de continuer à contrôler les dépenses et que nous avons l'argent pour continuer à baisser les impôts, je suis ouvert à toute espèce de proposition.

La Présidente (Mme Guerrier): Le budget provisoire est-il adopté?

M. Levesque (Bonaventure): Vous l'avez fait dans votre programme. Ce n'est pas une proposition du Parti libéral.

M. Goulet: Quand c'était avec à Ottawa, on vous a aidé.

La Présidente (Mme Guerrier): Le budget provisoire est-il adopté?

Des Voix: Adopté.

M. Goulet: Sur division.

La Présidente (Mme Guerrier): M. le Président, j'ai l'honneur de vous faire rapport que la commission plénière a étudié le budget provisoire et qu'elle l'a adopté.

Le Président: Est-ce que le rapport sera adopté?

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: Adopté. Maintenant, le ministre des Finances propose la première, la deuxième et la troisième lectures du projet de loi no 15, Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980 et pour d'autres fins du service public. Cette motion de première, deuxième et troisième lectures sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté sur division, M. le Président.

Le Président: Adopté sur division.

Le Secrétaire adjoint: Première, deuxième et troisième lectures de ce projet de loi.

M. Charron: M. le Président, je propose la suspension jusqu'à 15 heures.

Le Président: L'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à 15 heures cet après-midi.

Suspension de la séance à 12 h 57

Reprise de la séance à 15 h 11

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!
Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.
Dépôt de rapports de commissions élues.
M. le député de Beauce-Nord.

Rapports de commissions élues

Audition de mémoires relatifs au projet de loi no 107

M. Ouellette: M. le Président, conformément aux dispositions de notre règlement, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission élue permanente des affaires municipales, qui a siégé

les 7, 8, 9, 14, 15, 21 et 27 mars 1979 aux fins d'entendre les mémoires concernant le projet de loi 107, Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives.

Une Voix: Bravo!

Le Président: Rapport déposé. Merci, M. le député de Beauce-Nord.
M. le député de Beauharnois.

Audition de mémoires relatifs au projet de loi no 126

M. Lavigne: M. le Président, conformément aux dispositions de notre règlement, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre, qui a siégé au cours du mois de mars 1979 pour étudier le projet de loi 126, Loi sur les normes de travail, et entendre les personnes qui ont été convoquées.

Le Président: Rapport déposé.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
M. le leader parlementaire du gouvernement.
M. le leader parlementaire du gouvernement, nous en sommes au dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Rapports du greffier en loi sur des projets de loi privés

Projet de loi no 275

M. Charron: M. le Président, je voudrais informer les membres de l'Assemblée du rapport du greffier en loi sur le projet de loi privé que nous avons l'intention de déposer dans quelques instants. Je lis et je communique aux membres de l'Assemblée la communication du greffier. "J'ai examiné, suivant les règles de pratique, le projet de loi 275 concernant Ville d'Anjou. Le projet est conforme à l'avis et l'avis est suffisant en nombre. Tous les avis ont été publiés après le dépôt du projet de loi au secrétariat des commissions. Il me semble donc, M. le Président, qu'il n'y a aucune dérogation à demander".

Le Président: Rapport déposé.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
Présentation de projets de loi au nom des députés.
M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: L'article c), M. le Président.

Première lecture

Le Président: M. le député de Bourassa propose la première lecture du projet de loi privé no 275,

Loi concernant la ville d'Anjou. Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

M. Laplante: Discours.

Le Président: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance.

Période des questions orales.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. le leader du gouvernement, puis-je vous suggérer de déferer le projet de loi de la ville d'Anjou en commission...

Renvoi à la commission des affaires municipales

M. Charron: A la commission des affaires municipales, M. le Président, si c'est accepté.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Une Voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Nous revenons à vous, M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Surveillance policière des citoyens

M. Lalonde: M. le Président, ma question devait s'adresser au ministre de la Justice mais vu son absence je vais l'adresser au premier ministre. Le Toronto Star de ce matin cite un article sous la signature de Robert McKenzie, ainsi: "Québec has police spy on Mounties." En français, traduction libre, on pourrait dire que Québec fait de l'espionnage policier de la GRC. M. le Président, cet article est fondé sur des déclarations du premier ministre apparemment. Est-ce que le premier ministre peut nous confirmer ou infirmer cette nouvelle?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je regrette, je ne peux pas, pour la bonne et simple raison que je n'ai pas pris connaissance de l'article du Toronto Star. Je vais le faire le plus vite possible, peut-être avant la fin de la période des questions. S'il y a quelque chose qui semble pertinent, je pourrai peut-être répondre à retardement. Je n'ai pas l'article.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, le premier ministre se souvient peut-être d'une conférence de presse qu'il a donnée à Europe 1 le dimanche 11 février 1979. La transcription rapporte ceci dans le texte, une réponse du premier ministre à une question: "Toutefois, cela n'empêche pas que la Sûreté du Québec accomplit son travail de renseignement — je cite le premier ministre — ce travail n'est pas axé sur la politique mais il permet tout de même de savoir ce qui se passe et de suivre à la trace certains des agissements de la police fédérale." Un peu plus loin, il dit: "On peut suivre ce genre de pratique parce qu'après tout le gouvernement du Québec, c'est nous." Est-ce que le premier ministre ne voit pas, dans sa déclaration, qu'il est clair qu'en plus d'infiltrer les syndicats, de soumettre à la surveillance policière les étudiants et les citoyens ordinaires qui expriment leur désaccord avec le gouvernement celui-ci a mis sur pied un système d'espionnage de la GRC par la Sûreté?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je vais commencer par dire une chose très simple, c'est que le ministre de la Justice, d'ici bientôt — je ne peux pas fixer de jour, ni cette semaine, ni la semaine prochaine nécessairement, en tout cas sûrement d'ici l'ajournement de Pâques — aura probablement des choses les plus précises possible à dire sur cet ensemble de questions qui se posent à propos du travail de la Sûreté du Québec et de ses responsabilités dans le domaine du renseignement.

Ce sera peut-être pour la première fois depuis bien des années, parce que Dieu sait que certains agissements qui avaient été cautionnés par le gouvernement précédent n'inspiraient confiance à personne, et cela de façon justifiable. On n'a pas envie de tomber dans les mêmes ornières, ni de près, ni de loin. Il est entendu que le ministre de la Justice aura des choses, les plus précises possible, à dire, mais cela passera d'abord par une discussion au Conseil des ministres, discussion qui a déjà été amorcée, de façon à ce qu'on puisse voir clair dans tout cela. Entre-temps, je suis obligé de prendre pour information la question du député de Marguerite-Bourgeoys. Je vais vérifier le contexte aussi, parce que c'est bien facile de prendre une phrase et de ne pas avoir le contexte général.

Je vais vérifier le contexte de cette émission et cela fera partie de cet ensemble d'éclaircissements essentiels dont, je crois, l'Assemblée nationale, aussi bien que la population, pourrait faire son profit aussitôt que ce sera prêt.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Dernière question, M. le Président. Devant la nouvelle que le premier ministre vient de nous donner à savoir que les révélations des dernières semaines ont trouvé leur écho au

Conseil des ministres, est-ce que le premier ministre peut nous assurer qu'une enquête indépendante n'est pas éliminée, n'est pas mise de côté d'avance? Devant les révélations que nous avons eues, on a besoin de plus qu'une déclaration ministérielle. Cette demande d'enquête a été faite par divers milieux, y compris les syndicats, la Ligue des droits de la personne et d'autres groupes...

M. Lévesque (Taillon): ... des droits de l'homme.

M. Lalonde: Je m'excuse, mais elle a changé son nom

M. Lévesque (Taillon): Elle a changé de nom.

M. Lalonde: ... tout récemment pour déséxiser son titre. La Ligue, donc, des droits de la personne, autrefois la Ligue des droits de l'homme ainsi que les syndicats ont fait des demandes. Ce sont des organismes très responsables, le premier ministre en conviendra. Est-ce qu'il peut nous assurer que n'est pas éliminée d'avance la possibilité d'enquête?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je dois d'abord souligner très rapidement que je n'accepte absolument pas toutes les prémisses astucieuses, mais extraordinairement fragiles du député de Marguerite-Bourgeoys qui, comme on le fait souvent, se sert de ses préambules pour porter des jugements. Par exemple, l'espionnage des citoyens, etc. Il ne faut pas charrier. Quand le ministre de la Justice aura mis au point, selon la forme qui lui paraîtra la plus indiquée et d'accord avec ses collègues — je ne pense pas que ce soit au député de Marguerite-Bourgeoys de la dicter — la façon dont ce sera fait, à ce moment, on verra si cela clarifie suffisamment la situation. Si, à un moment donné, quelque chose comme une enquête devenait à notre avis requis, ce sera fait. (15 h 20)

Une chose certaine, c'est qu'on ne prendra pas d'engagement ici ni sur la façon dont le ministre de la Justice, éventuellement, quand le moment paraîtra approprié, fera les éclaircissements nécessaires, ni sur les choses qui potentiellement pourraient s'enchaîner. Entre-temps, je suis obligé de souligner que les préambules du député de Marguerite-Bourgeoys, y compris les histoires d'espionnage des citoyens, etc., c'est vraiment du charriage.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, en additionnelle. Après, je vous reconnaitrai, M. le chef de l'Opposition.

M. Bellemare: Il m'est arrivé, ce matin, M. le Président, un fait inusité qui concerne justement ces séries d'espionnage qu'on dit dans l'air. Ce matin, à 9 h 22, j'ouvre mon récepteur de télépho-

ne et j'entends parler couramment quelqu'un. Je ne dis pas que je suis espionné; c'était peut-être un téléphone qui était un peu changé d'adresse, mais j'entendais un bourdonnement qui me laisse peut-être certains doutes. Je dis qu'à cause des relations que j'ai actuellement dans les élections partielles on peut peut-être vouloir essayer de savoir ce qui se passe dans mon parti. Je n'accuse pas le gouvernement, ni l'Opposition, mais une chose certaine, c'est que je ne suis pas sûr que le député responsable des affaires inter-gouvernementales ne soit pas du coup.

Question de privilège aussi, M. le Président. Je voudrais bien savoir si ma ligne est tapée, oui ou non.

M. Lévesque (Taillon): Est-ce que le député pourrait vérifier d'abord si ce n'est pas une simple défectuosité?

M. Bellemare: Je ne suis pas technicien; je suis "brakeman".

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Lévesque (Bonaventure): M. le Président, une question additionnelle à celle posée par le député de Marguerite-Bourgeoys, suite à la réponse donnée par le premier ministre. Le premier ministre ne trouve-t-il pas un peu troublant le fait qu'il ne puisse pas se souvenir ou qu'il ait besoin de lire les documents et de se retrouver dans le contexte simplement pour dire à cette Chambre si oui ou non il a dit que la Sûreté du Québec espionnait la Gendarmerie royale du Canada? Il n'a pas pu dire cela sans que lui-même sache quelque chose à ce sujet.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je vais quand même prendre avis, comme je l'ai dit, de la question. Je ferai remarquer au député de Bonaventure, sans prendre, moi, un air vertueux et un peu artificiel, que c'est une chose qui est très bien connue que la Gendarmerie royale du Canada a au moins quelque centaines d'agents — là, c'est vrai — qui se promènent un peu partout dans le paysage. A l'occasion, il peut arriver que leurs agissements, arrivant assez près des choses qui concernent le gouvernement du Québec, aient besoin d'être quelque peu surveillés. C'est un fait. Cela dure depuis des années et cela remonte au début des années soixante-dix. On n'a pas besoin de faire de dessin, il y a au moins deux commissions qui ont travaillé là-dessus: une, au niveau du Québec, qui s'appelle la commission Keable, et une, qui a été suscitée peut-être plus comme un écran de fumée que comme une commission d'enquête, qui s'appelle la commission McDonald. Je ne pense pas que ce soit autre chose que le secret de polichinelle.

Pour ce qui est du contexte dans lequel tout cela se passe, moi, je vais attendre, je l'ai dit. Je prends avis, au nom du ministre de la Justice, de

l'ensemble de la question, de nouveau, et je vais attendre qu'on ait eu le temps d'examiner, avec le ministre de la Justice, la façon dont les paramètres doivent être décrits et, au besoin, rajustés sur l'ensemble de ces activités.

Le Président: M. le leader parlementaire...

M. Lévesque (Bonaventure): M. le Président, une question...

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Lévesque (Bonaventure): Juste une précision, M. le Président. Je pense avoir le droit à cette précision de la part du premier ministre. Je demande au premier ministre, tout en l'assurant que mes intentions sont très défendables, parce que je n'ai aucunement l'intention de porter un jugement sur les agissements de la Gendarmerie royale du Canada — nous sommes ici pour juger l'administration que nous avons en face de nous — je demande au premier ministre si, lorsqu'il a déclaré que la Sûreté du Québec enquêtait, suivait les agissements de la Gendarmerie royale, espionnait la Gendarmerie royale, il avait à l'esprit des cas précis, et s'il ne pourrait pas être plus explicite. C'est tout.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Non, M. le Président.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

Investissements dans l'industrie de la construction

M. Lavoie: Ma question s'adresse au ministre d'Etat au développement économique. Le 19 janvier dernier, le ministre d'Etat au développement économique annonçait que le gouvernement québécois investira \$3 milliards au cours des deux prochaines années pour relancer l'industrie de la construction. C'est ce qu'a annoncé hier le ministre d'Etat au développement économique, M. Bernard Landry, alors qu'il s'adressait aux membres de l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec. Un peu plus loin il est dit: "Or, devant la situation de crise prévalant actuellement dans l'industrie de la construction, les autorités gouvernementales viennent de décider d'investir, au cours des deux prochaines années, 1979 et 1980, ce qui, normalement, aurait été investi sur une période de trois ans."

\$1 milliard par année, trois ans, \$3 milliards, mais pour corriger ce marasme dans la construction le gouvernement décide d'injecter cette année \$1 500 000 000 dans la construction. Nous avons pris connaissance hier soir du discours du budget et des crédits et, après une étude sommaire de ces crédits, nous voyons certaines dépenses en capitalisation dans le domaine de la construction, la voirie, \$450 millions...

M. Bellemare: A l'ordre, à l'ordre! Question!

M. Lavoie: ... Travaux publics, \$50 millions environ. Habitation, \$40 millions, etc., et j'arrive à un total d'environ \$675 millions pour l'année courante. Tout en considérant le mât olympique à \$100 millions, dont un tiers cette année, le centre des congrès, \$60 millions, j'ai mis 50% même cette année, est-ce que le ministre d'Etat au développement économique pourrait compléter les 50% qui manquent? J'arrive à \$675 millions, sur \$1 500 000 000. Pourrait-il compléter les \$800 millions qui manquent dans les investissements du gouvernement dans le domaine de la construction, suite au discours sur le budget d'hier soir?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Bellemare: C'est dans le budget!

M. Landry: Volontiers, M. le Président. Je suggère au député de Laval d'y aller par une question écrite à laquelle nous répondrons avec tous les détails et tous les chiffres, suivant notre règlement. Mais, en matière de réponse à une période de questions orales, j'ai déjà répondu il y a un certain nombre de mois, peut-être exactement à la même question avec la citation du même article de journal. Le gouvernement du Québec, généralement, en immobilisation, incluant les constructions, l'ameublement et l'équipement, dépensait en équipements publics, grosso modo, \$1 milliard par année, ce qu'il prévoyait. Nous nous sommes rendu compte en nous basant sur l'expérience de plusieurs années antérieures, y compris 1977/78, qu'il arrivait que certains ministères ne dépensaient pas ce qu'ils auraient pu dépenser à cause de la lenteur du processus administratif, qui souvent n'était pas du tout causée par le gouvernement mais bien par ses rapports avec les réseaux, commissions scolaires, par exemple. Il fait approuver par les divers niveaux décisionnels, ministère de l'Education, Conseil du trésor, son plan d'équipement, mais ne le réalise pas.

Pour une raison ou pour une autre on a de la difficulté à acheter ces terrains. Comme je l'ai annoncé il y a plusieurs mois et comme le ministre des Finances l'a repris, hier soir, dans son discours, l'objectif du gouvernement, en accélérant les diverses procédures de ses dépenses directes, mais également de ses rapports avec les réseaux de construction de CEGEP, de centres d'accueil, vise à dépenser en deux ans — et le dépenser effectivement — ce qu'il dépensait autrefois en trois ans. C'est une mesure d'accélération pour des raisons de conjoncture. Le député de Laval a raison de souligner que la conjoncture dans la construction, pour des raisons dans lesquelles on n'entrera pas — on a déjà eu un débat spécial là-dessus...

Une Voix: De bonnes raisons?

M. Landry: Je l'espère vivement parce que la

dernière fois, on avait prouvé dans ce débat que c'était par votre imprévoyance qu'il y avait eu un effondrement de l'investissement gouvernemental après les Olympiques.

(15 h 30)

Une Voix: Justement!

M. Landry: Des débats comme cela, j'espère, je souhaite que le député de Laval en demandera et nous serons toujours heureux de les faire. Je lui réitère ma suggestion, pour avoir le détail des projets — je les lui donnerais volontiers d'ailleurs — d'y aller par la procédure écrite. Je ne vais pas me mettre à énumérer ici 50 projets de construction qu'on travaille à accélérer.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Je pense bien que le ministre d'Etat au développement économique acceptera ma proposition qu'on va essayer de couper un peu les coins. Au lieu d'avoir une question écrite, à laquelle vous aurez la délicatesse de me répondre au mois de décembre, est-ce que le ministre d'Etat est prêt, autant pour la population que pour tous les gens concernés, surtout les travailleurs dans le domaine de la construction, de produire d'ici une quinzaine de jours la liste des projets d'investissements dans le domaine de la construction totalisant \$1500 000 000 qu'il entend réaliser cette année? En passant, vous pourriez ajouter quand vous allez demander les soumissions pour le mât olympique, le centre des congrès, etc., parce que pour que ce soit dépensé, il faut que les soumissions soient demandées. Pourriez-vous nous fournir la liste des \$1 500 000 000 que le gouvernement entend dépenser cette année?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Avant de parler de la liste au député de Laval, je vais lui dire que pour le mât olympique, il n'a pas besoin de liste. S'il lisait les journaux, il saurait que les soumissions sont déjà demandées. Quant à la liste, sous réserve que nous tenions compte de la période des vacances où l'Assemblée ne siège pas et des délais qu'il me faut honnêtement pour produire un bon état de la situation, il me fait plaisir d'accéder à sa demande.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

Le Président: M. le chef de l'Opposition, une dernière question sur le sujet.

M. Levesque (Bonaventure): Je commence déjà à oublier le titre que je porte, temporairement, jusqu'au 30 avril...

Une Voix: C'est bien!

M. Levesque (Bonaventure): ... alors que ce siège sera occupé par M. Ryan. Je veux assurer le

premier ministre que c'est exactement cela qui va se produire.

M. Lévesque (Taillon): Cela peut être plus long.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Lévesque (Bonaventure): M. le Président, le ministre d'Etat au développement économique qui vient de nous promettre une liste détaillée est-il prêt, à ce moment-ci, à répéter en cette Chambre ce qu'il a dit dans les propos qu'il a tenus et qui ont été évoqués par le député de Laval il y a quelques instants, soit qu'au cours de l'exercice financier commençant le 1er avril 1979 et se terminant le 31 mars 1980 le gouvernement consacrera, dans le domaine de la construction directement, \$1 500 000 000?

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Je suis heureux de redire pour la nième fois, comme je l'ai dit il y a plusieurs mois, que le gouvernement a mis sur pied un comité, le comité de l'Opération solidarité économique, mentionné par mon collègue des Finances hier, qui s'est fixé pour objectif — je le réitère — de faire en sorte que les pouvoirs publics, gouvernement et réseaux, dépensent exactement ce que j'ai dit. C'est notre objectif et nous prendrons tous les moyens qui sont à la portée de l'administration pour le réaliser. C'était un engagement que j'ai déjà répété, et je le réitère encore aujourd'hui...

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Landry: ... de prendre tous les moyens pour atteindre cet objectif.

M. Brochu: Merci, M. le Président.

Le Président: M. le député de Richmond.

Investissements albertains dans le domaine du gaz naturel

M. Brochu: Ma question s'adresse à l'honorable ministre délégué à l'énergie. On sait que la presse, il y a quelques jours, a largement fait état de l'intention du gouvernement de l'Alberta d'investir dans un réseau éventuel de distribution de gaz naturel au Québec un montant qui se chifferrait par environ \$300 millions. On sait que, de part et d'autre, il pourrait y avoir certains avantages à ces ententes, puisque, d'un côté, l'Alberta pourrait trouver un débouché pour son gaz naturel et qu'en même temps le Québec pourrait ainsi s'assurer à long terme d'un approvisionnement de ce combustible. J'aimerais demander au ministre s'il est exact que l'Alberta a manifesté ouvertement cette intention, si lui-même en a discuté avec son homologue de l'Alberta, M. Getty, et si les hauts fonctionnaires des deux ministères sont actuelle-

ment en discussion sur cette question. Si oui, est-ce que le ministre peut nous dire quel est l'échéancier de travail qu'ils se sont fixé à ce sujet pour arriver à une entente définitive sur cette question?

Le Président: M. le ministre délégué à l'énergie.

M. Joron: Oui, M. le Président. Effectivement, depuis plusieurs mois, se sont déroulées, entre mon collègue de l'Alberta et moi-même, des discussions qui ont été suivies par des discussions entre nos fonctionnaires respectifs. Un comité avait même été créé dans un esprit de grande collaboration et de coopération. Ce comité a soumis un rapport à chacun des deux ministres concernés. Il y a un certain nombre de points qui sont acquis.

Premièrement, oui, il y a une possibilité d'augmenter, comme c'est l'un des objectifs d'ailleurs de notre politique énergétique, la pénétration du gaz naturel dans le marché du Québec.

Deuxièmement, oui, il y a du gaz disponible en Alberta pour une période suffisamment longue, ce qui leur permettrait de nous assurer des approvisionnements pour une période d'environ 20 à 25 ans.

Troisièmement, les Albertains sont disposés à "subventionner" — si je peux employer le terme entre guillemets — c'est-à-dire à promouvoir un prix, à avancer un prix promotionnel de façon à permettre au gaz de pénétrer des nouveaux marchés à leurs frais.

Quatrièmement, oui c'est vrai que le premier ministre de l'Alberta a indiqué que des fonds sont disponibles en Alberta pour participer au développement de l'infrastructure gazière au Québec. Ce qui reste à venir — il y a une entente sur ces points — c'est, d'une part, à Ottawa, l'Office national de l'énergie où une décision doit être prise avant l'automne quant au transporteur qui amènera le gaz naturel de Montréal vers les autres régions industrielles du Québec jusqu'à la ville de Québec elle-même. C'est une décision qui est devant l'Office national de l'énergie et qui sera prise au cours des audiences prévues soit pour la fin du printemps ou de l'été prochain.

Une autre chose qui reste à décider au niveau du gouvernement du Québec, c'est qui sera le ou les distributeurs de gaz naturel dans les différentes régions nouvellement desservies.

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Question additionnelle, M. le Président, sur le dernier point que vient de soulever le ministre en ce qui concerne le choix du gouvernement du Québec du réseau de distribution. On sait qu'actuellement il y a deux entreprises qui sont en lice, soit Gaz métropolitain, pour la région de Montréal et la banlieue, et également un nouveau venu qui est Gaz Intercité. Mais on parle également d'une nouvelle avenue possible pour le gouvernement, soit peut-être de créer une société

mixte avec l'entreprise privée pour assurer ce réseau de distribution.

J'aimerais connaître plus précisément, de la part du ministre, s'il est dès maintenant dans l'intention du ministère, soit de procéder par une nouvelle société d'Etat comme celle-là, ou une société mixte, ou s'il est même de l'intention du gouvernement, comme cela a été également souligné, d'aller seul au niveau du réseau de distribution et de nationaliser ce qui existe comme réseau et s'accaparer tout le champ de juridiction en ce qui concerne l'établissement d'un réseau complet de distribution de gaz naturel au Québec.

M. Joron: Le député de Richmond vient effectivement d'exposer les trois ou quatre options qui s'offrent à nous. C'est celles-là que nous sommes à débattre, à l'heure actuelle. Il n'y a pas de décision de prise; alors, il serait tout à fait prématuré d'indiquer à ce moment-ci une préférence pour l'une ou l'autre.

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Une additionnelle, M. le Président. Etant donné que le ministre ne répond pas non à l'hypothèse de nationaliser le réseau et qu'il est à l'étudier actuellement, est-ce que cela veut dire, à toutes fins utiles, que le gouvernement envisage sérieusement de s'immiscer dans ce domaine et d'accaparer définitivement tout le champ de distribution?

Le Président: M. le ministre d'Etat à l'énergie.

M. Joron: Non, cela ne veut pas dire que le gouvernement envisage cela sérieusement. Je tiens juste à préciser ici que cette rumeur ou cette idée provient du fait que l'actionnaire majoritaire de Gaz métropolitain a offert au gouvernement — ce n'est pas nous qui avons couru après — de nous vendre ses actions dans Gaz métropolitain. Alors, on le regarde; une proposition nous a été faite, on la regarde parmi trois ou quatre autres propositions.

Le Président: En additionnelle, M. le député de Mont-Royal.

M. Brochu: Une dernière petite additionnelle très courte, M. le Président.

Le Président: Dernière petite additionnelle, M. le député de Richmond.

M. Brochu: On sait évidemment que pour modifier les habitudes des gens du chauffage électrique au gaz naturel, le prix spécial offert par l'Alberta pour pénétrer ces nouveaux marchés est important. Est-ce que c'est une condition essentielle que le gouvernement du Québec pose actuellement pour conclure ces ententes avec le gouvernement de l'Alberta?

M. Joron: Je n'ai pas compris le sens de la question du député de Richmond, mais je pense

qu'il a fait erreur. Il ne s'agit pas de substituer le chauffage électrique au gaz naturel mais bien le chauffage à l'huile au gaz naturel.

M. Brochu: Oui, oui.

(15 h 40)

M. Joron: Est-ce que c'est ce que le député voulait dire? Oui, effectivement, c'est la raison pour laquelle l'Alberta considère un prix promotionnel précisément pour inciter à cette conversion. Oui, cela fait partie de l'ensemble.

Le Président: En additionnelle, M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: M. le Président, en additionnelle. Est-ce qu'il y a des contraintes du gouvernement fédéral qui obligent l'Alberta à transiger avec le Québec dans ce domaine? Autrement dit, est-ce que ce serait plus facile s'il n'y avait pas l'Office national de l'énergie fédéral, s'il n'y avait pas l'obligation du gouvernement fédéral, est-ce que cela serait plus facile pour l'Alberta de transiger, mettons, avec les Etats-Unis — c'est plus près — plutôt qu'avec le Québec? Deuxièmement, dans le prix concurrentiel ou spécial qu'elle va faire, est-ce qu'il va y avoir des subventions du gouvernement fédéral?

Le Président: M. le ministre délégué à l'énergie.

M. Joron: Non, il n'est pas question de subvention du gouvernement fédéral. Pour répondre à la première partie de la question, que je n'ai pas tout à fait saisie, on a un exemple de collaboration directe et bilatérale entre le Québec et l'Alberta dans laquelle le gouvernement fédéral ne s'est pas immiscé ni pour l'encourager, ni pour la décourager.

M. Biron: M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

Avenir de SIDBEC

M. Biron: Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et concerne la société SIDBEC. En fin de semaine dernière, la Presse de Montréal, dans un article de M. Le Borgne, disait ceci: M. Marcel Bureau, principal négociateur, a fait état lors d'une conférence de presse des principaux points en litige qu'il a qualifiés de position finale du syndicat en s'attaquant à la haute direction. Nous nous rencontrons tous les jours, je ne sais depuis combien de jours, sans que cela n'avance sur les principales questions. Nous en sommes rendus à nous demander si M. Jean-Paul Gignac, le grand patron de SIDBEC, n'est pas un inconscient, un irresponsable qui se contrefout du fait que la sidérurgie d'Etat soit fermée, a dit entre autres M. Bureau.

Est-ce que je peux demander au ministre de l'Industrie et du Commerce s'il y aura des changements majeurs à la direction de SIDBEC, en

particulier je veux parler de M. Gignac, le président, qui semble avoir perdu la confiance des travailleurs de cette entreprise? Est-ce qu'il y aura des changements majeurs avant de présenter tout projet de loi concernant SIDBEC?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, étant donné que le chef de l'Union Nationale a fait allusion aux négociations, il faut souligner qu'il y a eu une entente de principe entre le syndicat et la direction de SIDBEC pour mettre fin à la grève qui durait depuis trois semaines et demie. Au cours des jours qui vont suivre, normalement les activités de SIDBEC vont recommencer; par conséquent, les utilisateurs d'acier en provenance de SIDBEC peuvent être sécurisés.

Maintenant, le chef de l'Union Nationale a passé son message et il a été enregistré. Par contre, j'ai déjà dit devant cette Assemblée nationale que nous étudions très attentivement l'orientation à venir de la sidérurgie d'Etat. Le discours du budget, hier, faisait mention de certaines sommes qui devront nécessairement être votées par l'Assemblée nationale et je ne peux que rappeler que nous allons renforcer l'attention, les contrôles que nous imposons à cette société avant d'y injecter des centaines de millions de dollars.

Nous croyons, et nous l'avons déjà fait pour la SGF au mois de décembre, que nous pouvons avoir un secteur industriel qui soit dynamique et qui soit en même temps rentable. Il faut y mettre les fonds nécessaires, mais les choisir à bon escient. Donc, cette opération est en cours et il est évident que je ne peux pas la rendre publique tant qu'elle n'aura pas été acceptée par le Conseil des ministres. Nous allons dans cette direction présentement.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: M. le Président, le ministre a répondu à une partie de ma question en disant qu'il y a des changements en cours. Ma question spécifique était à l'attention du président, M. Gignac, qui a été fortement attaqué, en tout cas, par les travailleurs de l'entreprise. Je repose ma question au ministre. Est-ce qu'il est question de remplacer M. Gignac à la direction de SIDBEC avant de présenter tout projet de loi, tel que l'a dit le ministre tout à l'heure? La deuxième partie de ma question, il y avait en cause, en litige, à l'occasion du conflit de SIDBEC, surtout des questions de base telles que les questions de santé et les conditions de travail. Est-ce que cela veut dire qu'on a répondu aux demandes du syndicat et qu'on a donné des garanties quant aux conditions de santé et de travail à l'usine de SIDBEC?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: Sur la première partie de la question, M. le Président, je crois qu'il serait injuste de ma part de commenter une déclaration d'un chef syndical à l'occasion d'un conflit. Je pense qu'il est de bonne guerre d'attaquer la direction d'une entreprise lorsqu'on est en négociation. Je ne peux que réitérer ce que j'ai dit: Nous nous préoccupons de l'orientation future de la société SIDBEC et évidemment de tout ce qui touche à sa gestion future et à son orientation. Mais je ne porterai certainement pas un jugement public et je ne commenterai certainement pas une déclaration sur une personne. Je crois que ceci serait injuste.

Maintenant, en ce qui concerne le détail des conditions relativement à la santé et à la sécurité — c'était le point litigieux qui séparait les deux parties — il y a eu, semble-t-il, un compromis qui était acceptable pour les deux... Ce n'est jamais total. Le leader parlementaire de l'Union Nationale dit que ce n'est pas total. Mais je présume que les négociations conduisent toujours à un compromis. Je me réjouis qu'il y ait ce compromis avec la toile de fond qui est le livre blanc du gouvernement sur la santé et la sécurité.

Le Président: Dernière question, M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Très courte. Est-ce que le ministre a en main les coûts de la grève à SIDBEC, c'est-à-dire pour les quatre semaines ou à peu près où SIDBEC a été fermée? Quelles sont les pertes encourues par la société SIDBEC au cours des quatre dernières semaines? Est-ce que le ministre peut nous faire état d'un chiffre à l'heure actuelle?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: Je n'ai pas de chiffre très précis, quoique j'aie demandé moi-même cette information. Les coûts ne sont pas énormes, étant donné qu'il y a eu beaucoup moins de salaires, etc. Les coûts étaient beaucoup plus grands pour l'ensemble des usines qui s'approvisionnaient à SIDBEC et qui devaient acheter de l'acier sur un marché qui était déjà resserré. Je dirais que pour la société SIDBEC cela ne représentait pas des coûts énormes. Evidemment, c'étaient des coûts, il y avait des pertes qui découlaient de l'absence d'activités.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

Prestations de supplément au revenu de travail

M. Samson: M. le Président, j'aurais eu une question qui aurait pu s'adresser au ministre d'Etat au développement social, mais je pense — il était là, il y a quelques minutes — que je pourrais avoir une réponse quand même du ministre des

Affaires intergouvernementales. A la suite du dépôt du projet de loi no 1, Loi sur le supplément au revenu de travail, il a été annoncé, évidemment, par le ministre d'Etat aux affaires sociales, que les prestations prévues par cette loi qui reste à être adoptée par le Parlement seraient exemptes d'impôt provincial. Cependant, le gouvernement espère que le gouvernement fédéral pourrait également exempter d'impôt les prestations prévues par cette loi sur le supplément au revenu de travail. Ma question est la suivante. J'aimerais savoir du ministre, soit des Affaires intergouvernementales ou d'Etat au développement social qui arrive, si les négociations vers une possibilité d'exemption d'impôt pour les prestations de ce futur programme sont amorcées présentement et où en est rendue cette question avec le gouvernement fédéral.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement social.

M. Marois: M. le Président, je pense que le député a bien résumé dans sa question la problématique. Evidemment, c'est notre intention — je l'ai indiqué au nom du gouvernement du Québec — de ne pas taxer les prestations de supplément au revenu de travail. On croit que c'est une question de justice, d'équité et en même temps d'élément additionnel de lutte à la pauvreté dans ce cas.

J'ai fait parvenir effectivement, en date du 23 mars, donc vendredi, au lendemain du dépôt du projet de loi no 1, à Mme Bégin, le ministre fédéral, une lettre dans laquelle je lui indique notre intention d'ouvrir avec le gouvernement fédéral des négociations portant essentiellement sur deux points, comme j'avais eu l'occasion de le mentionner publiquement. D'une part, demander au fédéral que lui aussi accepte l'idée que les prestations en question ne soient pas taxées, imposées par le gouvernement fédéral. Deuxièmement, que le gouvernement fédéral accepte de partager le coût de ce programme, comme il l'a fait, sur des bases différentes, dans le cas de l'expérience du Manitoba, à 75%, comme il l'a fait dans le cas de la Saskatchewan, par exemple, sur la base du régime canadien d'assistance publique à 50%, mais qui donnait 38% effectivement de contributions du gouvernement fédéral; sur la base possible aussi d'un document de travail qui avait été rendu public par l'ancien ministre fédéral de la Santé et du Bien-Etre, M. Marc Lalonde, comme par hasard, qui était là.
(15 h 50)

Dans un document, si ma mémoire est bonne, de janvier 1976, M. Lalonde avait proposé un programme, une hypothèse de supplément de revenu au travail et le fédéral se disait prêt à envisager la possibilité d'y contribuer jusqu'à concurrence de 66 2/3%. Donc, ce que je demandais dans la lettre, c'était d'ouvrir les négociations, que le fédéral accepte de ne pas taxer lui non plus, comme nous avons l'intention de ne pas la taxer, la prestation et, deuxièmement, que le fédéral,

comme il l'a fait pour les autres provinces canadiennes, accepte de partager les coûts du programme québécois sur des bases à être discutées, à être négociées.

Cette lettre a été envoyée. Dans la lettre, j'ai demandé à Mme Bégin de me faire connaître, dans les plus brefs délais possible, pour qu'on puisse amorcer les négociations le plus rapidement possible avec le fédéral et mener cela à terme dans les meilleurs délais aussi, le nom du haut fonctionnaire qui, de son côté, serait affecté à ce dossier. Je lui ai indiqué le nom du fonctionnaire; il s'agit du sous-ministre du ministère d'Etat au développement social, M. Boudreau, chez nous, qui, avec des gens du ministère des Affaires sociales et du ministère des Affaires intergouvernementales, va piloter le dossier pour que nos fonctionnaires, de part et d'autre, puissent se rencontrer et mener à terme, au moins mettre au point de la façon la plus précise possible des hypothèses. Evidemment, c'était le 23, c'était vendredi; j'attends une réponse de Mme Bégin et j'espère avoir une réponse dans les meilleurs délais possible.

J'ai déjà dit — on me le permettra, M. le Président, je vais terminer là-dessus très rapidement — alors qu'on me demandait si je pensais que le fédéral refuserait, que c'était une hypothèse incroyable. Alors que le fédéral a accepté de partager les coûts d'autres programmes ajustés à la réalité d'autres provinces, s'il refusait de partager dans le cas du Québec — cela me semble quelque chose d'aussi improbable qu'incroyable — dans cette hypothèse, de toute façon, le gouvernement du Québec est déterminé à aller au bout de son programme pour amorcer, encore une fois, une première étape de revenu minimum garanti, pour amorcer la lutte à la pauvreté qui soit la plus mortelle.

Le Président: M. le ministre, s'il vous plaît! M. le ministre, j'ai autorisé le député de Rouyn-Noranda à formuler une autre question. Puis-je vous suggérer d'abréger votre réponse, cette fois-là?

M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: Merci, M. le Président. Je voulais demander au ministre si c'est de son intention ou de l'intention du gouvernement de tenter de faire en sorte que les négociations débouchent sur certaines propositions avant de demander que cette loi soit débattue devant le Parlement; autrement dit, que les parlementaires puissent savoir quelle sera la participation fédérale, quelles seront les possibilités d'exemption d'impôt pour les prestations avant qu'on ait à en discuter. Suivant la réponse que le ministre vient de me donner, puisque le programme prévoit une dépense d'environ \$50 millions dans sa première étape d'application, cela voudrait dire une possibilité, si on compte sur la déclaration de M. Lalonde en 1976, d'à peu près \$33 millions de participation du gouvernement fédéral, ce qui me semble important dans les circonstances.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement social.

M. Marois: Pour m'en tenir à vos directives, M. le Président, je vais extrêmement rapidement. C'est l'intention du gouvernement du Québec de procéder rapidement. Nous tenons, si les parlementaires de cette Assemblée nationale sont d'accord, à faire en sorte que cette loi soit adoptée avant l'été pour que les gens puissent bénéficier concrètement du programme dès la présente année 1979.

Est-ce qu'il sera possible de fournir la réponse aux parlementaires quant à une contribution financière — de quel ordre? — du gouvernement fédéral? La réponse appartient à Mme Bégin, la réponse appartient au gouvernement fédéral. Moi, j'attends d'eux simplement une indication. Nous sommes prêts, dans les 48 heures d'avis de l'ouverture des négociations, à être sur place, à discuter avec eux et à mener cela le plus rondement possible sur le plan de l'impôt.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

Réforme fiscale municipale et scolaire

M. Shaw: Thank you, Mr President. My question is addressed to the Prime minister and is relative to the budget that was presented yesterday where you talked about the fiscal reform for municipalities. The minister of Education presented, before the break in the session, his bill 96 having to do with the removal of the right of school board to tax the municipal tax basis. It is evident, in the proposal by the minister of Finance, that it is necessary to remove the right of school boards to tax the municipal valuations in order to effect this municipal fiscal report.

Is it the intention of the government to reintroduce bill 96 which in effect will remove the rights of school boards in the province of Québec to tax the municipal valuations?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Non, ce n'est pas l'intention du gouvernement.

M. Shaw: Additional question, Mr President.

Le Président: Mr the member for Pointe-Claire.

M. Shaw: If it is not the intention, Mr President, how would the government achieve its fiscal report of municipalities and remove the right of school boards to tax at the municipal tax valuation basis, how would he achieve this without effect in this change?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Parmi les modalités d'application de la réforme fiscale municipale, qui

implique aussi les commissions scolaires, il est évident — il n'est pas absolument évident, mais il est fort probable — qu'il y aura la nécessité d'une autre pièce législative qui sera préparée incessamment et qui sera présentée à l'Assemblée nationale. A ce moment-là, chacun pourra exercer son jugement. C'est évident qu'on ne peut pas laisser de vacuum. Mais il s'agit, en fonction de la réforme qui maintenant a été annoncée officiellement, d'ajuster les situations par rapport aux commissions scolaires, éventuellement.

Le Président: M. le député de Jacques-Cartier.

Refonte de la Loi des caisses d'épargne et de crédit

M. Saint-Germain: M. le Président, ma question s'adressait au ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, mais en son absence je m'adresserai au premier ministre. M. Alfred Rouleau a déclaré, à la récente assemblée générale de la Fédération des caisses populaires Desjardins dont il est le président, que sur le plan de la législation québécoise, la refonte complète de la Loi des caisses d'épargne et de crédit méritait particulièrement d'être signalée. M. Rouleau avait déjà fait part, l'année dernière, à cette même assemblée, des multiples démarches effectuées auprès du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières sur cette question. Ma question est la suivante: Est-ce que M. le premier ministre se propose de faire la refonte de cette loi à cette session-ci?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Je ne peux pas m'engager là-dessus. Je sais que, comme beaucoup de lois, la loi est toujours quelques années en retard sur la réalité, et comme beaucoup de lois, même fondamentales, celle-là a vieilli aussi. Je sais qu'au moins c'est à l'étude, mais je ne pourrais pas m'engager en l'absence de mon collègue, parce qu'il faudrait vérifier. Sûrement pas pour cette session-ci, de façon certaine.

Le Président: M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: Une question additionnelle. Pour éclairer le premier ministre...

M. Lévesque (Taillon): Si M. le député me le permet, j'ajouterais simplement que si des amendements paraissent requis — parce que je sais que cela peut toujours se présenter — c'est évident que cela pourrait se réaliser pendant la session. Mais un engagement à une refonte, si j'ai bien compris la question du député, la décision n'a pas été prise et je ne peux pas l'annoncer pour cette session-ci.

Le Président: Dernière question, M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: Pour éclairer le premier ministre, l'année dernière nous avons étudié la loi 46 qui était une amorce à la refonte de cette loi. Mais il arrive que M. Rouleau a déclaré à cette assemblée tenue tout récemment que la loi 46 était une loi en pièces détachées et que l'application de cette loi créait des difficultés sérieuses dans l'administration des caisses. Il a promis à l'assemblée qu'il se proposait de faire des représentations au gouvernement en vue de modifier certaines dispositions de la loi 46. Le premier ministre est-il sensibilisé à ce problème?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Nous sommes très sensibilisés; et à quel point nous le sommes, mon collègue des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières en donnera un aperçu à la Chambre aussitôt qu'elle sera de retour.

Le Président: Fin de la période de questions.

M. Saint-Germain: M. le Président, une question additionnelle.

M. Bellemare: M. le Président, je voudrais seulement...

Le Président: Je regrette, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, s'il vous plaît! M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, vous avez eu l'occasion, aujourd'hui. Je regrette, M. le député de Jacques-Cartier. M. le député de Jacques-Cartier, s'il vous plaît!

Nous en sommes maintenant aux motions non annoncées.
(16 heures)

Motions non annoncées

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

Condoléances à la famille de M. Lionel Bertrand

M. Gérard-D. Lévesque

M. Levesque (Bonaventure): ... puis-je solliciter le consentement unanime de cette Chambre pour que je puisse présenter la motion que cette Chambre exprime ses condoléances à la famille de M. Lionel Bertrand, un ancien collègue de cette Chambre, un ancien ministre dans le cabinet Lesage?

Des Voix: Consentement.

Le Président: Il y a consentement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, nous avons appris avec chagrin le décès de notre ami, Lionel Bertrand, survenu lundi à Saint-Jérôme.

Né en 1906 à Saint-Jovite, il a été rédacteur au journal L'Avenir du Nord à Saint-Jérôme de 1927 à 1936. Il a été un collaborateur à L'Etoile du Nord de Joliette et il a fondé l'hebdomadaire La Voix des Mille-Iles en 1937. Il en est demeuré le directeur jusqu'au mois d'août dernier. Il a publié deux volumes, "Mes mémoires de 1972" et "Quarante ans de souvenirs politiques", en 1976. Il a occupé, comme on le sait, divers postes dans l'Association des hebdomadaires du Québec.

Du côté de sa vie politique, il avait été élu député libéral à la Chambre des communes en 1940 pour la circonscription de Terrebonne. Il avait démissionné en 1944 pour se lancer dans l'arène provinciale, mais il n'avait pas connu de succès à ce moment-là. C'était sa seule défaite, d'ailleurs. Réélu en 1945 à la Chambre des communes, il a été député aux Communes jusqu'en 1957, alors qu'il avait démissionné pour des raisons de santé. Mais il est revenu en 1960 — le premier ministre se le rappelle sûrement — et entré comme député du comté de Terrebonne, qui est aujourd'hui le comté de Prévost. Il a été réélu en 1962. Il a été secrétaire de la province dès 1960 et cela, jusqu'au 3 avril 1963, alors qu'il est devenu le premier titulaire du nouveau ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, encore là, dans le cabinet Lesage, du 3 avril 1963 au 25 novembre 1964. Le 25 novembre 1964, il démissionnait pour être nommé conseiller législatif pour la division des Mille-Iles et il est demeuré conseiller législatif jusqu'à l'abolition de la Chambre haute.

M. le Président, j'ai voulu évoquer rapidement et sommairement les activités de ce journaliste de carrière et de cet homme politique qui a consacré le meilleur de lui-même à ses deux carrières. Je voudrais, au nom de l'Opposition officielle — et je suis sûr que je me fais l'écho de tous les collègues à l'Assemblée nationale et de ses anciens collègues — offrir à l'épouse et à la famille de Lionel Bertrand nos condoléances les plus sincères.

M. Bellemare: M. le Président...

Le Président: M. le premier ministre.

M. René Lévesque

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, si le député de Johnson me le permet très rapidement, je ne reprendrai pas tous les éléments de la biographie de M. Bertrand que le chef de l'Opposition a fidèlement rapportés. Je dirai simplement qu'à titre personnel — et je suis sûr que tout le monde se joindra à la motion du chef de l'Opposition — je me souviens de Lionel Bertrand comme d'un gars discret, dévoué comme journaliste et également comme ministre, chaque fois qu'il en avait l'occasion, un gars extrêmement attaché aussi à son pays qu'on appelait dans le temps du curé Labelle les Pays d'en haut, les Laurentides, Labelle, tout cela. A ce point de vue, il fut un excellent propagandiste pour sa petite patrie qui est également au point de vue touris-

que un des coins essentiels qui charrie aussi une bonne partie de notre patrimoine du XIXe siècle.

A tous ces points de vue, en lisant ses souvenirs surtout, on voyait à quel point les racines de Lionel Bertrand, dans son coin en particulier, étaient fortes et quelle sorte de fidélité il représentait. Les souvenirs personnels que j'en ai gardés, comme certains d'entre nous, sont plus qu'excellents. Cela m'a fait de la peine, comme tout le monde, d'apprendre qu'il était décédé. On se joint sûrement aux sentiments de condoléances à l'endroit de sa famille que vient d'exprimer le député de Bonaventure.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Maurice Bellemare

M. Bellemare: Lionel Bertrand, M. le Président, est mort trop jeune. Il avait une carrière à terminer qui est restée inachevée. C'était un grand nationaliste et je pense qu'il l'a prouvé par son passé. Mais c'était aussi un grand chrétien. Je l'ai vu en cette Chambre à plusieurs reprises représenter le gouvernement libéral à des événements religieux où il était très digne et où sa personnalité imposait sûrement. Je pense que nous avons perdu un grand gentilhomme, un grand parlementaire. Je suis profondément ému parce qu'il me comptait parmi ses nombreux amis, comme un fervent de ses écritures, particulièrement, que j'ai collectionnées, comme j'en ai collectionné d'autres aussi. C'est un souvenir très ému que je me remémore aujourd'hui de M. Lionel Bertrand... Mon parti et moi-même déplorons franchement cette disparition très soudaine.

Le Président: Est-ce que la motion sera adoptée?

M. Bellemare: Oui.

Le Président: Adopté. Nous en sommes à l'enregistrement des noms sur les votes en suspens; il n'y en a pas.

Les avis à la Chambre, M. le leader parlementaire du gouvernement.

Avis à la Chambre

M. Scowen: En vertu de l'article 34, M. le Président.

M. Charron: M. le Président... Pardon.

Le Président: En vertu de l'article 34, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Je veux poser une question au leader parlementaire sur les travaux de la Chambre, M. le Président. On a reçu aujourd'hui le rapport de la commission parlementaire sur la loi 107 créant la Régie des loyers. Ce fut une expérience un peu malheureuse pour le gouvernement

parce qu'à peu près tout le monde était contre: les locataires, les propriétaires, le Barreau, les juristes...

Une Voix: Question.

M. Scowen: Je veux savoir, tenant compte de cette expérience, si le gouvernement a l'intention de retirer le projet de loi ou s'il a l'intention de le présenter en deuxième lecture tout de suite. Quelle est l'intention du gouvernement en ce qui concerne ce projet de loi?

M. Charron: M. le Président, l'intention du gouvernement est de poursuivre son travail sur ce projet de loi à la suite des représentations qui ont été faites et qui ont effectivement témoigné du fait que, pour un gouvernement, intervenir dans cette matière, c'est faire preuve de courage. On n'a qu'à compter le nombre d'années pendant lesquelles on a attendu ce projet de loi pour s'en apercevoir et s'en rendre compte. Ce n'est pas une surprise que des gens, de part et d'autre, s'y soient opposés. Ce que nous allons faire au Conseil des ministres, la semaine prochaine, avec les représentations que nous fera le ministre des Affaires municipales, c'est prendre en considération ce qui a été exprimé, apporter les modifications nécessaires au projet de loi et poursuivre son adoption au cours de la présente session.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: En vertu de l'article 34, est-ce que le ministre aurait, aujourd'hui mercredi, des réponses à apporter aux questions inscrites au feuilletton?

M. Charron: Non, M. le Président, parce que les questions sont trop jeunes au feuilletton et il n'y a pas de suite à donner immédiatement. Ce sera pour la semaine prochaine.

M. Lavoie: Sur cette réponse, M. le Président, j'aimerais — il m'ouvre la porte — rappeler au leader parlementaire du gouvernement que plusieurs questions et motions sont demeurées mortes, défuntes au feuilletton. Entre autres, des questions et des motions qui dataient du 28 février 1978 auxquelles aucune réponse n'a été apportée; pour lesquelles aucun dépôt de document n'a été fait. Elles ont paru au feuilletton hebdomadaire, tous les mercredis, depuis le mois de février 1978. Nous les avons remises au feuilletton, M. le Président. Je ne pense pas que ces questions soient tellement jeunes. Il y en a certaines qui ne demandent aucune recherche. Je n'en ferai pas une question de privilège, même si je pouvais le faire. Je tiens à demander au leader parlementaire du gouvernement de surveiller ces questions qui seront au feuilletton. D'ailleurs, je lui donne une politique nouvelle de l'Opposition officielle.
(16 h 10)

En ce qui nous concerne, nous aurons beaucoup moins de questions de détail parce que, quant à perdre notre temps et que cela reste huit mois au feuillet, on ne veut pas perdre inutilement des fonds et dépenser de l'argent en imprimerie pour rien, surtout pour des questions auxquelles on n'ose même pas répondre après huit ou dix mois de session, comme il y en a. Nous aurons des questions plus poussées, posées avec plus de rigueur, sur les politiques générales du gouvernement et moins de questions de détail que nous posons verbalement lors de l'étude des crédits des différents ministères.

Mais je sollicite dès maintenant la collaboration du leader parlementaire du gouvernement parce que je tiens à le prévenir que chaque mercredi — ce n'est pas toujours sa faute, d'ailleurs; ce n'est pas lui que je vise, mais il y a certains ministres qui ne prennent pas au sérieux les questions posées au feuillet par l'Opposition; cela va l'aider vis-à-vis des démarches qu'il va faire auprès de ses collègues — l'Opposition va être vraiment sévère vis-à-vis du gouvernement pour que nous puissions obtenir régulièrement le peu de réponses, mais très sérieuses, faites avec beaucoup de rigueur, aux questions que nous posons au feuillet.

Entre autres, il y en a une ici depuis le 28 février 1978 qui demande quelque recherche peut-être, mais il y en a d'autres, entre autres celle-ci de M. Ciaccia demandant la liste des moyennes et grandes entreprises qui ont fermé leurs portes au Québec en 1977. Écoutez, c'est resté un an au feuillet et personne n'a voulu nous répondre. Cela s'adressait au ministre de l'Industrie et du Commerce. Une question du 28 février 1978 de M. Ciaccia: "Quelles ont été les interventions — aucune recherche dans ce cas-ci — du gouvernement québécois lorsqu'il a appris que le Canadien Pacifique avait décidé de transférer le fonds de retraite de ses employés, soit \$1 milliard, de Montréal à Toronto, au début de l'été 1977?" Il n'y a aucune recherche. On a fait des démarches ou on n'en a pas fait, qu'on nous le dise!

Une question de M. Caron, également du 28 février: "Y a-t-il eu des développements concernant..."

Le Président: M. le leader parlementaire!

M. Lavoie: C'est ma question de privilège, je vais en faire une. Je termine, M. le Président. Je crois que la Chambre a des privilèges, M. le Président, d'obtenir des réponses du gouvernement.

Le Président: Je comprends, M. le leader parlementaire. J'ai été large.

M. Lavoie: Je termine par celle-ci du député de Verdun, qui est au feuillet depuis le 28 février 1978: "Y a-t-il eu des développements concernant le problème de la pollution depuis que le ministre délégué à l'environnement a rencontré des groupes de citoyens du nord de Montréal, à la salle Antiquaire de Saint-Michel, le 15 avril 1977?" Écou-

tez, il n'y a aucune recherche sur cela, M. le Président. Qu'on nous dise ce que le ministre a fait pour cela.

M. Léger: M. le Président, question de privilège.

M. Lavoie: Pour une fois, vous allez le faire par écrit. D'accord? Bon.

M. Léger: Question de privilège, M. le Président.

M. Lavoie: C'est au feuillet depuis au-delà d'un an, M. le Président.

M. Léger: Question de privilège, M. le Président.

Le Président: M. le ministre délégué à l'environnement.

M. Léger: M. le Président, le député veut faire un spectacle en essayant de démontrer qu'il n'y a pas eu de réponses à ces questions. S'il lisait les journaux, il verrait qu'il y a eu de l'action et des résultats plutôt, puisque, sur cette question même que le député vient de mentionner, un règlement a été adopté. Est-ce que vous voulez une réponse par écrit ou une copie des journaux.

M. Lavoie: Question de privilège, M. le Président.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Je ne veux pas empêcher ces experts communicateurs de communiquer par les journaux, mais il existe un Parlement et la moindre délicatesse, décence et savoir-vivre, c'est de répondre au Parlement aux questions qui sont posées au feuillet.

M. Léger: Vous n'avez pas pu vous apercevoir que vous n'aviez pas besoin de réponse.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Pointe-Claire, vous avez une question à formuler?

M. Shaw: En vertu de l'article 34, s'il vous plaît.

Le Président: En vertu des dispositions de l'article 34.

M. Shaw: S'il vous plaît! Est-ce que le leader peut nous indiquer si vous allez continuer tout de suite le discours sur le budget ou si vous allez le terminer bientôt pour que nous puissions préparer nos textes?

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, avant de répondre à la question du député de Pointe-Claire j'ajouterais seulement — parce que je viens d'en prendre connaissance — que non seulement effectivement l'Opposition a choisi de reconduire des questions qui étaient à l'ancien feuillet, ce qui était parfaitement son droit, mais qu'elle en a même reconduit certaines auxquelles nous avons déjà répondu. A la question no 25, en date du 22 mars, j'ai déjà déposé une réponse à l'Opposition là-dessus au cours de la précédente session.

Quant au député de Pointe-Claire, cela me donne l'occasion de donner avis à la Chambre sur l'organisation des travaux pour les prochains jours. Cet après-midi, c'est la motion inscrite au nom du chef de l'Opposition. Demain, c'est la réplique officielle, et j'espère, meilleure qu'hier soir, des partis d'Opposition sur le budget, qui devrait prendre toute la journée de demain. Enfin, c'est le programme. Mardi prochain, nous suspendrons l'étude du discours sur le budget et nous reviendrons à la législation, vraisemblablement en commençant par l'étude du projet de loi no 119, inscrit au nom du ministre des Affaires municipales, dès mardi.

Ceci me donne l'occasion également, M. le Président, d'avertir immédiatement les députés membres de la commission de l'Assemblée nationale que celle-ci, par une motion qui sera faite en temps et lieu demain, mais pour que chacun le sache à l'avance, se réunira demain après-midi afin de prendre connaissance du sous-rapport de la commission de l'Assemblée nationale qui prévoit des modifications au règlement concernant l'allocation des députés de cette Assemblée, comme je m'étais engagé à le faire il y a quelques jours, quelques semaines même.

Je fais motion, M. le Président, pour que, cet après-midi, se réunisse à la salle 91-A la commission des engagements financiers.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

M. Bellemare: Le leader nous a dit que demain, la commission de l'Assemblée nationale devait se réunir. On m'avait informé que c'était de 10 heures à midi. Est-ce que c'est cela?

M. Charron: Non. Le député n'est pas dans l'erreur. Cela a été la première intention, mais à cause d'une réunion de quelques ministres demain matin à laquelle je dois participer, j'ai retardé plutôt à l'après-midi cette réunion.

M. Bellemare: Après la période des questions?

M. Charron: Pardon?

M. Bellemare: La période des questions, pendant...

M. Charron: Après la période des questions.

M. Bellemare: Pendant le discours des chefs?

M. Charron: Ce ne sont pas les chefs, que je sache. C'est le député d'Outremont. Vous prenez cela pour un chef?

M. Bellemare: Je ne voudrais pas parler de ceux que vous avez déjà eus, pour le comparer au mien. Vous allez peut-être trouver la soupe un peu chaude.

Le Président: Est-ce que la motion sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le député de Roberval, vous vouliez intervenir? Cela va?

Nous en sommes maintenant aux affaires du jour.

M. Charron: L'article 49), M. le Président, tel qu'on nous l'avait indiqué hier.

Motion priant le gouvernement de préciser son option de souveraineté-association

Le Président: Aujourd'hui, puisque c'est mercredi, c'est l'après-midi consacré à une motion de l'Opposition officielle. Il s'agit aujourd'hui d'une motion soumise par le chef parlementaire de l'Opposition qui se lit ainsi: Que, de l'avis de cette Assemblée, le gouvernement devrait cesser d'entretenir la confusion et l'équivoque autour de son option de souveraineté-association.

M. le chef de l'Opposition, je vous cède la parole.

M. Gérard-D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, j'ai bien l'impression que les membres de cette Assemblée seront d'accord pour appuyer cette motion que je présente aujourd'hui qui est bien courte, qui se lit: Que, de l'avis de cette Assemblée, le gouvernement devrait cesser d'entretenir la confusion et l'équivoque autour de son option de souveraineté-association. M. le Président, ce qui m'amène à vous dire que j'ai l'impression que cette motion sera adoptée à l'unanimité, c'est que je n'ai qu'à évoquer une autre motion présentée il y a environ un an à cette Assemblée, motion qui a reçu l'accord et un vote unanime de la Chambre.
(16 h 20)

Je veux rappeler, M. le Président, les événements du 13 avril 1978, ici même dans cette Chambre alors que nous avons connu un vote de 85 à 0 pour une motion que j'avais présentée, dans des circonstances analogues, et qui se lisait: "Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement doit définir clairement et sans délai sa théorie de la souveraineté-association afin que les Québécois

soient en mesure de bien connaître les implications du projet indépendantiste véhiculé par le présent gouvernement".

M. le Président, non seulement les membres de l'Assemblée qui siègent dans l'Opposition, mais tous les ministériels ont voté pour cette motion qui pressait le gouvernement de définir clairement son option indépendantiste. Tout le monde a voté pour cela. Or, on reconnaissait, à ce moment, que cette notion de la souveraineté-association avait grandement besoin d'être clarifiée. Même si cette motion indiquait clairement que cette clarification devait se faire sans délai, de la volonté de tous les membres de cette Assemblée, nous arrivons un an plus tard dans une confusion encore plus grande que celle que nous dénonçons à ce moment.

Je n'ai qu'à vous rappeler les sondages de la société Radio-Canada, dont les résultats ont été communiqués dimanche dernier à la population du Québec et du Canada, et on n'a qu'à étudier très sommairement les principaux résultats de ce sondage pour s'apercevoir qu'il y a plus de confusion et d'équivoque que jamais. Nous avons pensé qu'il était important, d'une part, de rappeler à ce gouvernement le vote unanime qui avait été donné par l'Assemblée nationale et qui n'a sûrement pas eu d'écho ou de suite favorable, du moins. Nous voulons rappeler en même temps que, si c'était important en 1978 de clarifier cette notion, à la lumière des sondages dont nous venons de prendre connaissance je crois que cela est encore plus important en 1979. Alors que nous sommes un an plus près de la consultation populaire par référendum, je pense qu'il est encore plus urgent, plus impérieux que la population du Québec soit bien informée et que le gouvernement réponde à la fois à la motion de 1978 et maintenant à la motion de 1979, afin que l'on apporte un peu plus de clarté et de transparence dans ce débat.

M. le Président, regardons simplement certains éléments de ce sondage. De l'autre côté, on a prétendu que cette notion de souveraineté-association était la même que celle qui avait été élaborée en 1968 et 1969, il y a dix, onze ou douze ans. Ces gens se réunissent constamment pour parler de ce sujet, on a écrit programmes par-dessus programmes. Mais on a posé cette question aux gens: Si on avait la souveraineté-association, est-ce qu'il y aurait des députés élus par la population du Québec pour aller à la Chambre des communes, avec cette souveraineté-association qui est si bien définie, si bien connue, depuis dix, onze ou douze ans?

Quelle est la réponse? C'est la même réponse qu'on a déjà eue dans d'autres sondages. Il y a à peu près un tiers de la population qui répond à ce sondage en disant: Oui, on va encore avoir des députés à Ottawa. Un autre tiers: Non, on n'aura pas d'autres députés à Ottawa. L'autre tiers dit: On ne sait pas s'il va y avoir des députés à Ottawa. C'est la clarté de la souveraineté-association!

On demande à ces mêmes gens: Est-ce qu'il va y avoir des douanes, après que la souveraineté-association sera réalisée? Va-t-il y avoir des douanes entre le Québec et le Canada? Il y en a à peu

près un tiers qui dit: Oui, il va y avoir des douanes entre le Québec et le Canada. Un autre tiers dit: Il n'y aura pas de douanes entre le Québec et le Canada. Il y a encore un autre tiers qui dit: On ne sait pas s'il va y avoir des douanes entre le Québec et le Canada.

On pose la question: Est-ce que le Québec aura une armée? Il y en a un tiers qui dit: Oui, le Québec va avoir une armée, se fiant sans doute à ce que le premier ministre a dit relativement à l'OTAN, à NORAD et à l'armée. Un autre tiers dit: Non, il n'y aura pas d'armée, un peu comme le veulent les péquistes de la région de Québec qui viennent d'adopter une résolution; ils ne veulent pas d'armée. Et il y a l'autre tiers qui dit: Nous, on ne sait pas réellement s'il va y avoir une armée ou s'il n'y en aura pas.

On pose la question: Est-ce que le Québec aura sa propre monnaie? Il y en a un tiers qui dit: Oui, le Québec va avoir sa monnaie. Un autre tiers dit: Non, le Québec n'aura pas sa monnaie. L'autre tiers dit: On ne sait pas si le Québec va avoir sa monnaie. C'est ainsi tout le long de ce sondage. N'y aurait-il pas moyen d'avoir une réponse à ces questions afin que la population sache ce que ces gens ont dans la tête? Une chose est claire, elle a toujours été claire, à la faveur de tous les sondages: plus de 80% des Québécois disent non lorsqu'on leur pose la question de l'indépendance. Pourtant, c'est cette indépendance-là dont on a constamment parlé dans ce parti, depuis qu'il s'est fusionné avec le RIN, le Rassemblement pour l'indépendance nationale, alors que cela a été la grande communion des indépendantistes. Le ministre de l'Agriculture dit: Moi, je suis un indépendantiste, je n'ai pas besoin d'avoir bien des nuances. Lui, il sait ce qu'il est, il est dans les 19% des Québécois et il est fier de cela.

M. Lavoie: Le ministre des Finances.

M. Levesque (Bonaventure): Il y a également le ministre des Finances qui dit que l'indépendance doit passer par des finances saines. Lui, c'est l'indépendance, et il est dans les 19%. Mais les autres, où se trouvent-ils? Qu'est-ce qu'ils veulent? Ils veulent la souveraineté-association. On essaie de demander à ces gens de définir ce que c'est et il n'y a absolument pas moyen de le savoir. Malheureusement, c'est voulu. C'est voulu par le premier ministre, le premier; c'est voulu par le ministre des Affaires intergouvernementales, l'étapiste qui est devant moi. C'est voulu par ces gens. Ils le savent. Comme Doris Lussier, mon bon ami le père Gédéon, que je respecte grandement comme artiste; quand il se met le nez en politique, il doit évidemment subir la critique comme les autres.

Doris Lussier nous dit — il parle aux camarades comme il parle au député de Louis-Hébert en particulier et on voit comment le gouvernement a suivi et continue de suivre les conseils de Doris Lussier aux camarades du Parti québécois — "notre première priorité dans l'ordre de l'action, c'est d'obtenir un oui au référendum coûte que coûte".

Il dit aussi: "La côte à monter est énorme". Il dit: "Il va falloir utiliser le pouvoir au maximum pour faire de la propagande souverainiste". Il dit qu'il faut utiliser l'argent du public à des fins de propagande souverainiste préréférendaire. On a entendu parler de la publicité gouvernementale récemment.

(16 h 30)

Non seulement la fin justifie les moyens, dit M. Lussier; elle les ennoblit. M. Lussier dit: "Il faut chauffer à blanc le nationalisme québécois" et, lorsqu'il parle de stratégie, il dit ceci: "La seule stratégie efficace à adopter pour les sécuriser — c'est les Québécois — est de faire une campagne spectaculaire antiséparatisme. Si nous ne faisons pas cela, je suis convaincu que nous ne ramasserons pas plus de 35% du vote". Il le sait, c'est 19%, cela fait longtemps que c'est 19%. "Il ne faudra pas prononcer, dit-il, le mot "indépendance" une seule fois; il faut même faire campagne pour la confédération." Voyez-vous? C'est exactement ce que le premier ministre a fait lui-même en parlant d'une véritable confédération. Et il dit ceci — écoutez cela, M. le Président — "La seule façon au Québec de faire l'indépendance, c'est de ne jamais en parler. C'est bête, mais c'est comme cela. Et on ne bâtit pas une stratégie sur ce qu'on voudrait qui soit, mais sur ce qui est." En terminant, M. le Président, cette lettre aux camarades, M. Lussier dit: "Il faut tout mettre ce qui va mal au Québec sur le dos du gouvernement fédéral, en faire le bouc émissaire de tous les maux québécois." Il suggère même — c'est intéressant — un catéchisme de la souveraineté-association. Pas de l'indépendance, de la souveraineté-association. Il suggère "d'inonder le territoire francophone d'affiches et de slogans souverainistes." Il dit: "Je vois, par exemple, d'immenses panneaux le long des autoroutes, disant: A bas le séparatisme, vive la souveraineté-association."

M. le Président, le gouvernement actuel suit exactement ces conseils que lui donne M. Lussier. Nous avons entendu toutes sortes de choses dans le débat sur le discours inaugural. Nous avons entendu même des députés du Parti québécois se contredire. M. le Président, vous même qui êtes un logicien, vous avez dû, réellement, en avoir des frissons lorsque vous entendiez le discours du premier ministre et que, quelques moments après, vous entendiez un député décrire la souveraineté-association comme un échange de pots de ketchup et un autre disant simplement qu'il s'agissait d'aller chez le notaire changer le contrat. On en a eu un peu de toutes les sauces au cours de ce débat et on en est sorti plus confus que jamais, simplement parce que ce gouvernement n'a pas le courage de ses convictions, si convictions il y a. Ce gouvernement ne vit que par stratégie, que par images, par slogans et il n'a pas le courage de dire franchement à la population que ce qu'il recherche, c'est de séparer le Québec du reste du Canada. Il n'a pas le courage de dire: Nous voulons l'indépendance et nous voulons la proclamer. On parle continuellement, de ce côté-là, d'autodétermination. Or, quand on croit à l'autodétermina-

tion, on ne propose pas d'aller négocier la souveraineté! Quand on croit qu'un peuple a le droit d'être indépendant, comme ces gens-là le disent, on ne passe pas par la négociation de l'indépendance ou de la souveraineté et on n'y attache pas le mot association, comme on le fait constamment, pour essayer de sécuriser les gens en sachant fort bien, M. le Président, que le reste du Canada n'acceptera jamais la souveraineté-association telle que décrite par le gouvernement actuel. Décrite, il faut le dire, bien rapidement, parce que, plus on la décrit, moins c'est clair.

M. le Président, je sais qu'il ne me reste pas grand temps. J'aurais aimé pouvoir développer davantage cette situation qui est faite, et je ne suis pas le seul à penser comme cela. Lorsqu'on entend le premier ministre, dans cette Chambre, dire, parlant de l'indépendance et de la souveraineté, que c'est exactement la même chose, et que dans les congrès régionaux du Parti québécois, tout récemment, on suggère de changer, par une motion qui est adoptée à la majorité, dans le programme du Parti québécois, le mot "indépendance" par le mot "souveraineté", avec qui veut-on jouer? Où est cette transparence? Où est cette clarté lorsque le premier ministre dit que cela veut dire la même chose et que les militants se promènent en congrès pour changer des mots qui veulent dire la même chose? Voyons! On ajoute constamment à la confusion.

M. le Président, encore une fois, ce qui me semble bien clair, c'est que les Québécois veulent demeurer dans le Canada. Ils veulent qu'on s'assoie à la table, qu'on discute des changements, qu'on améliore la constitution. Mais ce qu'on ne veut pas c'est que, pour atteindre cet objectif, on sème la confusion comme on essaie de le faire présentement. C'est tellement confus que l'on voit, à la suite du sondage de Radio-Canada, des titres comme ceux-ci dans la Presse de Montréal: "Majorité des Québécois pour le oui, mais les trois quarts favorisent le fédéralisme." Voilà les faits de la politique du gouvernement que nous avons en face. En même temps, on voit, titré dans un autre journal, Le Soleil, de Québec: "Québec est la province la plus satisfaite d'Ottawa." Le même sondage donne ces résultats.

Il est normal qu'à ce moment-ci nous pensions présenter une nouvelle motion comme nous l'avons fait l'an dernier, motion qui a reçu l'adhésion de tous les députés de cette Assemblée. Il est important, je pense, que cette motion soit de nouveau adoptée à l'unanimité pour que cesse cette confusion et cette équivoque. C'est d'autant plus important que nous approchons du moment où les citoyens du Québec auront à se prononcer sur leur avenir. M. le Président, que l'on dise aux Québécois que la souveraineté-association, cela veut dire de renoncer au reste du Canada; cela veut dire de renoncer à la citoyenneté canadienne. Cela veut dire que même s'il y a des crises du pétrole, de l'énergie, de l'alimentation, malgré toutes les richesses qu'il y a au Canada dans ces domaines, souveraineté-association veut dire qu'on renonce à tout cela en dehors du Québec.

C'est ce qu'il faut réellement dire à la population si on veut être franc et droit. Il faut lui dire qu'il n'y aura plus de députés qui iront à Ottawa. Cela veut dire que lorsqu'on aura à négocier, on ne négociera pas à l'intérieur des institutions canadiennes; on négociera de 25 à 75. On sera plus minoritaire que jamais. Il faut leur dire cela, aux Québécois. Il faut leur dire qu'il y aura deux pays, non pas un. Dites-leur la vérité, lorsque vous parlez de souveraineté-association. Ce n'est pas cela, la souveraineté-association; Tâchez de la définir pour que les gens comprennent et qu'on n'ait pas des résultats de sondage comme ceux que nous avons connus dimanche dernier.

Il est important de connaître la question qui sera posée. Pourquoi le gouvernement ne le dit-il pas maintenant, au moins en 1979, alors que le référendum devait avoir lieu dans les deux premières années du mandat? Pourquoi, en 1979, ne connaît-on pas encore la question? N'attendons pas à la veille du référendum pour poser la question. Soyons assez honnêtes pour que les gens aient le temps de voir, de comprendre la question qui sera posée. Je dis qu'il est important de connaître la question le plus rapidement possible afin que nous ayons le temps de part et d'autre d'examiner en toute lumière ce que constitue cette question, que l'on puisse avoir de la part du gouvernement une définition claire et nette de cette question et de cette option qui est celle du gouvernement actuel, et que l'on puisse passer ensuite à la consultation populaire afin que nous puissions, encore une fois — et le gouvernement, en particulier — entendre la voix véritable du Québec et des Québécois, c'est-à-dire que nous voulons choisir le Québec et le Canada.
(16 h 40)

M. Charron: M. le Président...

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: ... c'est le premier ministre qui va exercer le droit de réplique de 20 minutes du gouvernement. Le voici.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président...

Le Président: M. le premier ministre, en vous rappelant que vous n'avez que 20 minutes.

M. René Lévesque

M. Lévesque (Taillon): D'accord. Je ne sais pas si je vais les prendre au complet. J'écoutais avec beaucoup de soin, juste ici en arrière, tout en essayant de faire venir un ou deux textes essentiels, le discours du député de Bonaventure. J'ai comme l'impression qu'il s'est beaucoup servi du sondage extraordinairement complexe, assez confus aussi dans son ensemble, qui a paru ces jours derniers. J'ai l'impression que cela a semé la panique. Je croyais sentir en filigrane, dans les développements et les envolées vers la fin du discours du chef de l'Opposition, non seulement

un certain sentiment de panique qui semble de plus en plus envahir nos amis d'en face et certains, aussi, qui leur fournissent leur inspiration de l'extérieur de la Chambre, mais aussi un besoin qui va sûrement grandir jusqu'au moment où le référendum viendra, un besoin d'essayer de semer aussi, autant que possible, la panique. C'est conforme, d'ailleurs, à une tradition qui s'est établie depuis une dizaine d'années dans le Parti libéral de semer la panique au maximum dans les esprits pour essayer de bloquer tout changement vers l'avenir, tout progrès national du Québec vers l'avenir. Je trouve cela triste. Je suis obligé de le constater, c'est tout. Il faut se dire peut-être un peu ceci, c'est qu'il leur sera beaucoup pardonné parce qu'ils ne savaient pas très précisément ce qu'ils faisaient.

S'appuyer sur un sondage pour montrer qu'il y a de la confusion dans les esprits, c'est vraiment la facilité la plus extrême que j'aie jamais vue. Le sondage en question c'était une flopée de questions. Ce n'était pas une question; c'était un ensemble extraordinairement complexe de "s'il arrive ceci", de "s'il arrivait cela", de "supposons que" — je pense que j'ai compté au moins cinq ou six "supposons que" dans les questions qui se multipliaient. Quand on voulait varier le verbe, on mettait "pensons que", etc. De ce sondage qui succède à beaucoup d'autres sondages que nous ne commandons pas...

Une Voix: Pas fort.

M. Lévesque (Taillon): Non, les résultats ne sont pas forts non plus dans bien des cas. Ce sondage, aucune personne avec une tête sur les épaules — j'ai consulté quelques amis juste pour voir — n'aurait pu le suivre jusqu'au bout au téléphone sans devenir... Cela explique peut-être qu'il y a 300 ou 400 personnes, si j'ai bonne mémoire, qui ont refusé de répondre, du total de celles qu'on a essayé de rejoindre. De ce sondage, il est quand même extraordinaire qu'en dépit de la confusion... A tous les mois ou à tous les deux mois, il y a des sondages comme celui-là que nous ne commandons pas; d'autres les commandent, soit pour des raisons commerciales ou pour des raisons politiques. De ce sondage, il est quand même presque miraculeux qu'il ressorte des choses claires. Dans ce labyrinthe de questions qu'on dirait quasiment faites exprès pour mêler les gens, deux choses, entre autres, m'ont frappé parce qu'elles émergent clairement. A condition qu'il s'agisse de souveraineté-association, il semble bien qu'une majorité — très clairement une majorité francophone au Québec — se dirige — cela confirme d'autres sondages depuis un certain nombre de mois qui étaient plus clairs et plus précis, d'ailleurs, en général — vers une réponse positive. En ce qui concerne le reste du Canada, ce qui contredit très précisément ce que je viens d'entendre dire par le chef de l'Opposition, il semble bien qu'une majorité de ceux qui sont quelque peu au courant seraient prêts, à condition évidemment que le Québec prenne démocratique-

ment une décision qui irait dans le sens du oui, à négocier la suite. Cela se produit quand même dans ce climat de confusion extrême, je suis parfaitement d'accord. Mais je voudrais bien savoir — je vais répondre à la question; je suis sûr que le député de Bonaventure n'y répondra pas — je serais curieux de savoir qui, jusqu'à la dernière minute autant que possible, entretient le plus de confusion. Qui s'est fait un devoir — je n'ose pas l'appeler patriotique; cela serait vraiment abuser d'un adjectif comme celui-là — qui semble se faire une sorte de devoir patriotique d'entretenir le plus de confusion possible dans les esprits?

Je le répète, ce n'est pas le gouvernement actuel du Québec, ni le Parti québécois non plus qui organise des sondages aussi complexes que possible où des salades de questions varient d'un mois à l'autre. Ce n'est pas le gouvernement du Québec qui entretient politiquement — et là, c'est vous autres — le plus de confusion possible. Ce sont tout spécialement nos amis d'en face, peut-être pour déguiser le fait qu'eux-mêmes sont incapables de s'entendre sur quoi que ce soit.

Je viens de lire le rapport d'une réunion quelconque, je ne sais pas laquelle, du Parti libéral où on n'était même pas capable de savoir si on était Canadien ou Québécois. C'est intitulé: La crise d'identité. Ce n'est même pas une crise de définition, c'est une crise d'identité, on ne sait plus ce qu'on est. "La crise d'identité semble persister au Parti libéral du Québec". Il y a un petit passage qui est un peu révélateur sur le climat interne aussi et dont, je pense, bon nombre de Québécois devrait se méfier. Ce bloc enfariné ne me dit rien qui vaille, le rassemblement des libéraux. Je n'oserai pas dire que j'ai des soupçons. De toute façon, je cite le passage en question: "En assemblée plénière, le président de la commission constitutionnelle du PLQ, M. Raynold Langlois — est-ce qu'il est au parti du Québec ou à celui du fédéral, M. Langlois? enfin, il y a une certaine confusion là aussi — a même dû appeler certains intervenants à la tolérance envers ceux qui se perçoivent comme Québécois d'abord". Autrement dit, il y a un petit côté subversif à se percevoir comme Québécois d'abord. "On peut — dédire M. Langlois en essayant de calmer les esprits — être fédéraliste tout en se considérant d'abord comme Québécois". J'espère qu'il aura été entendu.

Enfin, devant cette crise qu'on appelle, je pense, à juste titre, une crise d'identité, il est assez normal que nos amis d'en face essaient d'entretenir le plus de confusion possible en ce qui nous concerne parce qu'eux n'ont rien de clair à proposer. Ils n'ont aucune alternative valable, cohérente, face à un régime fédéral dont tout le monde — à commencer par le premier ministre sortant du gouvernement fédéral, M. Trudeau — littéralement se décarcasse pour dire que cela a besoin d'être refait substantiellement, rebâti de fond en comble. Il faudrait réécrire cela au complet. Il n'y a personne qui est capable de s'entendre même sur l'abc de ce qu'on prétend proposer pour l'avenir, alors on essaie au maximum de multiplier les écrans de fumée à notre adresse.

Pourtant, en fonction de cette résolution qu'évoquait au début de son intervention le député de Bonaventure, au mois d'avril 1978, où on demandait au gouvernement de définir clairement et sans délai — enfin, cela veut dire dans les plus brefs délais possible — son option, après avoir consulté — parce que je ne me sens pas inspiré au point de pouvoir écrire cela tout seul — le Conseil des ministres, le caucus des députés ministériels, des gens qu'on respecte dans la population et les instances de notre parti, j'ai fait une déclaration à l'Assemblée nationale. Cette déclaration reste encore, quant à nous, les paramètres essentiels de ce que nous proposons. C'est une déclaration qui est venue ici, à l'Assemblée nationale, au mois d'octobre, et qui disait ceci, entre autres: "Puisque ces deux notions de souveraineté et d'association se complètent, quant à nous, il nous faut donc préciser ce que nous entendons par l'une et par l'autre, avec ce trait d'union — souveraineté-association — que nous mettons entre les deux.

"La souveraineté, c'est très simplement, très normalement, pour nous comme pour les autres peuples — qu'est-ce qu'il y a de si compliqué là? — le fait d'accéder à la pleine responsabilité nationale. Nous y venons plus tardivement que la plupart des autres, mais si nombreux qu'aient été les accidents de parcours — y compris nos déchirements partisans et nos soifs de pouvoir successif — et si laborieux le cheminement, jamais nous n'avons cessé d'aspirer obstinément à être un jour maîtres chez nous". Je connais même des gens, y compris le député de Bonaventure, qui se sont promenés dans le Québec avec ce slogan dans les années soixante: Maîtres chez nous.
(16 h 50)

Parfois, on ne sondait pas ce que cela pouvait vouloir dire pour l'avenir. Je n'oserai pas dire... Pourtant, cela a un sens que dans tous les pays normaux du monde on peut comprendre. Cela veut dire être en charge de son développement. Cela veut dire avoir sa maison et ne pas toujours sentir qu'elle est manipulée de l'extérieur. Cela ne veut pas dire l'hostilité contre personne. Cela veut dire l'autoaffirmation, d'abord, d'une société distincte qui a droit à son identité et qui a droit qu'on cesse de la tripoter de l'extérieur tout le temps. C'est une paraphrase, ce n'est pas la déclaration. C'est cela que cela signifie. "Des lointains débuts coloniaux jusqu'à ce demi-Etat que nous a consenti le régime fédéral, nous avons tendu constamment — sous le gouvernement, tant bien que mal, de nos amis d'en face comme sous celui de Johnson, de Lesage, de Duplessis à sa façon, etc. — à nous débarrasser autant que possible des pouvoirs qui pesaient sur nous de l'extérieur. Ayant acquis au siècle dernier la souveraineté partielle d'une province, nous en avons sans cesse réclamé l'élargissement, comme en témoignent sans exception les positions de tous ceux qui, depuis des décennies, se sont succédé à la direction du Québec pour administrer cette souveraineté tronquée, en ayant si souvent — et Dieu sait que c'est vrai depuis les dernières années — à la défendre contre les empiètements".

Donc, cela nous mène à quoi? A une définition. La souveraineté, c'est "rapatrier chez nous le pouvoir exclusif de faire des lois et de lever des impôts. La souveraineté, voilà exactement ce qu'elle implique. Comme les autres, le Québec sera souverain quand son Assemblée nationale sera le seul Parlement qui puisse légiférer sur son territoire et que les Québécois n'aient d'autres taxes à payer que celles qu'ils auront eux-mêmes décidé de s'imposer. Pour la première fois, nos instruments politiques, ainsi que les principaux moyens financiers et économiques de la collectivité seront regroupés au même endroit, en un seul centre de décision qui sera entièrement à notre service. Mais cette légitime affirmation d'un peuple, révolution du monde... "La souveraineté-association, changeons les mots, c'est ce qui se passe en Europe, c'est ce qui se passe en Scandinavie d'une autre façon; selon le contexte de chacun des peuples, c'est ce qu'on essaie de trouver comme formule de notre époque, pas au XVIIIe ou au XIXe siècle, pour permettre à des gens d'être maîtres de leur maison et, en même temps, entre voisins, quand les régimes politiques peuvent s'accorder, de travailler ensemble, de coopérer, de mettre ou de garder en commun des choses qui leur permettent de ne pas s'éloigner les uns des autres.

On dit: "Cette légitime affirmation d'un peuple, l'évolution du monde nous enseigne qu'elle n'exclut pas du tout les mises en commun qui sont mutuellement avantageuses. L'interdépendance des nations contemporaines, le volume de leurs échanges, la facilité de leurs communications les poussent naturellement à s'associer des maints domaines afin de favoriser un développement conjoint. Cela est d'autant plus vrai dans notre cas que nous partageons depuis deux siècles avec nos amis du reste du Canada un espace économique commun et qu'une foule de nos activités sont fortement intégrées et complémentaires". Partant de là, on a proposé dans notre option — et on va le répéter, peu importe la forme exacte que prendra "la" question, pas 25 questions dans n'importe quel sondage — que les marchés, l'espace économique conjoint et la monnaie qui en est le régulateur et, jusqu'à un certain point, l'huile dans le moteur comme dans toutes les économies, soient également gardés comme quelque chose qu'on laisse en commun.

Cela définissait l'essentiel de ce qu'est la souveraineté-association. Cette déclaration a paru suffisamment claire à beaucoup de gens, après des discussions démocratiques, c'est normal, sur la façon dont cela va se faire, etc. Cela n'est pas fini. Mais sur l'essentiel, quand le fond est bon... C'est cela, l'essentiel d'un sens de la direction collective. Cela a paru suffisamment clair pour que la Commission Pépin-Robarts — je le rappelais au chef de l'Opposition hier — présidée par M. Jean-Luc Pépin, fédéraliste sincère, actif, militant libéral, ancien ministre de M. Trudeau, et l'ex-premier ministre, John Robarts, de l'Ontario, tous les deux avec leurs collègues aient signé des rapports dans lesquels, par exemple, l'autodétermination, dont

rigolait un peu le député de Bonaventure, leur paraît une chose fondamentale qu'il faut absolument respecter dans le cas du Québec — le droit de décider nous-mêmes, cela ne se discute même pas — et que souveraineté-association, c'était quand même quelque chose qui se définissait en deux pages à partir des définitions qu'on donne nous-mêmes et qui ne leur paraissaient ni ambiguës ni confuses.

Alors, qui est-ce qui sème la confusion dans les esprits, à part les sondages? Je pense que ce sont des discours comme celui que prononçait tout à l'heure le député de Bonaventure.

Mais seulement, je voudrais souligner une chose au député de Bonaventure, notre excellent ami, chef de l'Opposition, comme à tous ceux qui veulent nous écouter en ce moment, ceci: D'ici un certain nombre de mois, on ne sera pas devant un labyrinthe de questions ou un labyrinthe de discours et d'interprétations de tous bords et de tous côtés. On sera devant une question, quelle qu'en soit la forme, une, qui aura été précédée par au moins quelques mois. La loi prévoit au moins 75 ou 80 jours de période officielle, à partir du moment où cette question sera présentée, comme on doit le faire à l'Assemblée nationale, le moment venu. Le débat s'enchaînera ici à l'Assemblée nationale. Je pense qu'il va être légèrement suivi dans l'ensemble de l'opinion publique. A ce moment, les jugements se départageront beaucoup plus clairement. Ensuite, après une période d'un minimum de 20 jours de délai, des brefs seront émis pour qu'il y ait une campagne qui, elle, officiellement, nous mènera au jour du scrutin référendaire.

Entre-temps, on va continuer ce qu'on fait, depuis des mois et des mois, à travers ces écrans de fumée, ces espèces de mélis-mélos que multiplient tant qu'ils peuvent nos adversaires. Cela leur paraît de bonne guerre, c'est leur droit, qu'ils continuent. A travers aussi ces mélis-mélos de sondages qui interviennent constamment avec des questions différentes. Je ne les blâme pas non plus, ils font leur possible, mais cela mêle les gens, et malgré cela, peu à peu se dessine une direction qui, quant à nous, est extraordinairement réconfortante.

Je suis convaincu qu'à la suite de cette période que je viens d'évoquer, en passant à travers celle qu'on entretient actuellement, la clarté qui commence à se dessiner de plus en plus va finir par devenir démocratiquement aveuglante. Après ce débat, j'ai l'impression que ce sera une minorité terriblement réduite de Québécois qui iront voter non à la suite de ceux que j'appellerais, en les regardant aller, des véritables fossoyeurs par destination de l'avenir, qui prétendent pouvoir demander à toute une société nationale de dire non à une proposition qui peut la mener vers un avenir d'égal à égal avec un autre peuple, qu'on respecte, mais avec qui il faut se sentir en position d'égalité.

Je rappelle ce que disait Daniel Johnson: Egalité ou indépendance. Il faut mêler ces deux notions, quand on est une minorité, si on veut

arriver à l'égalité. Il faut se donner ce qu'on appelle en anglais le "bargaining power" pour changer les institutions qui ont fait leur temps. Quand je vois des gens qui s'imaginent ou qui font semblant de s'imaginer, parce que c'est le pouvoir qui intéresse beaucoup plus que l'avenir, qu'en amenant toute une société à dire non à la possibilité d'un véritable "bargaining power" de peuple à peuple qu'eux ils vont avoir un "bargaining power" extraordinairement puissant pour l'avenir. J'en souhaiterais au Québec, si jamais on suivait cette direction. Mais après les débats qui vont s'engager chez nous, après les clarifications les plus décisives qui pourront être apportées, je suis profondément convaincu, premièrement, qu'une majorité claire de Québécois va se dessiner dans le sens de dire oui à une hypothèse de travail de l'avenir qui est la seule réponse possible à cette espèce de cercle vicieux dans le quel deux peuples se débattent en faisant du mauvais sang de plus en plus depuis des années.

Deuxièmement, comme des sondages en profondeur qui étaient des études d'opinions commandées par la commission Pépin-Robarts, comme ces études l'ont prouvé dans les Maritimes tout récemment, et comme ce qui émerge de ce sondage invraisemblable dont se sert le chef de l'Opposition, comme si c'était une bible, dans le reste du pays aussi, une fois le oui du Québec très clairement exprimé, il y aura des négociations entre deux sociétés démocratiques. Puis on arrivera à remplacer un régime désuet, qui, de plus en plus, est antiproduitif pour les deux sociétés, par un nouveau régime qui correspond exactement, mais selon notre modèle à nous, à la recette la plus civilisée, la plus progressive qui a été trouvée dans les pays les plus avancés du monde d'aujourd'hui.

Merci, Mme la Présidente.
(17 heures)

La Vice-Présidente: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: Je pense qu'avec cette motion du chef parlementaire de l'Opposition officielle on assiste ici à une avant-première de ce qui va se passer au Québec au cours des prochaines années et particulièrement au cours de la prochaine élection provinciale, comme ce qui se passe d'ailleurs au cours des élections partielles présentement dans les comtés de Jean-Talon et d'Argenteuil, c'est-à-dire qu'on va dresser l'épouvantail de la séparation et de la destruction de notre pays devant les Québécois en disant: Seul le Parti de M. Ryan est capable de régler ces problèmes. Faites-nous confiance, il faut voter non à tout. Non au Parti québécois, non à l'Union Nationale, non aux démocrates, non au PNP, non à tout le monde. En votant pour le Parti libéral du Québec ou le parti de M. Ryan, vous allez régler tous vos problèmes.

Mme la Présidente, on a commencé cet après-midi. On avait commencé bien avant, on a commencé en 1973 à faire peur au monde. En 1976, on

a essayé de faire peur au monde, on a fait moins peur un peu, on a fait peur un peu plus aux anglophones, ils ont voté pour le parti de M. Ryan. En 1979, on fait encore peur au monde et en 1980 le Parti libéral du Québec va continuer à faire peur au monde. Je veux que le Parti québécois définisse clairement sa notion de souveraineté-association, qu'on sache ce que c'est l'indépendance, ce qu'est la souveraineté, ce qu'est la souveraineté-association, qu'on les définisse clairement. Je suis le premier d'accord là-dessus et tous les Québécois veulent une définition claire, nette et précise, mais les Québécois ne veulent plus d'épouvantails pour faire peur au monde; ils veulent au contraire des partis politiques positifs, qui vont établir leurs positions clairement autant au point de vue constitutionnel qu'au point de vue social et au point de vue économique.

Si on n'aime pas une position plus à gauche au point de vue économique, on pourra prendre une position plus à droite, mais qu'on soit positif une fois pour toutes. Je pense que les politiciens nouvelle vague d'aujourd'hui, les hommes politique nouvelle vague, la population nouvelle vague du Québec demandent cela et pressent nos députés et nos partis politiques d'être un peu plus modernes et d'arrêter de jouer ou de se cacher derrière les émotions de la population du Québec pour faire quelque chose de positif.

Quant à nous, de l'Union Nationale, nous voulons, nous exigeons du Parti québécois qu'il définisse clairement ce que c'est — d'ailleurs, j'ai posé une question hier au premier ministre là-dessus — la souveraineté-association et la souveraineté tout court. Est-ce qu'il y a une différence entre les deux? Le ministre délégué à l'environnement nous a dit, il y a quelque temps, qu'on aurait un premier référendum sur la souveraineté-association; si on ne réussit pas nos négociations, on aura un deuxième référendum sur la souveraineté tout court. Hier, le premier ministre m'a dit: La souveraineté-association, c'est une forme moderne de souveraineté tout court. Pourquoi tenir deux référendums sur la même question si cela veut dire la même chose? Donc, qu'on définisse clairement ce que c'est. Souveraineté tout court ou souveraineté-association, mais qu'on définisse si c'est l'indépendance politique du Québec. Après cela et en même temps, je pense bien que nos amis du parti de M. Ryan vont pouvoir finalement se brancher quelque part et dire ce qu'est leur position, arrêter de faire peur au monde avec des questions comme cela et on pourra juger de la valeur des hommes, de la valeur des partis politiques, des programmes des partis politiques et des programmes des hommes politiques qui sont présentés devant nous.

C'est important aussi que les hommes politiques canadiens sachent une fois pour toutes que les Québécois ne veulent pas être à genoux devant le gouvernement fédéral à Ottawa, que les Québécois vont accepter d'être des amis, que les Québécois vont accepter d'être des associés, qu'ils voudront être traités à égalité à l'intérieur du Canada. D'être traité comme des serviteurs? Ja-

mais les Québécois ne vont accepter cela, même pas du Parti libéral fédéral. C'est Solange Chaput-Roland qui nous disait, le lendemain du dépôt du dernier volume du rapport de la commission Pépin-Robarts, "n'importe quoi sauf le statu quo ou l'indépendance".

Voilà pourquoi c'est essentiel, aujourd'hui, que le Parti québécois définisse sa notion de souveraineté-association et qu'on nous dise, une fois pour toutes, s'il y a une différence avec la souveraineté tout court; qu'on nous dise, une fois pour toutes, si on va faire deux référendums, trois, quatre ou cinq ou si on va en faire seulement un, un référendum très clair, très net, très précis une fois qu'on aura défini notre option. Les Québécois pourront décider et, une fois que ce sera décidé, je pense qu'on saura où aller. Voilà pourquoi aussi je pense qu'il est important que les hommes politiques à Ottawa et les chefs politiques prennent partie devant un document de travail, devant les propositions de la commission Pépin-Robarts. Ce sont à peu près les meilleures propositions qui aient jamais été faites dans ce pays. Pourtant, les hommes politiques Canadiens ne sont pas pressés pour nous dire s'ils acceptent ces propositions ou s'ils les refusent, on les a tout simplement mises sur une tablette. Que ce soit un parti politique ou l'autre, au niveau du fédéral, ou que ce soit un premier ministre d'une province ou d'une autre, au niveau des provinces canadiennes, je pense qu'il serait grand temps que ces hommes réagissent et nous disent franchement ce qu'ils veulent pour l'avenir du pays.

Si ces gens-là ne veulent pas avoir le Québec à l'intérieur du Canada, qu'ils nous le disent aussi... Il faudrait bien le savoir une fois pour toutes. S'ils veulent nous avoir à l'intérieur du Canada, que les hommes politiques du gouvernement fédéral et des autres provinces canadiennes s'assoient autour de la table de négociation et qu'on s'entende véritablement dans ces conférences, qu'on arrête de faire du maquignonnage politique et qu'on dise exactement aux Québécois quelle est leur place à l'intérieur de la Confédération canadienne.

Nous, nous disons: Oui, le Québec a une place à l'intérieur de la Confédération canadienne et notre place c'est d'être traités comme des égaux à l'intérieur du Canada. C'est ce que l'Union Nationale a toujours demandé.

Je ne suis pas seul à dire cela. A titre d'ex-commissaire à la commission Pépin-Robarts, Mme Chaput-Roland croit qu'un renouveau constitutionnel pourrait surgir à partir de la négociation qui est proposée dans ce rapport. C'est à partir de là qu'on va recommencer. Fédéralisme renaissant, reconstitué et arrangement de deux Canada au sein du même Etat, ce dernier ayant sa préférence. Trois points essentiels ont été retenus par Mme Chaput-Roland: 1. Le sondage nous révèle qu'il y a une certaine confusion, le dernier sondage qu'on a vu dimanche dernier. Les Québécois veulent négocier un nouvel arrangement avec la confédération du Canada. 2. Ils ne veulent pas de l'indépendance. 3. Cela nous dit que notre apport est

passablement meilleur qu'on le croit, le rapport Pépin-Robarts.

Qu'est-ce que les hommes politiques canadiens attendent, que ce soit M. Trudeau, M. Clark ou tous les autres premiers ministres, pour se brancher une bonne fois pour toutes et dirent eux aussi au Québec ce qu'ils veulent avoir à l'intérieur du Canada? Qu'est-ce que le Parti québécois attend pour dire une fois pour toutes sa position claire, nette et précise? Qu'on arrête de jouer sur les mots et qu'on arrête de dire aux Québécois qu'on va organiser deux référendums: le premier, c'est un mandat de négociateur, et dans le deuxième, si on ne réussit pas à négocier l'association, on reviendra demander une autre permission à la population du Québec. Tout le temps qu'on tergiverse, tout le temps qu'on ne veut pas se définir clairement, on donne une chance au parti de M. Ryan de faire peur au monde. Je pense que ce serait le temps de finir cette histoire-là et qu'on puisse passer aux choses qui intéressent véritablement le Québécois ordinaire, celui qui désire s'occuper d'une saine administration, au niveau du gouvernement du Québec, et arrêter de faire la publicité péquiste avec l'argent de la population québécoise.

Mme la Présidente, il y a eu un sondage au CEGEP de Saint-Hyacinthe, il y a une quinzaine de jours. Je voudrais faire part de ce sondage-là. On posait des questions aux jeunes concernant l'indépendance, la souveraineté-association, le statut particulier, le fédéralisme renouvelé et le statu quo. Il y en a 7% pour l'indépendance, 7,3% pour le statu quo, 33% pour la souveraineté-association, 26% pour le fédéralisme renouvelé et 8% pour le statut particulier. Cela veut dire que les jeunes aussi, dans un CEGEP comme Saint-Hyacinthe, cherchent une voie entre l'indépendance d'une part et le statu quo d'autre part. Il faut être honnêtes, nous, les hommes politiques, il faut arrêter de charrier pour le statu quo ou il faut arrêter de charrier pour l'indépendance. La population du Québec n'en veut pas. Il faut définir une option, dans le centre, à mi-chemin quelque part, mais définir l'option et dire ce qu'on veut véritablement.

Si le Parti québécois ne la définit pas, si les hommes politiques canadiens ne la définissent pas, je me demande ce qui va arriver. Je crains le pire pour l'avenir. Mme Solange Chaput-Roland nous disait: Le Canada anglais a besoin d'un autre choc. Elle disait: Si le Canada anglais ne veut pas accepter le rapport Pépin-Robarts, la dualité canadienne et le fait qu'il y ait des régions différentes au Canada, on aura besoin, à l'occasion du référendum, de donner un autre choc au Canada anglais. Je pense que le Canada anglais a eu un choc le 15 novembre. Des hommes, par exemple, comme Pierre-Elliott Trudeau, Jean Chrétien ou d'autres, je pense, n'ont pas eu le choc assez fort. Il faudra leur en donner un encore plus fort pour qu'ils comprennent ce que le Québec veut avoir, comment le Québec veut être traité à l'intérieur de ce pays.

Mais que le Parti québécois, une fois pour toutes, arrête lui aussi de charrier. Que le Parti québécois arrête de tergiverser et de nous dire qu'il y aura deux, trois, quatre référendums, on ne sait pas combien. Il faudrait définir... Il y en aura seulement un si le Parti québécois définit finalement sa position. Est-ce l'indépendance politique du Québec qu'on veut avoir, est-ce la souveraineté-association, est-ce l'association-souveraineté? Est-ce le trait d'union? On ne le sait jamais, cela change d'une journée à l'autre. Cela évolue en fonction des sondages. Il va falloir se définir un jour ou l'autre et dire, à l'intérieur de cela, à l'intérieur des thèmes et des grands slogans, à Jean-Baptiste, Québécois ordinaire, ce qu'il y a là-dedans. Jean-Baptiste ne sait pas ce qu'il y a dans la souveraineté-association. On ne le lui a jamais dit. Une fois c'était l'indépendance, l'autre fois c'était la confédération, l'autre fois c'était le fédéralisme renouvelé, et l'autre fois c'était autre chose, c'était un trait d'union.

(17 h 10)

Il faudrait, une fois pour toutes, que le gouvernement du Parti québécois, au lieu de dépenser de l'argent pour faire de la publicité péquiste à la télévision, dépense un peu d'argent pour embaucher quelques spécialistes, si vous n'êtes pas capables de les avoir à l'intérieur de votre parti, pour définir clairement et dire à Jean-Baptiste, Québécois ordinaire, ce que c'est, ce que vous voulez comme pouvoirs à l'intérieur du Canada, ce que vous voulez que le gouvernement fédéral ait comme pouvoirs. Nous, de l'Union Nationale, avons défini clairement ces pouvoirs. On les a définis quant à l'éducation, aux affaires sociales, aux affaires municipales. C'est clairement défini. On attend que le Parti québécois se branche aussi une fois pour toutes là-dessus.

Mme la Présidente, avant de terminer, je vous dis quelque chose. L'Union Nationale a dit oui depuis très longtemps au droit pour les Québécois de décider de leur avenir. Le droit à l'autodétermination, bien avant que le Parti québécois existe, l'Union Nationale l'avait reconnu par la voix de son ancien premier ministre, M. Daniel Johnson. Johnson a dit oui au droit à l'autodétermination pour les Québécois. L'Union Nationale n'a pas changé depuis ce temps. On croit qu'à l'intérieur du régime fédéral canadien, nous, les Québécois de la province de Québec, avons le droit de décider de notre avenir. Cela ne veut pas dire qu'on va se séparer; cela veut tout simplement dire le droit de décider si on va rester à l'intérieur du Canada ou s'en aller. Ceux qui refusent ce droit aux Québécois ne sont pas des vrais Québécois sincères, ne sont pas de vrais patriotes. Nous croyons que nous devons, nous, les Québécois, décider de notre avenir.

Je suis sûr que les Québécois vont décider de demeurer à l'intérieur du régime fédéral canadien, mais il va falloir que les hommes du régime fédéral canadien se réveillent, brassent un peu la poussière qu'il y a sur les tablettes et qu'on décide véritablement ce qu'on va faire avec le Québec et le Canada de demain. Il faut que les hommes du

régime fédéral canadien arrêtent de se demander ce que le Québec veut avoir et qu'ils se demandent, eux aussi, ce qu'ils veulent avoir comme pays, le Canada, au cours des prochaines années, au cours de la prochaine décennie.

Je pense que les hommes politiques ont dépensé assez de temps aujourd'hui au Québec à discuter de ces questions constitutionnelles, de culture de langue. Ce serait le temps de régler nos problèmes et de passer aux problèmes économiques parce que les Québécois, les chômeurs, les travailleurs attendent après les hommes politiques pour savoir ce qu'on fera au point de vue économique pour bien administrer le Québec et assurer un avenir à nos enfants qui sont partout dans les écoles, mais qui attendent qu'on arrête de faire peur au monde et qu'on se branche quelque part au point de vue souveraineté-association ou de souveraineté tout court et, finalement, qu'on s'occupe de leurs problèmes, eux qui sortiront sur le marché du travail au cours des prochaines années.

La Vice-Présidente: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Mme la Présidente, on a, des deux côtés de la Chambre, insisté beaucoup sur l'importance de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Québécois quant à leur avenir. Encore là, assez habilement, le Parti québécois entretient une autre confusion, à savoir que, si on est en faveur de l'autodétermination, il faut absolument répondre oui à n'importe quoi, à n'importe quelle question que le gouvernement va poser. Disons, au départ, que personne ne conteste le droit des Québécois de choisir leur avenir. Personne ne conteste le droit des Québécois de choisir leur meilleur avenir, par exemple. C'est ce que le Parti libéral propose, le meilleur avenir étant de choisir le Québec et le Canada. J'entends les applaudissements des députés péquistes devant moi, ce qui nous prouve qu'il ne faut pas désespérer.

Des Voix: Ah! Ah!

M. Lalonde: Cesser d'entretenir la confusion et l'équivoque est le but de cette motion. Je pense que, quant à la première partie de la motion, à savoir qu'il y a confusion, la preuve n'en est plus à faire. Le député de Bonaventure et le premier ministre aussi sont parfaitement d'accord: il y a confusion. Même le premier ministre est obligé de l'admettre devant le plaidoyer clair et complet du député de Bonaventure et chef de l'Opposition officielle. Il y a confusion, même après onze ans de tentatives du Parti québécois d'offrir une proposition aux Québécois sur leur avenir constitutionnel, même si le premier ministre est venu nous dire à combien de reprises ici que c'est clair, la souveraineté-association. Encore aujourd'hui, il dit: Il y a de la confusion.

Quand dit-il la vérité? Est-ce qu'on peut être tiraillé au point de dire le contraire deux jours après? Seulement, le premier ministre, en habile politicien, sait que l'attaque est la meilleure défense. Alors, il qualifie les méchants libéraux, les méchantes oppositions de toutes les injures possibles, à savoir que nous sommes les responsables de cette confusion. On nous dit: Il y a confusion, mais c'est à vous — c'est sûrement à nous — de définir la souveraineté-association, si on croit le premier ministre. Si c'est nous qui entretenons la confusion, comment se fait-il que ce soit le Parti québécois qui propose la souveraineté-association? N'est-ce pas au Parti québécois à définir sa souveraineté-association?

Nous soulignons seulement que les gens ne comprennent pas. C'est vrai, le premier ministre le reconnaît. Quand fait-on de la confusion? Quand les libéraux disent: Regardez, les réponses sont confuses: Donc, les gens ne comprennent pas votre option. Est-ce qu'on doit accuser les libéraux ou reconnaître qu'en 1976 le premier ministre a promis, pendant la campagne électorale, un référendum sur l'indépendance tout d'abord? Pourtant, on a tenté, encore en fin de semaine, ici à Québec, de remplacer le mot "indépendance" par le mot "souveraineté" dans le programme du Parti québécois. Bon! on change d'idée.

En octobre 1978, le premier ministre met un trait d'union indissoluble entre la souveraineté et l'association. Il a passé là-dessus tantôt, mais il ne faut pas oublier ce qu'il a dit ici solennellement, le chef du Parti québécois, le chef du gouvernement, après les consultations dont il nous a fait part tantôt.

Une Voix: Il a oublié de se citer.

M. Lalonde: Il a oublié de se citer, mais je vais le citer. C'est marqué ici, dans sa déclaration du mardi 10 octobre: "Il n'est pas question, dans notre esprit, d'obtenir d'abord la souveraineté et de négocier l'association par la suite. La souveraineté et l'association devront donc se réaliser sans rupture et concurrentiellement." Dans le Devoir du 26 mars 1979, sous le titre "Louise Arel gagne l'appui de cinq députés" — on sait que le Parti québécois est divisé, Mme la Présidente, là-dessus — on lit ceci: "Cette orientation comprend un oui non équivoque à la souveraineté et relègue l'association au rang des modalités". D'ailleurs, il ne faut quand même pas être aveugle. La brochure "D'égal à égal", qui est le produit du Comité exécutif du Parti québécois pour ses travaux à son prochain congrès, de toute évidence — tous les observateurs sont d'accord là-dessus — établit que la souveraineté, dans l'esprit des péquistes, c'est indispensable et l'association, peut-être, si on peut. Ils ne le croient tellement pas qu'ils ont même prévu un autre référendum au cas où l'association ne fonctionnerait pas. Qui a raison à ce moment-là? C'est nous autres.

On nous accuse, les libéraux, d'entretenir la confusion alors que vous vous contredisez vous-mêmes. Le député de Rosemont dit que j'entre-

tiens la confusion parce que je dis cela. Le député de Rosemont sait-il que, dans les anciennes peuplades un peu barbares, on tuait le messager qui apportait la mauvaise nouvelle parce qu'on voulait faire disparaître la mauvaise nouvelle? Il me rappelle cela. Intellectuellement, c'est à peu près à cette hauteur que le député de Rosemont se situe.

La Vice-Présidente: A l'ordre!

M. Lalonde: Mme la Présidente, il est évident que le gouvernement est dans un conflit d'intérêts épouvantable. Comme gouvernement des Québécois, il devrait s'assurer du caractère respectable et respecté de la réponse du référendum. Là, il encourt une responsabilité absolument capitale. Comme gouvernement de tous les Québécois, c'est son obligation de voir à ce que le référendum respecte les droits les plus démocratiques, les droits fondamentaux des gens de s'exprimer et aussi et surtout — enfin, fatalement, si les droits et libertés des personnes sont respectées — c'est son devoir de faire en sorte que le résultat du référendum soit authentique, soit vrai, reflète la vraie volonté des Québécois, sinon, non seulement il ne sera pas respecté ici, mais il ne sera pas respecté ailleurs. C'est là-dedans, Mme la Présidente, que je dois accuser le gouvernement du Parti québécois de servir davantage les intérêts du Parti québécois que ceux des Québécois. (17 h 20)

Le gouvernement a une responsabilité parce qu'il joue avec l'avenir des Québécois. Il peut croire le plus sincèrement possible en son option; je respecte l'opinion de chacun de ceux qui disent ici: Moi, je suis indépendantiste. Je respecte cela mais le gouvernement n'a pas le droit de finasser, d'entretenir la confusion, de jouer avec les mots. On le sait, plus la question est vague, plus la question est souple, plus la réponse est forte. 50% et plus sont prêts à donner un mandat de négocier et là on arrive à la souveraineté-association; rendus là, on peut dire un mandat de négocier à peu près n'importe quoi. 50%, pourquoi? Ce n'est pas fatigant, cela n'engage à rien. Cela baisse tout de suite dans les 30% quand on arrive à la souveraineté-association à cause de la contradiction des deux termes. Quand on arrive à l'indépendance, ce qui est réellement dans le fond du cœur des péquistes, quand on arrive dans le vrai, c'est clair, c'est 19%, c'est tout. Bon, alors c'est tentant pour le gouvernement de dire: Bah! tout ce qu'il nous faut, c'est un oui et avec nos communicateurs, et on a des experts, un oui on va en faire n'importe quoi. C'est de cela au fond dont on vous accuse.

Vous entretenez la confusion pour essayer d'obtenir une réponse que les Québécois ne veulent pas. Vous avez une responsabilité absolument capitale. Le premier ministre, dans un sanglot tantôt, nous accusait, nous, ceux qui allaient dire non à sa question, de jouer avec l'avenir des Québécois; je dis que sa responsabilité est encore beaucoup plus grande parce que lui est le chef du

gouvernement. Il est censé être le gouvernement de tous les Québécois et sa responsabilité est la sienne de voir à ce que le référendum soit respectable. Et il sera respecté seulement s'il est respectable; et il sera respectable seulement si la question est claire. La confusion qu'il entretient actuellement, bien qu'il y mette fin.

La Vice-Présidente: M. le député des Deux-Montagnes.

M. Pierre de Bellefeuille

M. de Bellefeuille: Mme la Présidente, je voudrais remercier et féliciter le chef de l'Opposition. Je souhaite qu'il reste longtemps parmi nous parce que le député de Bonaventure est un homme politique expérimenté qui sait, dans nos travaux, apporter une contribution toujours intéressante, même si on n'est pas nécessairement d'accord.

Ce n'est pas seulement parce que nous comptons remporter la victoire dans le comté d'Argenteuil que je dis cela, c'est aussi parce que nous aimons bien garder parmi nous le député de Bonaventure qui, tout en jouant avec brio son rôle de chef de l'Opposition, nous rend souvent service. Par exemple, en présentant à cette Chambre cette motion que nous discutons cet après-midi et qui va permettre à tous et chacun de voir qu'effectivement, à propos de la souveraineté-association et à propos des autres formules constitutionnelles, il y a des éléments de clarté et il y a des éléments de confusion.

Les éléments de clarté, je pense que cela va s'imposer à l'évidence qu'ils sont du côté du gouvernement et que les éléments de confusion sont du côté de l'Opposition, tant du côté du Parti libéral que de l'Union Nationale. C'est dommage que cette intéressante motion présentée par le député de Bonaventure et chef de l'Opposition n'ait pas suscité plus d'intérêt chez les députés de l'Opposition, qui ne sont que six à leurs sièges à l'heure actuelle, seulement quatre libéraux, parce que c'est vraiment une question...

M. Levesque (Bonaventure): Mme la Présidente, une question de privilège. Je pense que, lorsque le député de Deux-Montagnes parle, il compte les gens qui sont ici, d'un côté comme de l'autre. Ce serait plutôt au moment où nous avons parlé de ce côté-ci qu'on aurait dû compter les gens. Peut-être que ce serait le bon moment.

M. Lamontagne: Vous parlez et il y a seulement... députés de votre parti.

La Vice-Présidente: S'il vous plaît!

M. de Bellefeuille: De toute façon, Mme la Présidente, on aura tous remarqué en somme que, dans les interventions qu'il y a eu jusqu'ici, celle du chef de l'Opposition, celle du chef de l'Union Nationale, celle du député de Marguerite-Bourgeoys, qui vient de quitter la Chambre ayant fait

son intervention, il n'y a pas eu un mot sur l'autre partie de l'alternative, sur le fameux fédéralisme renouvelé. Là, c'est la confusion la plus totale. On nage dans l'obscurité et la confusion la plus totale.

Bien sûr, il y a eu un document qui a été publié, apparemment sous la plume de M. Ryan, et une des meilleures autorités du côté libéral en matière de fédéralisme, le professeur Léon Dion, de l'Université Laval, l'a aussitôt critiqué très sévèrement en disant que la position de M. Ryan était très proche du fédéralisme inconditionnel de M. Trudeau. Est-ce que c'est du fédéralisme renouvelé? Je ne le sais pas, mais de toute façon, il n'y a pas d'autres éléments qui sont venus clarifier ce que pourrait être le fédéralisme renouvelé. Quand on parle de fédéralisme renouvelé, par exemple, dans les sondages, on s'aperçoit que ces mots ont une certaine popularité. Le mot qui est populaire là-dedans, c'est le mot "renouvelé". La véritable façon de renouveler la situation dans laquelle on est, c'est la souveraineté-association. C'est avec cela qu'on va vraiment renouveler les rapports entre les deux peuples qui se partagent la moitié nord de l'Amérique du Nord.

On nous dit à nous que nous entretenons la confusion. C'est parce que, Mme la Présidente, on n'a pas compris, du côté des banquettes de l'Opposition, comment fonctionne un parti comme le Parti québécois. Un parti comme le Parti québécois, ne nomme pas une commission politique faite de quelques prétendus ou véritables experts — mais juste quelques experts — qui rédigent un texte savant. Là, cela passe comme une lettre à la poste — je ne devrais pas dire cela, parce que de nos jours les lettres ne passent plus à la poste, cela ne passe pas beaucoup en tout cas — c'est approuvé facilement par tout le monde, c'est le programme, c'est le manifeste, c'est tout ce que vous voudrez. Chez nous, ce n'est pas comme cela. Nous avons un programme qui est révisé régulièrement par nos congrès nationaux, et le prochain s'en vient. Le prochain s'en vient au mois de mai de cette année. Il a été précédé d'une série — comme vous le savez — de congrès régionaux. À la faveur de ces congrès régionaux, il y a un certain nombre de propositions qui ont été adoptées qui s'en vont vers le congrès national.

C'est un processus qui dure toute l'année, en réalité, parce que l'élaboration des propositions, cela se fait en consultation avec les gens. Le parti tient des réunions de ses membres. Les membres rencontrent d'autres Québécois, qui ne sont pas encore membres du Parti québécois et tous ces Québécois ensemble font un travail de réflexion, un travail de pensée. La souveraineté-association se définit à partir de ce processus.

Le député de Bonaventure a beau dire que ce n'est pas clair, moi je suis convaincu que les Québécois comprennent ce processus. Les Québécois comprennent l'élémentaire réalité de la souveraineté, c'est-à-dire qu'un peuple vraiment autonome constitue un pays, et l'élémentaire réalité de l'association, ce peuple constitue un pays qui établit les liens qu'il faut avec les voisins les

plus immédiats, c'est-à-dire le Canada, pour maintenir tous les avantages économiques qu'il y a à constituer cette association, maintenir les liens déjà avantageux. Les Québécois comprennent cela. Les Québécois comprennent aussi que dans la mesure où il faut apporter des précisions supplémentaires cela se fait par ce travail d'élaboration de la politique du parti qui se fait en consultation avec la population québécoise. Ce n'est pas un travail de quelques intellectuels cela; c'est un travail qui se fait en consultation avec la population québécoise.

Je pense, Mme la Présidente, qu'en réalité le député de Bonaventure est un excellent comédien. Avec son expérience — oui, saluez, levez-vous — politique il comprend le vocabulaire politique, il comprend le mot "souveraineté", il comprend le mot "association", il comprend ce que cela donne quand on met les deux ensemble. Bien sûr, chez nous, des fois, au Parti québécois, on se met à discuter de choses comme, par exemple, le mot "souveraineté" et le mot "indépendance" et on adopte des résolutions. C'est le processus démocratique cela, M. le député de Bonaventure... pardon, Mme la Présidente. C'est le processus démocratique. C'est peut-être parce que le chef de l'Opposition appartient à ce que les Québécois appellent un vieux parti... Vous connaissez l'expression, les vieux partis. Je vais vous lire un texte où il est question de vieux partis. Je vous dirai après qui est l'auteur. Au fur et à mesure que je lirai le texte, demandez-vous qui pourrait être l'auteur de ce texte.

"C'est aussi la gageure d'un nombre...
(17 h 30)

M. Levesque (Bonaventure): Mme la Présidente, tout simplement parce que le premier ministre est absent, je pense qu'il faudrait que je protège son privilège. Il ne faudrait pas oublier que lui-même a été ministre six ans d'un vieux parti.

Une Voix: Il en est sorti!

La Vice-Présidente: M. le député de Deux-Montagnes.

M. de Bellefeuille: C'est très simple, il a compris et, avant de quitter le Parti libéral du Québec, il y a fait un travail monumental dont vous étiez vous-même très fier.

Je reviens à ma citation. "C'est ma gageure, c'est aussi la gageure d'un nombre grandissant de citoyens qui refusent de croire qu'il n'y a qu'une manière de faire de la politique: entrer dans un des vieux partis et le transformer de l'intérieur. Pour avoir cru à ce mythe, des générations successives ont vu leur énergie et leur sincérité politique annihilées et nous trouvons essentiel de chercher l'avenir ailleurs".

Mme la Présidente, j'invite les députés de l'Opposition qui l'auraient deviné à dire que l'auteur de cette très belle citation s'appelle Pierre Elliot Trudeau. Cette citation est d'autant plus intéressante que Pierre Elliot Trudeau, à ce mo-

ment — cela a été publié dans le journal *Vrai* en 1956 — a été son propre propriétaire. Il a annoncé à la population du Québec et du Canada ce qui allait lui arriver à lui, qu'est-ce qu'il allait devenir en entrant dans un vieux parti. "Leur énergie et leur sincérité politique annihilées". C'est ce que cela donne dans les vieux partis.

J'ai une autre citation. Maintenant, il n'y aura pas beaucoup de suspense parce que vous devinez l'auteur: "J'ai toujours soutenu que la population du Québec ne progresserait jamais vers la maturité politique et la maîtrise de ses destinées tant qu'elle ne ferait pas elle-même l'apprentissage d'un gouvernement véritablement responsable, rejetant en même temps les idéologies qui prêchaient la soumission aveugle à l'autorité qui vient de Dieu et celles qui s'en remettaient avec confiance à Ottawa pour la solution de nos problèmes difficiles". L'auteur, Mme la Présidente, c'est le même, c'est Pierre Elliot Trudeau, dans la revue *Cité libre* en 1962.

Vous allez bientôt, j'imagine, m'inviter à conclure. C'est dommage que les limites de temps nous resserrent autant, parce qu'il y en aurait long à dire. A propos de sondages, par exemple, le chef de l'Opposition nous a fait état de la question... J'ai presque terminé.

La Vice-Présidente: Une demi-minute.

M. de Bellefeuille: Merci. Le chef de l'Opposition a fait état d'une réponse des Québécois au sondage où, apparemment, les Québécois auraient exprimé un certain degré de satisfaction par rapport au gouvernement d'Ottawa. Ce n'est pas étonnant. Cela montre une chose qui est absolument fondamentale, c'est que les Québécois ne sont pas des plaignards, les Québécois ne sont pas des chialeux. Les Québécois sont des gens qui préfèrent examiner les problèmes, regarder les choses en face, qui sont bien disposés envers leurs concitoyens, qui sont bien disposés envers l'autre peuple avec qui ils partagent l'ensemble du territoire canadien actuel. On n'est pas des chialeux, on ne veut pas se plaindre des gens eux-mêmes, on ne veut pas s'éloigner des Canadiens. On veut juste redéfinir nos rapports avec eux. Et, lorsque l'Union Nationale se sera jointe à nous puisque nous avons appris du député de Lotbinière que, dans la poursuite de sa tradition, l'Union Nationale n'a pas changé; lorsque l'Union Nationale...

M. Brochu: Mme la Présidente...

M. de Bellefeuille:... nous aura appuyés pour le oui, égalité ou indépendance...

M. Brochu: Mme la Présidente...

M. de Bellefeuille: ... nous aurons l'affirmation de cette volonté des Québécois de vivre en souveraineté et en association. Merci.

La Vice-Présidente: M. le député de Gaspé.

M. Michel Le Moignan

M. Le Moignan: Mme la Présidente, il m'est presque impossible de ne pas répondre à l'invitation du député des Deux-Montagnes quand il nous assure que l'Union Nationale est déjà prête, qu'elle est sur le point de dire oui. Le député devrait tirer d'autre conclusion que celle-là des paroles du député de Lotbinière.

L'Union Nationale, peut-être comme les autres formations politiques, va attendre la dissipation de la confusion, puisque la motion du député de Bonaventure parle justement de confusion. Quand on regarde le sondage qui a fait beaucoup de bruit, s'il n'y avait pas de confusion dans la population, on n'aurait pas rempli des pages complètes, on n'aurait pas donné autant de chiffres contradictoires.

Il est vrai que les Québécois sont plongés en ce moment dans la confusion. Où en sont les causes? Les ministériels vont me dire: Si l'option du fédéralisme renouvelé était claire, il n'y aurait pas de confusion dans la population. Si on regarde certains chiffres, je crois qu'il serait bon de les vérifier sans s'enervner, sans tirer de conclusion trop rapide. Je crois que les Québécois, qui ne sont tout de même pas plus bêtes que les autres Canadiens dans l'ensemble du pays, se posent des questions. Les Québécois voguent un peu dans la brume, dans le moment. C'est peut-être facile pour les ministériels de dire qu'ils ont des comités ad hoc, qu'ils ont des caucus, qu'ils ont des instances supérieures du parti, qu'ils ont publié des documents. Je suis d'accord avec eux, mais les gens aimeraient comprendre. Les gens ne sont pas tellement arriérés, les gens qui ont été interrogés dans ce sondage comme on peut le voir par les chiffres qui se contredisent là-dedans, c'est parce qu'il y a un manque d'information.

C'est facile d'inviter l'Opposition et de dire: Mettez donc vos positions claires et nettes sur table. On voit qu'il y a non seulement les Canadiens, ceux des autres provinces, qui ne comprennent pas du tout le problème québécois, mais il y a chez nous de 55% à 57% de la population qui sont mêlés et qui se disent: Il y a certainement des bobos, il y a des choses qui traînent, il y a des querelles quelque part. Mais qui, un jour, va nous les indiquer? Vous allez peut-être me répondre: C'est votre mission. Si on vous écoute, il n'y aura pas de doute, il n'y aura pas de confusion et ce sera très clair. J'aimerais que les choses se passent ainsi dans la population, j'aimerais qu'il en soit ainsi, mais le fait est là. Les gens nous disent: On voudrait avoir le meilleur des gouvernements possible. Cela découle du sondage. Les Québécois aspirent au meilleur régime possible dans l'avenir parce que, dans le moment, ils doutent des négociations.

Les Québécois savent qu'il y a eu beaucoup de rencontres fédérales-provinciales. On le sait, nous aussi. Le premier ministre a parlé de "bargaining power", le premier ministre a parlé de méli-mélo, Les ministériels les péquistes sont convaincus que même si nous avons une autre

rencontre de plus avec le fédéral, cela ne réglerait rien étant donné que l'expérience du passé est là. Si on regarde le sondage, il ne sème pas la confusion, comme on l'a dit; le sondage confirme un état de fait qui existe actuellement dans la population québécoise. Il ne faudrait pas perdre cela de vue. Quand on dit que le député de Bonaventure est bon comédien, je suis d'accord, mais il n'est pas seulement comédien, il est sérieux en même temps. Parfois, il devrait être tragédien quand on regarde certains états. Quand on pense à l'avenir du Québec, il ne fait pas de comédie avec cela. Je le connais depuis longtemps.

Le député de Bonaventure nous a présenté une motion. C'est aux ministériels d'éclairer la population. Vous, les ministériels, avez un rôle, vous avez une mission et c'est à vous d'éclairer le peuple. S'il n'y a pas de confusion dans le peuple, quand il y aura un autre sondage — vous dites que vous devinez d'avance les réponses — cela ne sera pas 19% pour l'indépendance ou 37% pour la souveraineté-association, à ce moment-là, ce sera peut-être 75% et 80% et cela, même avant le référendum. Si les gens hésitent, si les gens ne savent pas de quel côté se lancer, c'est qu'ils sont convaincus qu'avec la souveraineté-association, comme 30% l'ont souligné dans le sondage, le Québec sera quand même représenté dans un gouvernement fédéral à Ottawa.

(17 h 40)

Beaucoup de ceux qui sont pour la souveraineté-association croient que — parce que vous leur donnez l'impression que la souveraineté-association ne brise rien — le trait d'union va rester là, et on aura cette association. Je vais vous donner un exemple concret. En commission parlementaire de la justice, un groupe de femmes, dont je ne partage pas les opinions, je les respecte, et en parlant de la famille, du mariage, par exemple, aimeraient qu'il n'y ait pas de trait d'union dans le mariage, c'est-à-dire que l'homme et la femme soient libres à deux, autonomes, pas de vie commune, chacun organisant sa vie comme il l'entend. Puis, au bout de deux ou trois ans, s'il arrive un enfant, là on s'arrêtera et on fera une association quelconque. Là, on va en discuter.

Mais dans cette association — je n'invente absolument rien, vous lirez le journal des Débats — s'ils ont le malheur d'avoir un enfant, cet enfant, on n'a pas le droit de l'affliger du nom du père ou de la mère, on peut l'appeler Jean-Baptiste Patte-de-bois, et, s'il a un petit frère, on peut l'appeler Jean-Paul Tête-de-pioche, mais il ne faut pas que les deux aient le même nom et surtout il ne faut pas que cet enfant, dans la vie, sente qu'il y a une autorité qui brime sa liberté! C'est grave. C'est très grave. C'est un exemple que je vous donne que je n'invente pas. C'est une association entre un homme et une femme, ils sont seulement deux. Imaginez-vous ici, il y a le Québec qui veut devenir souverain, mais il est souverain, oui, jusqu'à un certain point, mais il est tout de même accroché un peu comme des wagons qui suivent la locomotive. Il y a le trait d'union qui va l'unir à l'Ontario, au Nouveau-Brunswick, aux autres pro-

vinces, mais, en plus, au fédéral là-dedans. Comment va-t-on pouvoir se débarrasser de l'association et en même temps pratiquer la souveraineté-association?

Comme le premier ministre l'a déjà dit en Chambre, le député de Bonaventure l'a évoqué hier, je crois, pas de chinoïseries, indépendance, souveraineté-association, c'est synonyme, c'est le même mot. C'est pour cela que je vous dis que vous semez la confusion. Dites donc aux gens: C'est tellement clair la souveraineté, si vous nous donnez un oui au référendum, on va devenir cela et pas autre chose. Les gens vont dire: Est-ce qu'on devient indépendant ou si on veut demeurer dans le Canada? Et, là, les gens vont décider en pleine connaissance de cause. Et, là, la confusion est tellement grande que, de plus en plus, les gens vont finir par se dégoûter et répondre n'importe quoi à n'importe quelle question. Je pense que les ministériels ont cette mission de poser tout de suite les prémisses claires et nettes, une fois pour toutes. Même si on devient indépendant, même si le ministre de l'Agriculture nous a dit qu'on sera autonome, qu'on sera autosuffisant, il faudrait tout de même en faire la preuve!

Mme la Présidente, la confusion qu'on sème, il faut qu'on cesse de la semer et le meilleur moyen, le moyen le plus facile est simplement de jouer cartes sur table, de publier un beau document clair et net, pas très long, sans cachotteries, un document qui va dire exactement ce que sera le Québec au lendemain du référendum s'il y avait un oui et non pas des points d'interrogation pour faire croire que peut-être on pourrait négocier et que, si on ne négocie pas, on laissera cela à la disposition des Québécois. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le député de Roberval.

M. Robert Lamontagne

M. Lamontagne: Mme la Présidente, au lendemain des sondages rendus publics par Radio-Canada dimanche soir, le chef parlementaire du Parti libéral, l'Opposition officielle, désire proposer à l'Assemblée nationale une motion qui, en fait, a déjà fait l'objet de discussions antérieurement et a reçu un accord unanime de tous les députés de l'Assemblée nationale. Je pense qu'il est bon, Mme la Présidente, de relire la motion actuellement débattue: "Que de l'avis de cette Assemblée, le gouvernement devrait cesser d'entretenir la confusion et l'équivoque autour de son option de souveraineté-association."

Mme la Présidente, il faut peut-être, avec des mots simples, remettre les choses où elles devraient être actuellement. Le Parti québécois, à l'occasion de l'élection de 1976 — c'était d'ailleurs inscrit dans son programme — s'est engagé envers la population du Québec à tenir à l'intérieur de son premier mandat un référendum devant permettre à ce parti et aux Québécois d'accéder à l'indépendance du Québec.

C'est seulement ce parti-là qui a promis un référendum. C'est donc à lui d'en assumer toutes ses responsabilités. Une chose est évidente, ce n'est pas l'option du Parti libéral du Québec, de l'Union Nationale ou du parti des Démocrates qui va apparaître sur le bulletin de vote. Sur le bulletin de vote — le premier ministre le répète lui-même régulièrement — il y aura l'option du Parti québécois sur laquelle nous serons appelés à nous prononcer. C'est strictement cette option qu'il est absolument nécessaire de clarifier pour permettre aux électeurs québécois de se prononcer. Que toute autre option, quelle que soit l'option des autres partis politiques au Québec, n'ait pas été définie, même au moment du référendum, c'est l'affaire des partis concernés. Les Québécois, eux, sur le bulletin de vote, verront l'option du Parti québécois. Il faut donc la définir.

On est en droit, en tant que Québécois et membres d'un parti politique représentant jusqu'à avis contraire la majorité des Québécois ici, à l'Assemblée nationale, de demander à ce gouvernement transparent quelle sera la question qu'il désire poser. Quelle est la réponse du Parti québécois, à l'heure actuelle? On a son programme. D'ailleurs, ils le savent. C'est écrit au chapitre 2, l'accession à l'indépendance. L'accession à l'indépendance avant d'être au pouvoir et depuis qu'ils sont au pouvoir. Dimanche passé, ils ont appris une fois de plus que les Québécois disent à ce Parti québécois, à 80%: On est contre l'indépendance du Québec. Là, ils semblent avoir compris un peu. Ils ont dit: Un instant! L'indépendance, cela ne marche plus. On va changer cela pour "souveraineté". Evidemment, comme le député de Vanier le rapportait au congrès de fin de semaine à Québec, la souveraineté et l'indépendance, c'est la même chose. Si c'est la même chose, pourquoi changez-vous votre programme?

Une Voix: On n'a rien changé.

M. Lamontagne: Un instant! Vous prendrez la parole quand je le voudrai. Lorsqu'on a un programme et qu'on sait qu'indépendance et souveraineté, c'est la même chose, que répond le premier ministre à cela? Il dit: Si on change le mot "indépendance", c'est parce que vous, l'Opposition, avez abusé du terme "indépendance". Vous l'avez tellement rendu de toutes sortes de manières que nous ne pouvons plus employer ce terme. Il faut employer, au contraire, le mot "souveraineté", mais c'est la même chose qu'indépendance". C'est de la bouffonnerie qu'un chef d'Etat n'a pas le droit de faire. Quand un parti politique a été fondé pour faire l'indépendance du Québec, on a au moins le droit de leur demander d'avoir l'honneur et le courage de leurs opinions.

Mme la Présidente, je crois en une chose très simple et le député de Marguerite-Bourgeoys l'a mentionnée tout à l'heure. On essaie, avec le terme "autodétermination" du Québec, des Québécois, de laisser voir que, si on est en faveur, cela voudrait dire qu'on serait en faveur de l'indépen-

dance. C'est là une duperie que le Parti québécois répand. J'ai mentionné en fin de semaine, dans ma région, que le Parti libéral du Québec — d'ailleurs, cela est rappelé dans le document "Choisir le Québec et le Canada" — que l'autodétermination du Québec, des Québécois, tout le monde reconnaît cela au Québec, tous les partis politiques sans exception. Nous avons le droit, nous, de décider si nous voulons être souverains ou non. Nous ne désirons pas être souverains de la manière que le Parti québécois préconise. Cependant, c'est un droit strict. Là, je répète un peu ce qui s'est dit avant moi, mais c'est bon de le rappeler et c'est de cette façon qu'on clarifie des situations. Lorsqu'on a le droit strict et seul d'obtenir une souveraineté, tel qu'ils le préconisent, on doit bannir un terme, pas celui de l'indépendance, mais celui de la négociation. Lorsqu'on a le droit seul d'obtenir quelque chose, on n'a pas le droit de parler de négociation. C'est le droit à la souveraineté que vous préconisez.

(17 h 50)

Mais, Mme la Présidente, j'écoutais le jeune député de Verchères, ainsi qu'un autre qui écrivent des gros volumes expliquer — je ne lis pas de volume, j'aime autant prendre ce qu'ils disent à l'Assemblée nationale — cela en disant: Nous autres, ce qu'on veut, c'est aller chez le notaire pour simplement changer le contrat. Je suis notaire, Mme la Présidente, et ce n'est pas tout à fait comme cela. Quand on va chez un notaire pour changer un contrat, il faut d'abord être deux; c'est élémentaire. Evidemment, je le comprends de dire cela; il n'est pas notaire. Mais la fourberie du Parti québécois, c'est de laisser supposer que le Québec peut sortir du Canada, mais qu'on ne veut pas détruire le Canada. On veut seulement en sortir et, après, s'il en reste, parce qu'il faut écouter ce que les provinces de l'Ouest disent également... A la télévision, les premiers ministres des provinces de l'Ouest ont parlé. On a parlé de textiles et on en reparlera à un autre moment. Ils peuvent s'associer avec d'autres pays que le nôtre.

Comme l'éditorial du Soleil le disait le 26 février dernier, "il est maintenant clair que le Parti québécois préconise de former un autre pays." "Coudon"! C'est clair pour nous aussi. Pourquoi, si c'est si clair que cela, ne veulent-ils pas le dire? Pourquoi, suivant les directives du camarade Doris Lussier, ne veulent-ils jamais employer le mot "indépendance", alors qu'il est clair — leur programme le dit — que c'est l'accession à l'indépendance? Ce n'est pas à moi de clarifier la question. Si je posais la question, pour employer le terme qu'ils emploient, je demanderais aux Québécois: Voulez-vous d'un Québec souverain politiquement, oui ou non? Pour employer le terme "souveraineté", parce qu'ils aiment mieux souveraineté qu'indépendance. Mais on ne posera pas la question de cette façon parce que, que cela plaise ou non à ce parti, il a perdu le goût du Québec pour garder le goût du pouvoir. C'est cela qui est le plus important pour lui.

J'ai dit une chose la semaine dernière pour clarifier ce débat. Il est important de se le rappeler,

lorsqu'on parle d'association. Evidemment, ils n'ont pas beaucoup d'expérience en affaires; ils ne peuvent pas savoir ce que cela veut dire être associé avec quelqu'un; il faut d'abord être en affaires pour être associé. Alors, il ne faut pas être comme la majorité de ces gens-là. Mme la Présidente, l'association commande une chose élémentaire: le respect de son associé éventuel.

Or, le Canada actuellement, dans la majeure partie sauf le Québec, c'est donc l'associé éventuel de ces gens-là. Qu'est-ce qu'ils en disent du Canada? Qu'est-ce qu'ils en disent, Mme la Présidente? La meilleure façon de voir ce qu'ils en disent, c'est ce qu'ils en font. Je sais bien que vous n'aimez pas qu'on vous rappelle ces choses. Je sais que dans notre région des députés l'ont fait, ils sont dans cette Chambre et m'écoutent en ce moment. — Deux minutes, Mme la Présidente. — Le drapeau du Canada représente actuellement le pays avec lequel ils veulent s'associer. C'est bon de leur rappeler qu'actuellement c'est le seul drapeau au monde que vous ne respectez pas et vous voulez vous associer avec le Canada! Qu'est-ce que vous ne dites pas du gouvernement fédéral, du drapeau canadien? Le député de Saguenay, c'est peut-être un des premiers qui est sorti des salles lorsqu'il y avait le drapeau du Canada...

M. Lessard: Parce qu'on voulait avoir le nôtre.

M. Lamontagne: Ouais, Mme la Présidente, j'avais...

M. Lessard: ... tranquille.

M. Lamontagne: ... le plaisir, l'an dernier, de recevoir des ministres à Saint-Félicien, dans ma ville. C'était dans un club nautique à Saint-Félicien. Ils sont venus dans le club eux-mêmes demander qu'on enlève le drapeau canadien sur le club nautique de Saint-Félicien, où je demeure. Cela a été fait en ma propre présence. Ils ont réussi à insulter tout le monde. On a tout le même droit, dans notre pays, de mettre le drapeau qu'on veut! Le problème de ce parti, c'est de laisser supposer à la population que le Québec peut se retirer du Canada et qu'on va avoir le Canada tel qu'il est là. Mais c'est impossible. C'est physiquement impossible. On ne peut pas; en tout cas, si on croit véritablement au Québec tel qu'il est actuellement. C'est une force vitale, c'est un élément vital du Canada actuel. On ne peut pas sortir du Canada et le laisser comme il est là.

Mme la Présidente, je demande tout simplement à ce parti un peu d'honneur et un peu de fierté. C'est de cela dont vous avez le plus besoin.

M. Vaillancourt (Jonquière): Mme la Présidente, question de privilège. Mon collègue, le député de Roberval, a fait allusion tout à l'heure à des députés de la région qui étaient présents et qui auraient, à l'occasion, posé certains actes. Ma question de privilège est à l'effet que le député de Jonquière n'a jamais posé les actes dont a fait état le député de Roberval.

M. Paquette: Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: M. le député de Rosemont.

M. Gilbert Paquette

M. Paquette: ... la résolution porte sur la soi-disant confusion qui serait entretenue par le gouvernement au sujet de l'option souveraineté-association. On a eu un excellent exemple avec les discours des députés de l'Opposition à savoir d'où vient cette confusion.

Un des thèmes des partis fédéralistes, du parti fédéral en particulier — et il y a un des députés de l'Opposition qui nous a dit cela tantôt lui aussi — c'est d'essayer de confondre l'option souveraineté-association avec ce qu'ils appellent la séparation, et la séparation, c'est quoi, pour eux, Mme la Présidente? On a une petite définition ici qui nous est donnée par Mme Jeanne Sauvé et qui est reprise à l'occasion par les députés de la succursale provinciale. Un Etat séparé, Mme la Présidente, c'est un Etat qui n'a aucun lien avec les autres pays. Je répète, un Etat séparé, c'est un Etat qui n'a aucun lien avec les autres pays. Si cela veut dire cela, M. le Président, est-ce qu'il y a un Etat dans le monde qui est séparé des autres? Est-ce que le Canada est séparé des Etats-Unis? Non. Il y a le pacte de l'automobile. L'Angleterre n'est pas séparée de la France. La Belgique n'est pas séparée de la Hollande parce qu'ils sont ensemble dans le Benelux.

Mme la Présidente, je pense que c'est assez évident avec cette définition que le Parti québécois n'est pas séparatiste. Je pense qu'il n'y a personne qui va accepter cette affirmation après toutes les déclarations qu'il y a eu, tous les documents et cette association dont on parle depuis douze ans. Est-ce que ce n'est pas entretenir la confusion, Mme la Présidente, que de dire que le Parti québécois est séparatiste dans ces termes? Parce que c'est bien cela le message qu'on veut faire passer dans la population. On veut que les gens s'imaginent que le Parti québécois est séparatiste dans le sens qu'il n'y aura plus aucun lien avec les autres pays et, en particulier, avec le Canada. A un autre niveau, ils s'aperçoivent que c'est impossible de faire passer cela parce que les gens sont de plus en plus informés, malgré que vous n'aimiez pas cela; les gens sont de plus en plus informés, surtout depuis deux ans. Ils disent: Il n'y a pas de différence entre la souveraineté-association et l'indépendance; c'est synonyme de la souveraineté, qui est synonyme de la séparation. Il n'y a pas de différence entre la souveraineté-association et l'indépendance.

Mme la Présidente, cela fait pourtant longtemps qu'il y a bien des gens qui ne sont pas avec nous et qui n'étaient pas du tout avec nous qui ont vu cette différence. Je vous rappelle que dès 1965, lors des études commandées par la commission Laurendeau-Dunton, Georges-Henri Vachon avait produit un rapport où il identifiait cinq options au Québec: le statu quo, le statut particulier, le fédéralisme décentralisé, l'indépendance du Qué-

bec et puis la formule des Etats associés, c'est-à-dire la souveraineté-association. Le Parti québécois n'existait même pas dans ce temps-là. Cette étude commandée par la commission Laurendeau-Dunton faisait une différence très nette entre la souveraineté-association et l'indépendance ou, si on veut, la souveraineté pure et simple.

S'il n'y avait pas de différence entre la souveraineté-association c'est-à-dire un régime d'association entre deux ou plusieurs Etats souverains et l'indépendance, pourquoi les Anglais auraient-ils été assez fous pour tenir un référendum concernant l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun? Comment se fait-il que pendant plusieurs mois un grand débat aussi vif, aussi engageant pour les personnes qui y participent, aurait eu lieu en Angleterre sur le simple fait d'entrer dans le Marché commun s'il n'y avait pas de différence entre la souveraineté et l'association entre Etats souverains que constitue le Marché commun européen?

Il y a eu toute une campagne en Angleterre là-dessus, comme il va y en avoir une au Québec bientôt. La différence, évidemment, c'est qu'en Angleterre on veut passer d'un régime de souveraineté ou d'indépendance à un régime de souveraineté-association, un régime de marché commun avec le reste de l'Europe et on a fait un référendum là-dessus. Nous, ce qu'on propose, c'est de faire l'inverse, de passer d'un régime fédéral à un régime de souveraineté-association et on nous dit: Il n'y a pas de différence entre cela et l'indépendance. Il y a une différence. Ce n'est pas pour rien qu'il y a d'autres associations d'Etats souverains dans le monde qui ne sont pas en régime fédéral, mais qui ne sont pas non plus simplement souverains ou indépendants. Ils sont dans un régime d'association d'Etats souverains. (18 heures)

Une autre confusion, un autre écran de fumée qu'on essaie de propager dans la population, c'est qu'il n'y a pas de différence entre la souveraineté-association et la séparation, alors que c'est évident qu'il y en a une.

Vous vous rappellerez que souvent le député de Gatineau, le chef de l'Opposition, le leader du Parti libéral du Québec, à peu près tous les députés d'en face nous ont dit à l'occasion: Souveraineté-association, ce sont deux termes contradictoires. Cela s'oppose mutuellement; donc, c'est une option qui n'a pas de bon sens. Si c'étaient deux termes contradictoires, comment se fait-il qu'un homme aussi sérieux que M. Bernard Fortin se soit donné la peine d'écrire une étude qui a été publiée par le gouvernement sur les différentes options de l'union monétaire et que M. Henri-Paul Rousseau, ait présenté une autre étude? Comment se fait-il qu'on ait ce document, qui s'intitule Quelques expériences étrangères d'intégration économique, où on nous présente à peu près une quinzaine de cas, dans tous les coins du monde, d'association entre Etats souverains dont les Etats membres sont souverains et associés? Cela ne peut pas être contradictoire si cela existe tant que cela.

La Vice-Présidente: M. le député, on me signale qu'il est bientôt 18 heures.

M. Lavoie: En avez-vous pour longtemps?

M. Paquette: J'en ai encore pour cinq minutes.

M. Lavoie: Combien reste-t-il de temps?

La Vice-Présidente: Quatre minutes, très exactement.

M. Lavoie: Il reste quatre minutes, on n'a pas d'objection.

M. Paquette: Quatre minutes. Si j'ai le consentement pour terminer, je vais terminer. Sinon, je vais demander l'ajournement.

M. Lavoie: Consentement, Mme la Présidente, pour quatre minutes.

La Vice-Présidente: Il y a consentement.

M. le député, vous disposez encore de quatre minutes.

M. Paquette: On vient de voir plusieurs exemples du genre d'écran de fumée, de confusion qu'on essaie de semer dans la population. Ce n'est pas nous qui semons ces erreurs; ce sont les gens de l'Opposition. Il suffit de se rappeler les discours qu'ils ont faits tout à l'heure. Est-ce que le fait de faire effectuer toutes ces études sur la souveraineté-association et de les déposer à l'Assemblée nationale — j'en ai trois ici, mais il y en a 13 ou 14 qui ont été déposées par le ministre des Affaires intergouvernementales — c'est l'attitude de gens qui veulent entretenir la confusion sciemment dans la population? Est-ce que le fait que le Parti québécois, depuis le début de l'année, ait tenu 110 congrès de comté portant, en particulier, sur la souveraineté-association et 13 congrès régionaux portant toujours sur la souveraineté-association à l'aide de documents préparés par le parti entretient la confusion? Est-ce qu'un tel parti, qui s'en va à un congrès national au mois de mai prochain, est un parti qui a comme attitude d'entretenir la confusion dans la population alors que tous ces débats sont ouverts? Toutes les personnes qui le veulent peuvent y participer. Les résultats du congrès seront publics, diffusés dans la population. Est-ce l'attitude d'un parti qui veut entretenir la confusion?

Est-ce que la création de comités de formation et d'animation d'assemblées de cuisine dans les 110 comtés du Québec, avec des documents qui expliquent la souveraineté-association et qui sont utilisés de plus en plus par les militants pour expliquer à la population. Est-ce l'attitude de gens

qui veulent entretenir la confusion? Mme la Présidente, on peut se demander qui a intérêt à entretenir la confusion dans ce débat!

Objectivement, pensez-vous qu'après dix ans de travail acharné pour bâtir ce parti, pour le rendre démocratique, pour faire en sorte qu'il devienne un instrument d'information, de participation de la population, qu'après dix ans on soit arrivé en position de tenir un référendum sur notre option fondamentale — depuis le début, c'est la souveraineté-association — qu'au moment d'arriver là, Mme la Présidente. M. le Président — vous avez changé de sexe — qu'après dix ans d'efforts inouis le Parti québécois penserait, s'imaginerait que les Québécois vont lui donner le mandat de transformer le régime fédéral actuel en un régime de souveraineté-association, sans que les gens sachent de quoi il s'agit? C'est plutôt le contraire. Ce sont toujours les partisans du changement qui ont le plus de difficulté à informer. Et s'il y a encore de la confusion dans la population, c'est parce que tous les efforts d'information qu'on a faits ne sont pas encore rendus dans tous les foyers, qu'ils ont de la difficulté à traverser les écrans de fumée, dont j'ai parlé tantôt et dont j'ai donné quelques exemples, que sème l'Opposition.

Le Président: M. le député de Rosemont...

M. Paquette: Je termine là-dessus, M. le Président. En fait, ce qui agace les membres de l'Opposition, c'est que malgré une certaine confusion, malgré un manque d'information, comme le dit le député de Gaspé, dans la population, plus cela va et plus c'est clair, et plus c'est clair plus notre option progresse. C'est pour cela qu'ils ont tant intérêt à laisser croire que les résultats vont peut-être être confus, de façon à réduire le pouvoir de négociation du Québec. C'est cela qui est inacceptable, M. le Président, on veut réduire à l'avance le pouvoir de négociation du Québec. On veut que, peu importe si les Québécois disent oui au référendum, ils ne soient pas en force pour négocier avec Ottawa. Je trouve cela inacceptable, en tant que Québécois.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Je demande l'ajournement du débat, M. le Président.

Le Président: Demande notée.

Est-ce que cette motion sera adoptée?

Adopté.

Je dois vous aviser qu'il y a une sanction qui aura lieu immédiatement chez le lieutenant-gouverneur pour l'adoption des deniers, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 14 heures.

Fin de la séance à 18 h 7